La folle d'Alger

Amarante

Cette collection est consacrée aux textes
de création littéraire contemporaine francophone.

Elle accueille les œuvres de fiction
(romans et recueils de nouvelles)
ainsi que des essais littéraires
et quelques récits intimistes.

La liste des parutions, avec une courte présentation
du contenu des ouvrages, peut être consultée
sur le site www.harmattan.fr

Ahmed Hanifi

La folle d'Alger

Roman

L'Harmattan

Du même auteur

Le temps d'un aller simple.
Edition Marsa, Paris 2001.
L'amer jasmin de Fès.
Editions Edilivre, Paris 2010.

© L'Harmattan, 2012
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris

http://www.librairieharmattan.com
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-99651-9
EAN: 9782296996519

A ma mère

Fais de moi, si je rentre un jour,
Une ombrelle pour tes paupières.
Recouvre mes os de cette herbe
Baptisée sous tes talons innocents.

Mahmoud Darwich : *A ma mère*

1

Au nom de Dieu le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux. Louange à Dieu, Seigneur des mondes. Je le dis ici comme je l'ai dit ailleurs ; je ne me laisserai pas faire. Je remuerai la terre, jusqu'en Chine s'il le faut. Je combattrai les ténèbres, j'agiterai les sept cieux si nécessaire jusqu'à ce que la lumière surgisse. Je dirai ce qui a été, tel qu'il a été. Il me faut raconter et Tu es témoin *ya Allah*. Je ne les laisserai pas travestir notre histoire, façonner notre destin. Certes mes ennemis ont la force, mais moi j'ai la foi. Ils ont fait de ma vie un enfer. Mes nuits sont souvent agitées, perturbées par des insomnies prolongées. Le moindre bruissement me fait sursauter. Voilà pourquoi depuis un mois maintenant, vingt-huit jours exactement, dès que la nuit s'apprête à nous envelopper, ma fille Houria, son mari Hakim ainsi que la petite Houda se présentent à mon domicile pour nous tenir compagnie mon fils Amine et moi, le temps, jusqu'aux premières lueurs matinales, que nos solitudes apprennent à supporter l'obscurité en l'absence de l'être cher, assassiné. Vendredi dernier ils n'avaient pas prévu de venir. Ce sont des habitants de notre pâté de maisons qui les ont alertés. Lorsqu'ils sont arrivés, tard dans la nuit, ils m'ont trouvée effondrée, asséchée de mes larmes, répandue dans la cour, entourée de mes proches voisines. Mon sang cognait contre les vaisseaux, je l'entendais. C'était plus que du sang, c'était de la haine liquéfiée qui battait ainsi contre mes tempes, mon front, mon cou, mon cœur. La raison m'avait un temps, abandonnée.

Si mes ennemis ont la force disais-je, la force de la destruction, moi j'ai la foi. J'ai la foi en la vérité. C'est pourquoi il me faut raconter. Je le dois à Amine, à mon défunt mari, à mes autres enfants, à ma famille, à mes semblables. Je dois raconter, je dois dire, utiliser tous les moyens afin qu'on sache ce qui s'est réellement passé. Pour que les coupables soient identifiés, jugés et condamnés.

Lorsque ce matin l'idée d'enregistrer mon témoignage s'est imposée à moi, j'ai aussitôt pensé à Merwan le fils de Si Zitouni, un instituteur qui a fait ses classes à Tunis. Merwan et Amine ont souvent utilisé ce mini-magnétophone à cassette pour enregistrer des chansons, jouer une saynète ou raconter des blagues. Je l'ai retrouvé dans la chambre de mon fils où je me rends peu souvent. J'ai toujours respecté l'intimité d'Amine. J'entre rarement dans sa pièce. Je la considère comme son espace propre, le lieu où il fait ses devoirs, reçoit ses amis, joue ou boude. L'appareil était posé dans un sac au fond de son armoire où se trouvent également plusieurs cassettes. Mahfoud, que Dieu ait son âme, avait offert cet enregistreur à Amine en juillet 1995 pour le féliciter d'avoir réussi son entrée au collège. Lorsque tout à l'heure je lui ai demandé de me rappeler son fonctionnement, Merwan a levé les yeux vers moi et a souri. C'était plus un rictus qu'un sourire. Une contraction involontaire de sa lèvre, une grimace. Et le regard n'en était pas un non plus. Au mieux une interrogation. Il a murmuré tout en peine, « bien sûr *khalti* Fadia » sans poser de question, encore bouleversé par son propre récit, peut-être encore plus de s'en être sorti, d'avoir retrouvé ses

proches, ses amis. Désormais je parlerai dans cet appareil pour dire ma résistance au silence qu'ils veulent nous imposer. Pour enregistrer ces premières paroles j'ai dû me reprendre à trois reprises. Ma voix m'a semblé étrange, elle m'a même déplu. Le débit m'est apparu tantôt trop rapide, tantôt lent, hésitant. J'essaierai de remédier à cela. J'espère que je m'améliorerai à l'usage.

2

En soustrayant les unes après les autres ses dernières lueurs, le soleil de vendredi dernier engloutissait avec lui ce qui restait de sa monotone splendeur. Il annonçait par sa lente agonie une tragédie que mon intuition appréhendait. Quelques nuages encore dorés, suspendus au-dessus du village, semblaient égarés devant l'obscurité qui déjà estompait l'horizon. Peu à peu elle neutralisera les bruits habituels de la ville noire. Régulièrement des chiens, probablement corniauds, hurlaient à la mort. Ils hurleront encore comme chaque nuit, depuis qu'ils errent par groupes entiers les uns de retour de l'est les autres du nord-est. De nouveau le ciel se constellera d'étoiles. Amine était ressorti avec un morceau de pain rejoindre ses amis. Le journal télévisé débitait les dernières minutes d'un documentaire en noir et blanc relatant l'hécatombe du 17 octobre, auquel les deux-tiers de sa durée avaient été consacrés. C'était à Paris au temps des glorieuses. Les images ne sont pas nettes et le son nasillard. Un homme jeune tente, dans une fuite désespérée, de franchir un muret haut d'un mètre. Un autre est allongé sur la chaussée, vidé de son sang. Un troisième, beaucoup plus âgé, avance en titubant. Sa main droite crispe son épaule gauche comme pour atténuer la douleur, si intense qu'il en pleure sans retenue. Des autobus bondés traversent l'écran. Sur leur fronton il est écrit « Service spécial ». D'autres images montrent la Seine qu'on devine rouge, coulant dans le silence lourd d'une nuit définitive. Une page spéciale dédiée aux martyrs d'octobre était programmée à la suite des

informations. J'étais en retard sur *el-icha*, la dernière des cinq prières de la journée. J'ai pris mécaniquement la télécommande posée à mes côtés sur la *seddaria,* le canapé, pour baisser le son du poste. Je m'apprêtais à aller satisfaire à mon devoir religieux. En me relevant, péniblement, prenant appui sur le mur, j'ai chuchoté machinalement *« Allah akbar »,* Dieu est le plus grand, en appuyant longuement sur la deuxième syllabe d'Allah, en la rallongeant. Depuis vingt-cinq jours, de cruels et indicibles tourments me harcèlent et m'asphyxient à petit feu. Dieu veut que je souffre et je souffre. En silence ou dans la foule.

De l'autre côté du mur, notre village était plongé dans un étrange murmure. Dans le ciel le grondement sourd et menaçant des rotors d'hélicoptères était haché par les aboiements féroces de chiens probablement errants. Ils reviendront. Les chiens errants reviennent toujours tant qu'ils trouvent de quoi se nourrir. C'est ainsi depuis bien des semaines, avant même la sanglante nuit du 22 septembre dernier qui emporta Mahfoud, que Dieu le bénisse. Il n'est pas un jour sans hélicoptères, patrouilles militaires et paramilitaires. Pas un jour sans barrages à chaque entrée de Benatallah, notre village abandonné, désormais accablé. Dès que le jour disparaît nous nous terrons. Le village s'ensevelit dans un silence tumulaire. Seuls des chiens assurément errants hurlent, parfois à la mort. Les chiens n'ont pas peur. Pas même de Dieu. Ils ont le courage aveugle de l'ignorant ou de l'assassin. Ils hurleront longtemps pour sûr. Tant que durera leur errance, ils hurleront. L'heure étant venue, il me fallait prendre le tapis

de prière et prier. J'ai posé une main sur la poignée de la porte-miroir de l'armoire, puis sur la clé. Le meuble se trouve dans le salon qu'une ampoule poirette éclaire faiblement. Mon esprit, tourné vers ce récent et apocalyptique passé, tentait de saisir une explication. J'ai machinalement tourné la vieille clé, puis j'ai tiré sur la poignée de la lourde porte-miroir, qui grince à sa base aussitôt qu'on la manie, pour me saisir du tapis de prières. J'ai glissé mon bras dans l'armoire, ma main a hésité, tâtonné. C'est à ce moment précis, alors que je m'emparais du tapis, que soudain le portail d'entrée s'est mis à résonner d'une pluie de coups anormaux suivis d'horribles cris. Je ne savais pas trop s'ils étaient réels ou le fruit de mon esprit malmené depuis septembre. Ma main s'est immobilisée sur l'étagère. Les coups, comme les cris, étaient bien là à portée de ma main, de mon corps, bruts, désespérés. Instinctivement j'ai crié *« wlidi ! »* mon fils ! en lâchant le tapis de prières subitement devenu – dans le moment où je prenais conscience qu'un événement terrible imminent, un autre drame, allait s'abattre sur notre toit – pardonne-moi mon Dieu, superflu. C'est bien mon fils qui cognait à mourir contre le portail en métal qui tremblait sur ses gonds, les faisant étrangement geindre. Il criait *« yemma ! yemma ! »* maman ! en tambourinant de plus en plus fort avec le désespoir du condamné. Il sanglotait. Je me suis élancée de toutes mes forces jusqu'au portail. Alors l'instant d'une seconde je me suis interrogée sur la traversée du couloir et de la cour. Il m'est apparu que je n'en avais pas gardé trace. Entre le moment où le tapis me tombait des mains et celui où je tentais d'ouvrir le

portail, un vide profond s'est installé. Un trou noir comblé par les cris d'Amine. J'ai tiré sur la targette qui gémissait. Au même moment les pneus d'une voiture ont crissé puis se sont immobilisés devant la maison. J'ai entendu la porte coulissante du fourgon s'ouvrir avec fracas. C'était une camionnette pas une voiture ordinaire. Amine criait *« yemma ! yemma ! »* La porte d'entrée de ma maison que j'avais peine à ouvrir a été brutalement enfoncée. Elle a écrasé mon visage et m'a projetée à terre. Je me suis péniblement relevée en criant à mon tour, éblouie par les faisceaux lumineux projetés par les phares du véhicule en stationnement et qui avaient envahi toute la cour. La douleur et le chagrin qui depuis des semaines opprimaient mon esprit, ma tête et mon cœur, ont redoublé d'intensité.

Trois jours après, l'être qui m'est le plus cher et dont on a décidé de me priver, me hante à chaque instant. Je le revois, il est assis sur son lit la tête baissée, j'entends son père le mettre en garde. Je les revois comme s'ils étaient l'un et l'autre près de moi. Nous étions en juillet et deux jeunes de Haouch Miloud que nous connaissions, venaient d'être arrêtés par des hommes en uniforme, au grand jour, non loin de leur domicile. Trois mois se sont écoulés et ces deux jeunes ne sont pas reparus. Ces hommes qui arrêtent des enfants, qui kidnappent ou tuent sont indifférents aux souffrances et au malheur qu'ils causent. L'affliction et le violent ressentiment qui m'affectent depuis vendredi, me conduiront-ils au djihad, au maquis ? Me réduiront-ils à la folie, à la mort ? Des hommes en furie, agressifs et grossiers ont empoigné Amine qu'ils ont fait tomber à terre, dans la cour. *Wlidi !* L'un des hommes dont

le bas du visage était surmonté d'une longue moustache taillée comme les fibres d'un balai-brosse, le genou plié, écrasait le dos de mon enfant. Il m'a regardée en hurlant : « ce bâtard c'est ton fils ? » « Oui c'est mon fils, c'est mon fils, ai-je crié à mon tour, qui êtes-vous, Amine, mon fils, que se passe-t-il ? » Amine ne me répondait pas alors que l'homme répétait : *« hada el-ferkh weldek ? »* en le secouant sans ménagement. Mon Dieu, mais que leur a-t-il fait pour être ainsi traité ? L'homme a ajouté : « cette fois nous l'avons ». Puis il s'est tourné de nouveau vers moi en gesticulant, en s'égosillant, les yeux globuleux prêts à abandonner leur cavité. Il a ordonné : « allez reste chez toi femme. Les chiens sont mieux éduqués que vos enfants ! » Il a relevé Amine, aidé dans sa manœuvre par deux de ses collègues, un civil et un militaire, armes bien en vue. J'ai cessé de flageller mes cuisses, de labourer mon visage, mais pas de crier, pas d'appeler au secours. Je me suis agrippée aux bras de l'un des hommes qui m'a aussitôt repoussée, brutalement. De nouveau je me suis retrouvée à terre. Un quatrième assaillant, le visage dissimulé, m'a lancé ces mots : « nous te le ramènerons, c'est juste un contrôle ! » Le visage de l'un d'eux est marqué par une cicatrice qui fend le menton en deux. Elle part de la commissure droite des lèvres à la base gauche du menton. C'est l'indic, *el-biyya'*. Nous le connaissons tous. Mais qu'a pu faire Amine pour qu'ils s'acharnent ainsi sur lui ? Ils l'ont immobilisé, lui ont passé les menottes aux poignets croisés derrière le dos, lui ont relevé sa propre chemise sur la tête et l'ont traîné vers l'extérieur en lui assénant des coups de pieds, de matraque et de crosse sur la tête, le dos et les

jambes. J'ai entendu « *Amn el-askari naal din rabkoum* » sécurité militaire putain de votre Dieu. Mais pourquoi l'indic se retrouve ici avec le militaire ? *La Ilaha illa Allah Mohamed rassoul Allah,* il n'y a de dieu que Dieu Mahomet est son prophète. Ils ont poussé mon fils vers leur véhicule en le frappant toujours, et lui il criait « *yemma, yemma !* » Je récitais des versets à voix haute, très haute pour qu'ils entendent et comprennent que j'en appellerai à Dieu et au monde, que je ne me laisserai pas faire « Dieu est le plus grand, Dieu est le plus grand » en essayant de m'agripper en vain au bras tremblant de mon gamin qui pleurait, « je n'ai rien fait, je n'ai rien fait ! » Il a été jeté dans le camion, à travers la porte latérale demeurée entrouverte. « On part » a lancé sèchement l'homme en treillis militaire. Il doit être le chef. Le chauffeur du véhicule banalisé n'avait pas coupé le moteur. Il a démarré en trombe. Le numéro d'immatriculation écrit à la craie, a été effacé, mal effacé. On devinait malgré la pénombre les derniers caractères. J'ai retenu « 566 » peut-être « 5566 ». Quelques portes voisines qui s'étaient ouvertes discrètement pour aussitôt se refermer, se sont ouvertes de nouveau, cette fois-là, d'un seul coup, sec. Que me restait-il sinon de continuer de crier de tout mon corps, de tout mon être et de nouveau déchirer mon visage. Je criais aux voisins et au monde entier « mon fils, ô Dieu ils m'ont enlevé mon fils ! » Les femmes sont accourues, ont tenté de retenir mes bras secoués par des mouvements que je contrôlais de moins en moins, de me consoler. J'entendais « la pauvre, son fils a été arrêté ». Je suis tombée, prise de spasmes lourds et irréguliers presque effrayants. Les sons qu'évacuait ma

bouche difforme, étaient loin des mots, métamorphosés par la douleur. J'entendais des cris ou des appels de plus en plus éloignés, éjectés par des visages défigurés, par des gorges souffrantes, apitoyées. Autour de moi une multitude de silhouettes informes et sombres étaient broyées par un ciel obscur et incertain. Amine avait été arrêté, emmené. *La Ilaha illa Allah Mohamed rassoul Allah.*

3

Nous n'avons pas fermé l'œil durant toute la nuit du vendredi au samedi. Houda a résisté au sommeil autant qu'elle a pu, avant d'y succomber. Mes enfants tiennent par la volonté de Dieu ou par la force de leur jeunesse. Ils tentent de me consoler, mais est-ce possible lorsque le corps ne répond plus, lorsque l'esprit est abattu, noyé dans un chagrin redoublé ? Je suis inconsolable et je crains qu'ils soient en réalité aussi anéantis que moi. Lorsqu'ils sont arrivés à la maison, alertés par des voisins, j'étais toujours dans la cour, allongée près du pied de vigne. Nous y sommes restés longtemps, éclairés par l'unique ampoule, nue. Les voisins ont quitté notre maison, mais ne se sont pas éloignés. Nous les entendions discuter dans la rue, tard dans la nuit malgré les dangers. Toute la nuit Hakim m'avait suppliée, comme les voisines avant lui, de ne pas sortir. De ne rien entreprendre à l'extérieur, ne pas aller au commissariat ou à la gendarmerie par exemple. Je les ai écoutés. Au-delà de quelques pâtés de maisons autour de leur lieu de résidence, la nuit est interdite depuis longtemps aux honnêtes gens. Aux premières lueurs de l'aube, j'ai prié *salat-el-fajr* à haute voix, les yeux rougis et boursouflés d'insomnie, de larmes et de douleur. J'ai récité d'autres prières plus intimes, en moi-même *« Ya rabbi thalla fi wlidi »,* ô Dieu prends soin de mon fils. Alors que le jour nouveau, que je devinais terne dans son éclat, comme le précédent, s'imposait à nous sans que nous pussions agir en quelque manière que ce soit pour qu'il nous fût favorable, si tant est que je puisse ainsi parler, je me suis présentée au poste de police du village

avec mes enfants et Hakim. La sûreté se trouve en face de l'établissement où étudie Amine, à droite de la bâtisse qui abrite la garde communale, non loin du moulin à huile. Amine est un bon enfant. Il est au collège, en deuxième année moyenne. Même s'il redouble son année, il reste un enfant bon. A son rythme, s'il n'est pas empêché, Amine ira loin. Je suis sa mère, je sais qu'il ira loin. Pourquoi a-t-il été arrêté? La police se trouve en face du collège à côté de la garde. Les trois institutions sont difficilement accessibles et se présentent de la même manière à quiconque s'en approche : des chicanes, des fils barbelés, des sacs de sable et des barils métalliques remplis d'eau, délimitent des zones hautement sensibles. Nul n'y a accès sans avoir été invité par les hommes de garde, souvent en uniforme. Sur plus de cent mètres, de part et d'autres, il est strictement interdit de stationner ou de se garer. Le poste de police, comme la garde communale, comme l'école, ne sont accessibles qu'à la suite d'une fouille minutieuse des sacs, des sacs à dos, des cartables et souvent des corps, par des agents habilités, fortement armés et motivés. Des hommes pour les hommes, des femmes pour les femmes. Un agent en faction devant le poste de police nous a demandé de poser les sacs sur un bureau d'enseignant. Un autre les a ouverts, a plongé la main dans chacun, en émettant à chaque fois des commentaires incompréhensibles, puis d'un geste lent de la main il nous a fait signe de les récupérer, « passez ». Hakim est passé à son tour, après nous. Les policiers nous ont épargné la fouille au corps, peut-être par gêne, peut-être parce qu'il était tôt. Nous avons traversé une grande cour où sont stationnés plusieurs véhicules

officiels dont des 4X4. A l'intérieur du bâtiment, l'agent de police chargé de l'accueil a écouté nos doléances, puis nous a fait patienter dans le couloir, car « il n'y a encore personne » a-t-il chuchoté, l'air navré. De notre regard, de nos gestes et nos paroles suintaient une inquiétude, une angoisse, une tragédie que l'agent ne pouvait ignorer, éviter. Pour marquer sa bienveillance il a caressé la tête de Houda qui n'a pas apprécié. Elle a esquissé une grimace accompagnée d'un mouvement d'épaule et s'est précipitée vers sa sœur. A huit heures trente est arrivé un officier qui nous a reçus dans le quart d'heure suivant. Il m'a écoutée attentivement lui raconter l'arrestation. Tout en lui délivrant les détails de l'événement j'ai extrait de mon sac en plastique noir une photo d'identité en couleurs et la lui ai tendue. Mon fils porte une chemise blanche. Ses cheveux noirs sont coupés court. Il sortait de chez le coiffeur, ses oreilles sont bien dégagées. Son œil gauche est légèrement plissé, comme le droit il est surmonté de larges sourcils fortement incurvés. Son sourire est timide. Le fond du cliché représente un ciel bleu faussement apaisé. La photo a été prise chez le photographe de la rue de la Révolution. Le directeur du collège avait été catégorique. Elle devait être récente et en couleurs. L'officier a écouté sans m'interrompre. Je lui ai parlé des coups, des insultes. Lorsque j'ai fini de lui délivrer mon témoignage, il s'est levé lentement, s'est approché de moi, m'a rendu la photo et m'a annoncé, toujours avec bienveillance, ne pas être au courant. Il nous a suggéré de nous rendre à trois kilomètres de là, au commissariat d'El-Barki dont dépend son poste de police. Il n'a cependant pas téléphoné pour

avoir plus de renseignements, ou pour nous annoncer. L'agent de police chargé de l'accueil s'est levé à notre passage. Il nous a dit avec gravité « que Dieu vous vienne en aide. »

Mes filles et Hakim résident précisément à El-Barki. C'est là que mon gendre possède une boutique de parfums et cosmétiques que son père, *Allah yerhmou,* lui avait léguée. Depuis leur mariage, il y a un an, Hakim et Houria vivent dans une HLM de la vieille cité Diar el-baraka. Comme ils n'ont pas encore d'enfants et qu'ils veulent avoir des lumières dans les yeux, forcer le destin, ils ont souhaité élever ma petite dernière, Houda. Je n'ai pas refusé. Houda est en quatrième année de l'école fondamentale. C'est une bonne élève. La maîtresse dit qu'elle est très éveillée pour son âge, mais regrette-t-elle, quelque peu opiniâtre et tenace. Moi je ne trouve pas que cela soit un défaut.

Hakim connaît bien quelques policiers du commissariat d'El-Barki qui sont aussi ses voisins de quartier. Le mieux était que l'on se déplace directement à El-Barki, mais Hakim n'aime pas trop ces situations qui le mettent dans l'embarras. Il préfère procéder comme tout un chacun. Mais parfois nous n'avons d'issue que celle de la débrouille, de la relation, du piston. C'est d'ailleurs l'une de ses connaissances, Sakrane Aoued un officier, qui nous a reçus dans le bureau même du commissaire, absent ce jour-là. L'officier a été avenant tout le temps de la rencontre. Comme celui du poste de Benatallah avant lui. Il a essayé de répondre au mieux qu'il pouvait à toutes nos questions. Il comprenait mon désarroi, mais m'a juré ne pas être au fait de ce qui s'était passé vendredi dans notre village.

Avant de nous libérer il s'est absenté quelques minutes. Lorsqu'il est revenu, il a dégagé sa main droite de la poche et a bredouillé, « j'ai téléphoné à Benatallah et à Alger-centre, hélas personne n'est au courant ». Il s'est approché de Hakim, a posé sa main sur son épaule, l'invitant ainsi à se lever et lui a demandé : « êtes-vous allés à la gendarmerie ? » Hakim a secoué la tête et s'est dressé devant son ami qui lui a pincé l'ourlet de la veste en clignant de l'œil. Puis il lui a murmuré deux ou trois mots à l'oreille. Une fois à l'extérieur, Hakim nous a déclaré que Aoued lui avait suggéré de se rendre à la gendarmerie ou à la caserne 133. Hakim a ajouté qu'il fait confiance à Aoued. « C'est un homme de bonne famille. Je le connais depuis très longtemps. Nous avons été de la même école, du même lycée. Aoued est un homme bien ». Alors que Dieu le garde, ai-je pensé.

A la gendarmerie – elle se trouve dans la même ville – nous avons été accueillis froidement. Le préposé à la réception a refusé notre dépôt de plainte et nous a vivement conseillé de déposer une RIF, une déclaration de recherche dans l'intérêt des familles. L'image de Mahfoud le bras en l'air et celle d'Amine silencieux devant les remontrances de son père me sont alors apparues de nouveau. J'ai aussitôt pensé à ces pauvres jeunes arrêtés dans notre quartier et dont on est toujours sans nouvelles depuis juillet. Devant la proposition du réceptionniste j'ai spontanément exprimé un refus que je voulais à la hauteur de sa provocation. « Mon fils n'a pas fugué, il a été enlevé, et je sais par qui ! » ai-je crié en pointant du doigt le gendarme. Cela ne lui a guère plu. Il a bondi de sa chaise, est passé de l'autre côté du

comptoir et a essayé de me pousser vers la sortie. J'ai réussi à plaquer sur son visage la photo d'Amine que j'avais retirée de mon sac en plastique noir. Porté par l'indécence qu'autorise son uniforme, il ne s'en est même pas soucié. A peine s'il l'a observée comme un objet sans intérêt, avec mépris. Si c'est une disparition, elle est forcée. Le gendarme nous a signifié qu'il n'avait pas que cela à faire, « allez voir ailleurs » nous a-t-il lancé en me poussant franchement cette fois vers la sortie, sans le moindre respect. Hakim a rouspété auprès du gendarme, Houria à son tour a tenté de s'en prendre au militaire, mais son mari l'a tancée vertement et nous a demandé de quitter les lieux. Il ne fallait pas envenimer la situation. Du vivant de Mahfoud *Allah yerhmou*, jamais un homme, quels qu'aient pu être son rang et sa force, ne se serait autorisé à agir de la sorte. Jamais l'occasion n'a été offerte à un *barrani*, un étranger, de m'adresser une parole creuse ou de me dévisager. Houria pleurait ne sachant que dire ni que faire. J'étais mal en point, mais j'ai fermé les yeux. Ma petite Houda m'inquiétait. Elle avait faim la pauvre, elle n'avait rien pris depuis le matin. Elle pleurait. Cette situation et tout ce qu'elle dissimulait, la déstabilisait. Elle a juste dit « où est Amine ? » Nous ne lui avons pas répondu, mais j'ai posé la main sur ses cheveux pour la consoler. Que lui dire, alors que nous étions nous-mêmes égarés. Tellement perdus que nous avons oublié qu'elle avait classe. Hakim a demandé à sa femme de rentrer à la maison avec la petite, « elle doit avoir faim » lui a-t-il dit et répété, avec juste ce qu'il faut de fermeté et d'agacement la seconde fois, pour ne pas me froisser probablement. Avait-il lu dans mes

pensées ? Non, il faisait payer à son épouse l'audace qu'elle a eue face au gendarme. Houda a rechigné à partir avant de se résigner. Elle a rouspété en tirant, quoique sans conviction, sur le bas de ma *a'baya*. Elle savait qu'elle ne pouvait continuer avec nous. Cela ne l'a pas empêchée de protester tout haut « moi aussi je veux chercher Amine ». Elle avait compris dès les premiers jours. Houria l'a tirée brusquement contre elle en lui demandant de la suivre. Hakim a accéléré le pas. Il avançait sans se retourner, ne se souciant de rien d'autre que d'arriver au plus vite à la caserne.

La caserne 133 se trouve à la sortie d'El-Barki, à la lisière de Aïn Naadja. Le soleil était haut, il faisait encore chaud. Mon pas n'est plus alerte, je traînais derrière Hakim. Il faisait signe aux taxis collectifs qui ne s'arrêtaient pas. Dans un sens comme dans l'autre ils sont souvent complets entre El-Barki et Hussein-Dey. Il aurait fallu aller à la première station pour être sûr d'être transportés. Les taxis y attendent le temps qu'il faut pour charger le maximum de clients allant au terminus de la ligne, trois ou quatre, parfois sept si c'est une 505 familiale. Lorsqu'ils prennent la route, plus rien ne les arrête jusqu'à la destination des clients. Alors, entre deux terminus d'une même ligne il est très rare qu'un taxi réponde à une main levée. Je suis habituée à marcher. Mon pas est lent, mais décidé. Depuis l'assassinat de Mahfoud *Allah yerhmou*, c'est moi qui m'occupe de la maison, même si Hakim et ma fille me donnent un coup de main. Ils n'ont pas de voiture, mais ils m'aident avec leurs faibles moyens. Avant la disparition de mon mari je ne sortais pour ainsi dire jamais, pas même pour aller acheter du pain

ou récupérer ma petite Houda à la sortie de l'école. Je le regrettais, mais cela ne changeait rien. Ma fille rentrait seule, comme la plupart des écoliers à vrai dire. Depuis la disparition de mon mari, tout a changé. Je suis obligée de sortir, m'approvisionner aux épiceries ou au marché, prendre le taxi ou l'autobus, affronter l'administration, la foule et les regards obliques des tordus. Cela contrarie Hakim, mais je considère qu'il m'aide beaucoup et qu'il a assez à faire avec ses propres problèmes et responsabilités. Il n'a pas à se charger aussi lourdement des miens.

Au terme d'une heure de marche, nous sommes arrivés à la caserne 133. Ses murs sont hauts et surmontés de rouleaux entiers de fils barbelés et de tessons de bouteilles. De part et d'autre de la grande entrée, un double barrage militaire permanent est tenu par une vingtaine de jeunes appelés, lourdement armés. Ils sont regroupés de chaque côté de la route derrière des murs de sacs de sable, des pneus de tracteurs ou de semi-remorques, des barils de pétrole ou d'huile, remplis de sable ou de pierres. A l'entrée comme à la sortie du barrage, des chevaux de frise et des herses dissuadent tout passage en force. Un maigre couloir permet tout juste aux véhicules de pénétrer dans l'espace hautement sécurisé et d'en sortir. Aucun arrêt ou stationnement non autorisé par ces soldats n'est toléré. Les militaires filtrent sévèrement la circulation à sens unique. Les attentats sont légion. Les voitures ralentissent obligatoirement à une dizaine de mètres en amont de l'entrée du barrage. A hauteur du contrôle, le chauffeur du véhicule se doit de tirer le frein à main et d'éteindre l'autoradio. La nuit, il est

obligé de basculer des feux de croisement aux feux de position et d'allumer le plafonnier. Surtout ne rien hasarder, ne pas faire de geste brusque. Immobiliser le véhicule à hauteur du militaire, maintenir les mains sur le volant et n'engager de vitesse qu'après son autorisation verbale ou gestuelle. D'autres soldats postés à la sortie du barrage inviteront alors le conducteur à rejoindre la folle circulation. Plusieurs drames ont eu lieu durant ce type de contrôle. Les soldats sont à bout de nerfs. Ils peuvent tirer sans sommation. Hakim s'est avancé en direction d'un des appelés qui surveillaient en retrait le déroulement des contrôles. Il lui expliquait l'objet de notre déplacement avec toute la délicatesse possible requise en pareille situation. Il parlait lentement. Il parlait en me montrant du doigt de temps à autre. Mais le jeune soldat ne semblait pas disposé à l'écouter plus que cela. « Que Dieu lui donne patience », s'est-il contenté de dire en pressant le pas vers un de ses collègues. Il n'a pas laissé le temps à Hakim d'achever sa dernière phrase. « Il faut écrire », a-t-il coupé. Il ne dira pas un mot de plus. Hakim est demeuré figé un long moment, semblant hésiter entre révolte et résignation tout en mesurant les conséquences de l'une et de l'autre. D'autres soldats le sommèrent de quitter rapidement les lieux. Il baissa alors la tête et avança, l'air défait. Il ne nous restait qu'à retourner sur nos pas.

En repassant devant la gendarmerie, elle se trouve sur notre route, j'ai reconnu Si Zitouni, le père de Merwan. J'ai glissé deux mots à Hakim pour qu'il accepte que nous lui parlions. Si Zitouni était dans un état second, comme bouleversé. Il se lamentait du mauvais accueil

qu'on lui a fait à la gendarmerie, ne savait plus vers quel saint se vouer. Il ne semblait pas maîtriser sa raison. Il gesticulait, les mots qu'il prononçait, s'obscurcissaient. Je ne comprenais pas tout ce qu'il essayait de nous dire. Il n'avait pas de nouvelles de son fils. La situation que nous-mêmes vivons, m'interdit d'éprouver quelque remords ou honte que ce soit vis-à-vis du brave instituteur. Face à tant de désarroi Hakim ne pouvait que lui manifester sa compassion en l'encourageant dans ses recherches. Nous avions fait ce que nous avions à faire.

Arrivés dans le centre-ville d'El-Barki nous nous sommes séparés. Hakim a rejoint sa boutique. Il a peut-être fait l'impasse sur le déjeuner. Quant à moi, je suis rentrée à Haouch Miloud complètement vidée. J'ai fait réchauffer un fond de *chorba* qui restait, puis me suis assoupie. Le soir après son travail Hakim est venu avec Houria et Houda pour me tenir compagnie cette nuit encore. Les semaines et les mois à venir seront très durs. Dieu seul sait ce qu'ils me réservent. La seule chose dont je suis sûre, c'est que je me battrai autant de jours que nécessaire, avec toute l'énergie qui me reste. Je ne me laisserai pas faire. Ils veulent ma résignation, je leur offrirai ma révolte. Dieu nous met à l'épreuve. Dieu aime ses serviteurs. *Allah mâ essabirine,* Dieu guide les patients. Lui sait ce que les kidnappeurs ont fait d'Amine. Moi je ne peux répondre à cette question aujourd'hui, mais une chose est sûre, j'éprouve maintenant ce sentiment définitif qu'il me faut, tant que je demeure en vie, prendre mon courage à deux mains et combattre

les ténèbres, remuer ciel et terre jusqu'à ce que la lumière se fasse envers et contre tout, contre tous.

4

Hakim, Houria et Houda ont dû partir tôt ce matin. Peu avant midi de nombreux voisins préoccupés par l'arrestation de mon fils, se sont regroupés devant la maison s'interrogeant sur son sort et celui de ses camarades qui habitent aussi dans notre village. Cela faisait trois jours qu'ils avaient disparu. Mon fils et ses amis ont été arrêtés vendredi dernier. Les voisins ne me demandaient rien. Ils savaient que je n'avais rien à leur dire. Rien de plus que ce que j'avais vécu vendredi et samedi et dont ils connaissent le moindre des détails. Des camarades d'Amine présents au café Ennajah le jour de l'enlèvement racontaient avec la minutie de l'observateur avisé, pour ne rien omettre, ce qu'ils avaient vécu vendredi : les blagues entre eux, le persiflage contre tel ou tel, puis l'arrivée du camion, leur fuite et la capture de leurs amis qui avait mis en émoi toute une partie des habitants. L'apparition inattendue de Merwan, alors même que Mourad et Lakhdar évoquaient sa fuite puis sa capture a coupé net leur conversation.

Emportée par mon cœur, de manière irréfléchie, je me suis précipitée en direction de l'adolescent. Sans retenue, je répétais « Merwan, mon fils Merwan ! » Le monde m'indifférait. A ce moment précis, la seule chose qui m'importait était de l'entendre répondre à mes interrogations.

Arrivée à sa hauteur, au bas du lotissement, j'ai jeté mon bras sur son épaule en pleurant. Je le suppliais de me dire ce qu'il savait de la situation d'Amine. Je le pressais de toutes sortes de questions. Confusément je lui parlais, je ne sais pourquoi maintenant, de son père Si Zitouni.

Merwan avançait comme un automate, les yeux fixant le vide, étouffé par mon corps. J'ai pensé « est-ce qu'il m'entend ? » Je répétais « Merwan *wlidi* où est Amine ? » Le groupe nous avait rejoints et Merwan, libéré de mon étreinte, semblait toujours hésiter à émettre un son. Il finit par avancer : « non je le jure, je ne sais pas où est Amine. » Puis encore : « je ne sais pas où il est, il n'est pas ici ? » Mourad, Lakhdar puis d'autres l'ont embrassé à leur tour. Moi je lui répétais, la voix étranglée par l'émotion : « qui était avec toi, où t'ont-ils emmené, que t'ont-ils fait, *win' dawek wech âmloulek ? »* Merwan ne réalisait toujours pas qu'il était au centre de nos préoccupations. Il semblait solliciter notre soutien. Il regardait Mourad, passait lentement la paume de sa main droite sur ses yeux, puis a fini par se décider. Il parlait lentement, sans hausser le ton. Hésitant par moments, cherchant ses mots. Son regard avait du mal à se fixer. Le haut de son visage portait encore des traces de tuméfaction. « Lorsque le J5 s'est arrêté devant le café Ennajah, on a eu peur. » On aurait dit que Merwan cherchait à capter les mots ou à secouer sa mémoire. Il a continué : « on s'est levés et spontanément on a couru de toutes nos forces. Vous deux vous avez couru en direction de la sortie du village vers El-Barki, disait-il à l'adresse de Mourad et Lakhdar, Omar et moi avons emprunté la rue de la Révolution, comme nous l'avons fait le jeudi. Kamel n'a pas bougé. Les gars du J5 nous ont rattrapés Omar et moi, à cause de deux cyclistes qui nous ont renversés. Les agents nous ont jetés dans le fourgon en nous donnant des coups de pieds et de poings. Dans le camion il y avait un homme dont le visage était

dissimulé par une cagoule noire comme celles que portent les Ninjas. Trois trous difformes laissaient entrevoir des yeux d'assassin et une bouche défigurée par la haine. Cela ne pouvait être que de la haine. Sous la cagoule je devinais un casque et contre l'oreille comme un gros récepteur. C'est lui qui criait le plus. Il nous a demandé pourquoi on restait encore devant la caserne à l'heure qu'il était. ''Hier on vous a prévenus, alors pourquoi vous êtes toujours là ?'' qu'il répétait en criant. C'étaient presque les mêmes types que ceux de jeudi. Ils n'arrêtaient pas de nous insulter, de nous secouer et de nous frapper : ''*Froukha*, pourquoi vous lancez des pierres, fils de putes ?'' »

Dieu me pardonne, mais je rapporte le témoignage de Merwan comme il nous l'a présenté. Lui-même s'excusait devant le groupe en précisant que ces mots il les répétait comme il les avait entendus. Il a poursuivi : « après ils nous ont forcés de leur montrer où habite Amine. Ils n'arrêtaient pas de nous frapper. Quand nous sommes arrivés ici ils nous ont bandé les yeux et nous ont retenus avec une corde contre l'armature au niveau des roues arrière du fourgon. » Merwan s'est essuyé le haut du visage sur la manche de sa veste, à hauteur de l'ourlet qu'il retenait avec ses doigts. Mourad l'a enlacé en lui tapotant le dos. Un autre lui a tendu une bouteille de Selecto. Il a pris quelques gorgées et a poursuivi : « On l'entendait crier, on t'entendait crier toi aussi *khalti*, ma tante, mais nous ne pouvions rien faire. Après qu'ils ont jeté Amine dans le J5, le chauffeur a accéléré, nous étions fortement secoués et stressés comme des moutons dans une bétaillère qu'on transporte vers l'inconnu. On a

roulé plus d'une heure avant d'arriver dans ce qui m'est apparu d'emblée comme une caserne militaire. Ils m'ont détaché et enlevé le bandeau. Amine et Omar restaient retenus dans le camion. Ils ne disaient rien, je les entendais sangloter. Peu de temps après, je me retrouvais dans une grande cour cernée de plusieurs bâtiments de deux étages, mais je n'en suis pas sûr. Je distinguais mal, il y avait beaucoup de poteaux électriques avec des ampoules puissantes. J'étais près de l'entrée, car je distinguais une barrière automatique pour les véhicules. Sur le côté il y avait un grand espace avec beaucoup de fleurs. Après, deux hommes m'ont demandé d'avancer le long d'un des grands bâtiments. Ils m'ont fait traverser un vaste couloir et d'autres encore. Puis on a descendu une dizaine de marches. Ils m'ont jeté dans une petite pièce de quatre mètres sur deux, sans fenêtre, humide, avec des murs nus, en mauvais état et très sales. Dès l'entrée une odeur m'a pris à la gorge. C'était peut-être de l'urine *hachakoum,* pardonnez-moi. Au plafond pendait au bout d'un fil sombre une petite ampoule qui diffusait une lumière pâle. Le fil électrique de l'ampoule était noir de chiures de mouches ou de je ne sais quoi. Ils n'ont pas arrêté de me poser des questions sur tout, sur n'importe quoi. Ils m'ont empêché de m'asseoir. Avant de partir ils m'ont averti : "tu vas te reposer et tu vas bien réfléchir sinon", et là, *hachakoum,* ils ont fait des gestes obscènes. Impossible de vous dire qui étaient ces hommes. Ils portaient tous des vêtements de civils. Lorsqu'ils ont quitté la pièce, je me suis allongé à même le sol tout habillé, sans me défaire des chaussures. Il y avait bien un banc en ciment, mais dans un état qui suscitait en moi

une vive répugnance. J'ai préféré me laisser tomber sur le plancher, lui aussi en ciment. Lui aussi sale, par endroits couvert de tâches brunâtres. On aurait dit du sang séché. Ils ne m'ont rien donné à manger ou à boire. J'étais persuadé qu'ils allaient faire entrer à un moment ou à un autre Amine et Omar. Mais non, je suis resté seul dans la pièce. Le lendemain, au réveil, les mêmes hommes m'ont apporté du pain rassis avec du café tiède dans un récipient en plastique. J'ai très peu dormi, peut-être deux ou trois heures. Ensuite ils m'ont emmené dans un bureau au rez-de-chaussée. De ma cellule jusqu'au bureau j'avais les yeux bandés. Dans le bureau il y avait une personne en civil aussi, un homme plus âgé que les précédents. J'ai pensé qu'il était leur chef. Le bureau était celui d'un chef. Sur le mur était accrochée une grande carte d'Alger sur laquelle on avait épinglé à différents endroits de petits bouts de papiers noircis au stylo. Plus haut à gauche de la carte on avait accroché le portrait d'un militaire avec beaucoup de grades. Ce n'était pas le président, Zeroual. L'homme m'a demandé pourquoi je lançais des pierres contre les forces de l'ordre, puis il a reproché à mes parents et à moi-même d'avoir des liens avec des terroristes. Lorsque mes réponses ne les satisfaisaient pas, je recevais des coups de ceinture des deux hommes qui m'avaient enfermé dans la pièce nauséabonde. Le chef m'a demandé ce que j'avais fait lundi. Où est-ce que j'étais lundi, avec qui j'étais lundi ? Il m'a demandé de lui parler de Omar, d'Amine et d'autres et aussi de leurs parents, de *âmmi*, mon oncle Mahfoud, de toi *khalti* Fadia. Il a renouvelé plusieurs fois ces questions. Ensuite les deux mêmes hommes m'ont traîné au sous-sol jusqu'à

la même petite cellule et m'ont forcé à me déshabiller entièrement en lançant des injures et des blasphèmes. Ils m'ont encore giflé avant de m'enfermer de nouveau. Ils sont revenus, peut-être deux heures après, peut-être trois, peut-être quatre. Je ne sais pas. De nouveau ils m'ont déshabillé, ils ont jeté à terre mes effets sur lesquels l'un des deux, pardonnez-moi, a uriné. Il s'est approché de moi... » La voix de Merwan a hésité, s'est étranglée. Nous avons compris qu'il avait enduré le pire. Il a éclaté en sanglots puis s'est mis à crier « un jour je le tuerai, je le jure devant Dieu, un jour je le tuerai. Lui ou son chef, je le jure ». Lakhdar a porté son bras autour de ses épaules et l'a serré contre lui. L'atmosphère se transformait, devenant de plus en plus lourde. Je suis persuadée que si les trois hommes s'étaient retrouvés devant nous à ce moment-là, ils auraient été trucidés. Merwan a repris son récit peu après, encouragé par chacun. « Les fils du pêché ont recommencé en me menaçant ainsi que mon père. Ils m'ont encore frappé en m'accusant de trop parler de politique. En sortant ils m'ont encore adressé des gestes obscènes. Vers deux heures, il devait être deux ou trois heures, on m'a apporté un sandwich : deux œufs durs coupés et des tranches de tomates. Et une bouteille d'eau. Je n'ai rien eu d'autre. Après je ne me souviens pas de ce qui s'est passé, sinon que je me suis allongé à même le ciment comme la veille. J'ai eu beaucoup de difficultés pour m'endormir. Je voyais ma mère et mes frères pleurer, mon père courir de commissariat en caserne. Je ne pouvais pas dormir. J'avais très faim, mais je n'aurais certainement rien pu avaler. J'entendais les cris et les supplications d'une femme à quelques mètres

de ma cellule, peut-être dix ou quinze. J'ai cru au début que c'était un cauchemar, mais c'était vrai, je l'entendais bien, elle criait qu'elle ne savait rien, que son mari était parti, mais qu'elle ne savait pas où. Elle ne disait que cela. Je n'entendais que cela. Elle répétait en pleurant, souvent en criant. Un homme criait aussi fort et même plus qu'elle, il hurlait. Il l'insultait, insultait ses parents, son mari et Dieu. Il lui disait des choses *hachakoum* que je ne peux pas reprendre ici. Elle criait "ne me touche pas, mon Dieu, ne me touche pas, aidez-moi ! Ô Dieu aide-moi !" » De nouveau Merwan s'est mis à pleurer. De nouveau il répétait : « un jour je le tuerai, je le jure devant Dieu ! » Il a continué : « La femme a crié et pleuré toute la nuit. Plus tard il me semble avoir entendu au loin des chiens hurler à la mort sans discontinuer. C'était horrible. Dans mes cauchemars ils hurlaient encore. Hier matin j'ai eu droit de nouveau à un café noir avec une demi-baguette de pain. Je ne me suis pas lavé depuis mon arrivée. Ils m'ont accompagné deux fois aux WC, les yeux bandés. Ils se trouvent sur le même niveau que la cellule. Après le café, ils m'ont forcé à porter la chemise souillée et m'ont emmené jusqu'à la grande cour entourée de bâtiments jaunes. Dans un coin, ils m'ont obligé à garder le visage plaqué contre un mur et les mains croisées derrière le dos. Je suis resté ainsi jusqu'à ce qu'ils m'aient fait monter à l'arrière d'une voiture, entre deux hommes qui m'ont enfilé un sac de jute. Je ne peux pas dire de quelle marque était la voiture, mais elle était haute. Je ne peux non plus dire grand-chose de ces hommes, ni du chauffeur. Leurs voix étaient nouvelles à mes oreilles. Ils m'ont demandé de garder les mains

croisées derrière la tête qu'ils ont maintenue enfoncée entre mes genoux pendant peut-être une demi-heure ou une heure, je ne sais pas. Mes mains et ma nuque se sont engourdies. Ils m'ont relâché au milieu de l'après-midi sur la Moutonnière en me menaçant et en m'injuriant eux aussi. Le véhicule a filé à toute allure. C'était un 4X4 antiémeutes. Tout noir. J'ai appris que Omar avait lui aussi été libéré le même jour, mais dans un quartier différent. Il a été raccompagné par son cousin. Quant à Amine, je ne sais pas où il est. Franchement, je pensais le retrouver ici. Moi je suis rentré en stop. J'ai retrouvé ma mère entourée de nombreuses voisines aussi accablées qu'elle. Mon père est rentré plus tard. Sa première réaction a été de me gifler, puis de s'excuser. Tout ce que je vous ai raconté, je l'ai raconté à mes parents, sauf quelques détails que la pudeur m'a empêché de leur dévoiler. »

Merwan débitait son histoire le regard par moment profondément absent. Ses dernières phrases ont fait naître en moi une excitation aussi éphémère qu'intense. Je n'avais pas tout compris. Je n'avais pas saisi tout ce qu'ont dit ou ont voulu dire Mourad et Lakhdar avant l'arrivée de Merwan concernant l'intervention des forces de l'oppression le vendredi au café Ennajah. Etait-ce vendredi ou jeudi ? Il me fallait plus de précision. Je me demandais comment m'extraire de ce terrible cauchemar qui n'est ni terrible ni cauchemar, qui n'est rien d'autre qu'une mauvaise passe de la vie à traverser. J'ai empoigné Merwan avec ma main droite et l'ai tiré vers l'intérieur de ma maison. Aux voisins j'ai juste fait un geste de l'autre main. Ils ont sûrement compris qu'il était un signe de l'excuse, celui de l'impatience d'une

mère éplorée, angoissée. J'avais besoin d'entendre Merwan me raconter, me raconter à moi seule, ce qui s'est passé. J'avais besoin d'entendre de nouveau comment ils avaient été arrêtés, où ils avaient été emmenés, comment ils ont été traités et comment ils ont été libérés. Et jeudi, que s'est-il passé exactement ? *« La Ilaha illa Allah Mohamed rassoul Allah. »*

5

Merwan m'a tout raconté. Il n'a omis aucun détail, pas même les plus insoutenables, les plus incongrus et les plus futiles : son cachot, le lit en ciment, les ampoules électriques, la couleur des murs, du hall de l'immeuble où il a été détenu, et les tentatives de vol ou viol, je n'ai pas saisi, mais aussi la journée du jeudi, le jeudi 16 veille de mon grand malheur.

La journée commençait à décliner. Comme il le fait souvent à la sortie du collège avant de rentrer à la maison, Amine retrouve son ami Kamel devant le café Ennajah à l'angle de la rue de la Révolution, l'artère principale du village, et du chemin de wilaya 14 qui le traverse du sud au nord, face à la caserne militaire. Même si le jeudi après-midi Amine n'a pas classe, comme les autres jours il s'en va rejoindre son ami. Depuis qu'il a abandonné l'école, Kamel s'installe devant ce café pour vendre des cigarettes à l'unité, du tabac à chiquer Makla qu'affectionnait Mahfoud *Allah yerhmou*, des bonbons et des œufs bouillis, rangés dans un caisson sur roulements à billes qu'il a bricolé seul. Ses clients sont des enfants du village ou des adultes, des clients du café et même des soldats. Ce jeudi-là, comme souvent, d'autres amis étaient assis près de Kamel, certains à même le sol, d'autres sur des parpaings, des briques ou des blocs de pierre, s'échangeant les dernières informations, les dernières blagues : Lakhdar qui est le plus âgé, il a 22 ans, est *beznassi*, c'est-à-dire qu'il vit de petites combines et de débrouille. Il achète des produits de toutes sortes qu'il revend à même le trottoir. Omar, le fils du boulanger de la rue de la Révolution, est le plus jeune, il vient

d'avoir 15 ans. Merwan habite dans notre quartier, Haouch Miloud. Il y avait aussi deux autres jeunes, Farid et Jamel, moins proches du groupe, moins familiers. Kamel n'oublie jamais sa petite chaise pliante de pêcheur. Il ne peut s'en dispenser, car il passe de nombreuses heures sur le même lieu du samedi au vendredi. Le jeudi, premier des deux jours de fin de semaine, est relativement animé, alors on s'attarde un peu plus. A Ennajah on joue encore aux dominos ou aux cartes malgré les tensions palpables depuis de nombreux mois. On essaie seulement d'être discrets, car ces jeux ne sont pas toujours bienvenus. Ici à Benatallah nous sommes pieux et très majoritairement proches des mouvements musulmans, moins parce que nous trouvons dans les harangues catégoriques de leurs leaders quelque matière à alimenter nos esprits, mais parce que ces organisations pointent avec justesse l'origine de notre grand malheur : le *taghout* et ses *garagouz*, le pouvoir tyrannique et ses marionnettes. Alors, lorsque la rumeur court selon laquelle quelque émir de la région a lancé une *fatwa*, un avis juridique, sermonnant ceux qui se vautrent devant les chaînes de télévision occidentales impies, nombreux sont ceux qui s'empressent de démonter les antennes paraboliques fixées sur les toits, à la vue et au su de quiconque se donne la peine, par curiosité ou avec l'intention de nuire, de voir et de savoir. Mahfoud *Allah yerhmou* et moi nous ne nous sommes jamais intéressés à la politique, mais nous avons voté pour les islamistes à chaque fois que l'occasion nous a été offerte. « Nous sommes musulmans, nous votons pour l'islam » répétait *el-*

marhoum, le défunt. C'est vrai. En juin dernier nous avons voté pour Ennahda.

Le jeudi commençait donc à décliner, mais on voyait néanmoins assez clair encore. La demi-douzaine de copains autour de Kamel, chahutaient comme chahutent tous les gamins du monde. Comme de nombreux enfants dans le monde ceux de Benatallah aiment à taquiner les forces de l'oppression voire même à les provoquer. C'est ainsi qu'il leur arrive de lever les bras pour exécuter des gestes, parfois équivoques, lorsque des gendarmes ou des policiers passent à toute allure en actionnant la sirène ou le gyrophare. Parfois il arrive à nos enfants de vouloir imiter les gamins de Palestine : jeter des pierres contre les soldats de l'occupation. Kamel n'a jamais été d'accord avec ses camarades. Mahfoud *Allah yerhmou* et moi en avons souvent fait le reproche à Amine. Dans ces moments-là Kamel supplie ses camarades d'aller s'exercer un peu plus loin. Un jour de la semaine précédente, précisément le jour anniversaire des grandes révoltes d'octobre 1988 qui avaient spontanément embrasé tout le pays, ils avaient lancé des cailloux sur un camion de militaires qui rentraient à la caserne, juste en face du café. Il est vrai que depuis l'assassinat de son père Amine est très remonté contre les forces de l'oppression. Comme beaucoup parmi nous, Amine est persuadé que ces forces, quelles soient policières, militaires ou paramilitaires ont volontairement abandonné notre village le 22 septembre. « C'est pour cette raison qu'on fait comme les jeunes palestiniens » nous disait Amine. Exaspérés par les jeux dangereux des enfants, certains militaires et supplétifs n'usent pas de tendresse avec eux, leur reprochant même,

à tort, de noter leurs allées et venues et le nom des *patriotes* du village qui pénètrent dans la caserne. Ce jeudi 16 octobre vers 19 heures 30 deux voitures noires, banalisées, de la marque Daewoo, avec des vitres teintées, sont passées sirènes hurlantes devant le café Ennajah, excitant les enfants qui se sont mis à expédier des mots tortueux et à exécuter des gestes pas clairs. Les véhicules étaient suivis à moins de trois minutes d'intervalle par un fourgon J5 beige aux vitres teintées, banalisé lui aussi. Le fourgon a freiné brusquement à hauteur des adolescents qui se sont levés pour courir de toutes leurs forces. Des hommes en civil, armés, ont sauté par la porte latérale coulissante du véhicule pour prendre en chasse les jeunes. A deux ou trois cents mètres de là ils ont rattrapé Farid et Merwan qu'ils ont jetés dans le camion qui les avait rattrapés. Le J5 a fait demi-tour en direction du café. A l'intérieur du fourgon il y avait, outre les hommes qui en avaient sauté, le chauffeur, un gendarme, un grand moustachu et un militaire en uniforme. « *Froukha,* bâtards, pourquoi ces agissements hein ? pourquoi vous lancez des pierres ? » Les hommes accompagnaient leurs interrogations et insultes avec des coups de pieds et des gifles, « c'est la dernière fois, vous comprenez, c'est la dernière fois ! » Ils ont menacé les deux gamins, et leurs familles, puis ils les ont extirpés du véhicule, les ont traînés sur quelques mètres, leur ont de nouveau donné des coups de pieds puis les ont relâchés. De leur côté mon fils et Lakhdar ont réussi à s'enfuir. Avant de remonter dans le fourgon, un des hommes en civil, le plus âgé, le menton fendu en deux par un stigmate indélébile, est revenu sur ses pas jusqu'à l'étal de Kamel qu'il

a renversé en lui donnant un violent coup avec son rangers droit. « L'indic, *el-khamej* » l'indicateur, le pourri, a murmuré Kamel. Lorsqu'ils se sont de nouveau retrouvés, Kamel a avoué aux autres avoir eu très peur. Il s'est demandé si le balafré l'avait entendu.

Et la nuit est tombée sous les ronflements réguliers de MI-24 qui tournoyaient depuis longtemps dans une certaine indifférence ou lassitude générale. Le treize octobre un policier en civil avait été assassiné par un GIA à quelques kilomètres d'ici, au nord d'El-Barki. *« La Ilaha illa Allah Mohamed rassoul Allah ».* Que Dieu bannisse à jamais les groupes islamistes armés et leurs semblables qui s'arrogent le droit de tuer au nom de Dieu considérant que nous ne sommes pas assez pieux, ou pas du tout. Or Dieu dit "Si ton Seigneur voulait, tous ceux qui sont sur terre, tous, croiraient. Est-ce à toi de contraindre les gens à être croyants ? Il n'est en personne de croire, que par permission de Dieu. Et Il voue à l'ordure ceux qui ne comprennent pas. »

Kamel a raison. Le balafré est un traître et tous les anciens le savent. « L'indic *el-khamej »,* cette double injure le suit depuis des lustres comme l'ombre de Satan sous le soleil. Les plus anciens du quartier savent que la taillade qui déforme le bas de son visage n'est pas l'œuvre d'un membre de l'OAS, cette organisation terroriste contre-indépendantiste, comme il l'avait prétendu à l'époque auprès des autorités qui lui ont délivré en conséquence une carte de Combattant, de Moudjahid. C'est au cours d'une tentative de vol dont il était l'auteur dans une villa aux premiers jours de l'indépendance, qu'il a été fortement malmené par les dogues du propriétaire. Il n'a dû

son salut qu'à l'intervention de sa victime, qui a neutralisé ses chiens de garde en leur lançant des ordres incompréhensibles accompagnés d'os. Nous savons tous ici, que peu avant l'indépendance il avait joué, à la perfection, le rôle de délateur que lui avait attribué le commissaire Fontanel de Maison-Carrée. Le bouche à oreille faisant son œuvre, sa conduite le marquera à vie, où qu'il réside, où qu'il se terre. Quel pays au monde fait appel à des traîtres pour enlever, frapper, handicaper, tuer sa jeunesse ? Quel pays au monde ?

Hakim, Houria et Houda sont partis le matin. Ils ne pouvaient demeurer ici une quatrième nuit. Houda n'est pas allée à l'école depuis mercredi. Hakim se déplacera pour justifier ses absences auprès du directeur de l'établissement. C'est une simple formalité, car nous ne doutons pas que le directeur comme tous les enseignants sont au courant de ce qui nous arrive.

Lorsque Merwan a fini de raconter son enlèvement il est aussitôt parti. J'ai alors saisi le magnétophone dont il m'avait expliqué le fonctionnement en souriant tristement. J'ai tout enregistré. J'espère n'avoir rien omis. Si, j'ajoute encore ceci : Je le dis et je le répète, je ne me laisserai pas faire. Il me faut continuer de raconter, de dire. Ne pas laisser aux chiens la possibilité de travestir notre réel. Mon esprit est encombré de vide. Aucun ressentiment, juste un grand vide. Les larmes qui noient mes lèvres dans le silence et l'obscurité de la pièce, traduisent ma détermination enfouie, d'aller jusqu'au terme. Chercher. Dire encore. Raconter.

6

Hier nous avons célébré le 40° jour des martyrs de Benatallah. Je me suis associée à plusieurs familles du village pour organiser, discrètement car cela ne se pratique plus ostentatoirement comme par le passé, une soirée pour nos morts durant laquelle une dizaine d'hommes érudits ont récité pendant une heure des sourates du Coran en commençant et en clôturant par la *fatiha* : « Au nom de Dieu le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux. Louange à Dieu, Seigneur des mondes, le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux, Maître du jour de la Rétribution. C'est Toi que nous adorons, et c'est Toi dont nous implorons secours… »

Une soirée pour que les âmes des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants innocents reposent en paix sous la protection de l'Éternel. J'en suis encore toute retournée. Nous les femmes nous étions dans un espace réservé à préparer le couscous funèbre. En même temps nous nous racontions des moments d'avant, des moments morts qui ne reviendront plus jamais, dans un brouhaha continu ni triste ni joyeux. Mais lorsque l'une d'entre nous revint sur cette nuit noire de septembre qui planait autour de nous sans que jusque-là aucune n'ait eu à l'évoquer, une nuit noire, la plus noire de toutes les nuits noires, alors un profond silence est tombé sur nous, comme tombe le voile hideux de la faucheuse. Seules nos mains continuaient de s'agiter machinalement entre marmites et *gasâa*, écuelles en frêne. Le silence n'a pas tardé à être recouvert par les voix monotones des hommes qui psalmodiaient assis en tailleur dans la pièce

voisine qui leur avait été affectée, et que nous n'entendions pas auparavant. « ...Là ils auront des fruits, et ils auront ce qu'ils réclameront... » La psalmodie frappait à nos oreilles et à nos cœurs pour nous rappeler à notre devoir de mémoire, alors que les vapeurs que dégageaient les couscoussiers, caressaient les larmes discrètes posées sur nos joues endolories.

Ce jour de géhenne, comme les jours précédents, quelque chose d'impalpable se dessinait, dès le matin. Depuis plusieurs semaines, nombreux parmi nous appréhendaient le pire. Quelques-uns, ceux qui étaient plus au fait des grandes manœuvres, redoutaient depuis plusieurs mois qu'un massacre anéantisse notre région. Depuis le début de l'été, chaque semaine, des populations entières de villages sont décimées. Une comptabilité macabre précise même trois mille cinq cents morts. La grande majorité des habitants n'ayant où aller, attendait le pire avec une certaine résignation. Fatalité.

A Benatallah, le temps des épreuves tant redoutées était arrivé. L'enfer s'est abattu sur nous ce soir de septembre noir. La géhenne a englouti notre village durant plus de cinq heures, de 23h10 à 4h45 du matin exactement. Avec la même détermination qu'ils auraient mis à dépecer un troupeau de moutons, une centaine d'hommes en treillis militaires et en djellabas, sortis du néant, s'en prirent méthodiquement à chaque maison du quartier Benkhattab, un ensemble de blocs de maisons individuelles, situées à l'une des extrémités de Benatallah, coincées entre l'oued, le chemin de wilaya et les immenses vergers. Plus de quatre cents personnes, hommes, femmes, enfants et vieillards, furent étripées, égorgées, massacrées

à l'arme blanche puis brûlées par les assaillants qui hurlaient à la mort comme des hyènes affamées avec cette différence que ceux-là invoquaient *« Allah Akbar ! »* tout au long de leurs horribles forfaits, ne faisant aucun cas des rondes incessantes des hélicoptères de l'armée nationale populaire qui tantôt actionnaient leurs projecteurs escamotables, balayant d'importants secteurs du village dans leur totalité, tantôt les éteignaient. Cela s'est passé à quinze kilomètres d'Alger, au cœur d'une des zones les plus militarisées du pays où stationnent en permanence plus de quatre mille soldats.

Mahfoud *Allah yerhmou*, était ce soir-là dans ce quartier. Il était invité à la circoncision du plus jeune des garçons de l'un de ses amis. Mahfoud, comme son hôte, ses enfants, sa femme et ses voisins, a été emporté dans le cataclysme entre youyous démoniaques, explosions terribles, cris et râles insoutenables. Son corps, comme tant d'autres, a disparu. Il gît probablement dans la fosse commune d'Avellaneda, anonyme parmi les anonymes : « X, Algérien ». Des rumeurs, des informations, des interrogations de toutes sortes ont suivi ce carnage planifié. Il ne pouvait qu'être minutieusement programmé. Les assiégeants ont mutilé, égorgé, pillé, brûlé, en invoquant Allah le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux, puis, lorsque l'aube hideuse du mardi s'est enfin levée, sont repartis à pieds à travers les vergers. Des voisins téméraires et courageux ont répété à des journalistes étrangers que les terroristes avaient quitté le village sans être véritablement inquiétés par les blindés militaires BTR stationnés sur le flanc du village. Le lendemain du massacre un haut gradé de l'armée et plusieurs ministres sont

arrivés sur les lieux, le visage décomposé comme il se doit en de telles circonstances, escortés par une quinzaine de véhicules en tous genres, blindés. Le militaire s'en est d'abord pris aux islamistes les gratifiant de tous les mots gras. Il s'en est pris aussi à la France et au Maroc, puis il a stigmatisé les rescapés de notre village venus réclamer des secours : « vous êtes la racine du mal » leur a-t-il lancé devant de nombreux journalistes passablement curieux. Trois villageois dit-on, se sont insurgés spontanément contre ces propos : « Voilà près d'un mois que nous avons déposé un dossier pour constituer notre comité d'autodéfense. Nous attendons toujours la réponse *sid el-akid,* monsieur le colonel. » Hakim, mon gendre, m'a dit que dix-huit jours auparavant, ce même officier, Ali Cheklal qu'on appelle aussi Samir, un des grands patrons de la lutte antiterroriste, qui s'auréole de toutes les arrogances, s'était exprimé ainsi dans un hebdomadaire français : « Certains parmi nous estiment que les gens qui ont soutenu ou qui soutiennent les islamistes ne méritent pas d'être défendus et qu'ils n'ont qu'à se débrouiller tout seuls s'ils sont attaqués ». *La Ilaha illa Allah Mohamed rassoul Allah.* Hakim a ajouté que, selon la presse française, plusieurs responsables militaires algériens ont aussitôt désapprouvé ces propos. De nombreux officiers avaient déjà, par le passé, ouvertement critiqué certaines méthodes de lutte engagées contre les islamistes armés. « Quoi de plus indiqué en effet, ont-ils affirmé sous le couvert de l'anonymat, que l'État, s'il ne veut agir dans l'arbitraire, protège ses citoyens, l'ensemble de ses citoyens, qu'il les protège ou les sanctionne, dans le respect de la légalité, c'est à

dire en se conformant à toutes les normes juridiques supérieures existantes, y compris les conventions internationales qu'il a ratifiées ? »

Ce Cheklal est un homme redoutable et redouté. Lorsqu'on l'évoque, on ajoute volontiers en murmurant des mots comme Tcheka ou Stasi. Son cabinet noir est considéré comme le bouclier et l'épée du régime. C'est un homme impitoyable connu pour être fortement impliqué, parfois directement, dans les tortures de centaines d'adolescents durant les grandes révoltes d'octobre 1988. Au lendemain de l'innommable, il est venu jusqu'ici pour nous insulter, nous humilier. Que la Géhenne de Dieu l'emporte dans son vaste feu, lui et ses semblables.

Les trois malheureux villageois qui ont osé protester, ont été convoqués par la gendarmerie dès la semaine suivante au motif qu'ils n'étaient pas en règle de l'impôt foncier. Quelques jours après le massacre, deux 4X4 Nissan chargés d'hommes cagoulés et lourdement armés tournaient dans les rues principales de Benatallah. Ils traînaient comme des trophées, deux corps à moitié dénudés, attachés à des câbles par les pieds, pour montrer à tous les villageois le sort qu'ils réservaient aux terroristes. Pour nous terroriser.

Le couscous au mouton d'hier, je n'ai pas pu le mettre en bouche. Il m'est apparu indécent et sale, autant que celui que nous avions préparé au lendemain de la boucherie.

7

Cet après-midi, Razi, mon cousin de Paris, m'a appelée pour me dire que mardi et mercredi derniers plusieurs parents de disparus forcés en Algérie sont intervenus auprès de députés européens à Bruxelles. Il y avait parmi eux Jamila, la femme du marchand de légumes de l'avenue de la Révolution enlevé par des miliciens en 1995. Il m'a dit aussi que Isqat, l'ancienne ministre est venue défendre le régime, celle-là même qui, au début de ce mois, le quatre exactement, avait écrit dans un journal du matin « l'Algérie profonde est musulmane, madame Houisa ne l'est pas ». Mais qui lui donne le droit de décider de qui est croyant ou non ? Madame Houisa est une responsable politique respectée par de nombreux citoyens. Madame Isqat donc n'a convaincu aucun député, elle les a au contraire fortement irrités, m'a dit mon cousin qui possède des informations souvent de premier ordre. Cette femme est habitée par la haine ou par l'ignorance *sobhène Allah*, gloire à Dieu. Par contre, a ajouté Razi, les députés ont été bouleversés par la dernière intervenante, une femme menue, courbée par le poids de l'âge. Elle a marché, lentement, appuyée sur une canne, presque portée par elle. Elle agitait les mains comme pour solliciter l'indulgence pour son apparente nonchalance. Elle est montée à la tribune, aidée par un agent de la sécurité et a prononcé des paroles d'une grande simplicité, mais tellement puissantes, engendrées par une douleur profonde. Chaque auditeur a dû les recevoir comme si elles lui étaient directement adressées. La salle avait suspendu sa respiration pendant l'intervention de la vieille dame. Elle a

dit : « Je m'appelle Hali Khdija, j'habite à Sidi-el-Essghir. Les policiers, les *patriotes*, les militaires, venaient souvent inspecter notre région, c'est une zone isolée. A chaque fois ils faisaient le tour du bourg, ils contrôlaient l'épicerie, l'atelier de fabrication de pâtisserie et le dépôt où l'on stocke la farine. Parfois ils se servaient, d'autres fois non. Un jour de la première semaine de ramadan ils sont arrivés tôt le matin pour enlever mes deux fils Zahir et Slimane. Ils les ont emmenés au poste de police d'Ouled-Aïda. Deux heures plus tard ils sont revenus en force. Ils étaient une trentaine d'agents à bord de quatre camions bâchés. Ils nous ont tout pris : le pétrin, le congélateur, les machines, les sacs de farine et la pâtisserie. Le peu qui restait, ils l'ont entièrement saccagé. Depuis ce jour je n'ai plus revu mes enfants. De nombreux villageois sont prêts à témoigner. Ils vous raconteraient ce qu'ils ont vu et entendu. Dieu vous rendra grâce de faire ce qui est en votre possible pour nous aider. Nous n'avons plus que Dieu et vous, aidez-nous. S'il vous plaît aidez-nous ! » La petite femme a éclaté en sanglots aussitôt emportés par un tonnerre d'applaudissements. Elle est retournée à sa place comme elle est arrivée à la tribune, courbée, appuyée sur sa canne, peu soucieuse des éventuels reproches que lui feront les envoyés officiels.

8

Je suis arrivée tôt ce matin devant la grande poste d'Alger. Je me suis assise à même le sol, sur la dernière marche du grand escalier. C'est dans cet imposant bâtiment que travaillait *el-marhoum*. C'est là que je l'ai connu. Il revenait définitivement de France. Lorsque je quittais les cours Pigier, il m'arrivait parfois de venir ici poster le courrier de notre école. J'ambitionnais de devenir secrétaire. C'était un métier très respecté. C'est pourquoi mon père m'a inscrite aux cours Pigier. Je les ai fréquentés durant plus de deux ans et demi. Un jour notre directrice m'a demandé de lui acheter des timbres. Une autre fois elle m'a proposé de poster le courrier du centre de formation. En échange elle m'autorisait à sortir quinze minutes avant l'heure officielle. Nous étions quelques élèves à nous porter volontaires pour le courrier. Nous nous en chargions à tour de rôle. Lorsqu'il y avait des lettres avec accusé de réception à expédier ou à retirer de la poste, c'était à Mahfoud *Allah yerhmou* que mes collègues ou moi avions affaire. Il m'ouvrait une porte dérobée sur la gauche, « bonjour mademoiselle », et je me retrouvais de l'autre côté, dans l'espace réservé aux employés. Mahfoud disposait d'un petit bureau modestement équipé et qui sentait le vieux papier et l'encre. Dans un cas il me donnait le courrier destiné à Pigier contre une signature sur un registre ad-hoc, dans l'autre c'est moi qui lui en livrais, à expédier avec accusé de réception. Mais dans un cas comme dans l'autre, nous discutions longtemps. « Alors comme ça tes parents sont du même village que les miens… Ah toi aussi ?… Moi

aussi ». C'est lors de ces rencontres que j'ai appris qu'il s'appelait Zellag comme moi, que nous appartenions au même village, Ifri-Ouzellaguène, et que nous étions cousins. Sa rencontre m'a beaucoup interpellée. Je me disais et je répétais à mes amies « le monde est bien petit ». Évidemment, je n'en ai rien dit à mes parents. Lorsque j'ai commencé à travailler chez un grossiste comme employée de bureau, en novembre 1973, on se voyait beaucoup moins, mais nous nous arrangions pour nous téléphoner ou nous écrire. Je lui adressais des poèmes que j'écrivais le soir en rentrant à la maison. Je me souviens de celui-ci, parmi les tous premiers. Je l'avais intitulé Volent les moineaux.

Tu es arrivé comme un lionceau
Et le ciel s'empourpra
Dans ton regard j'ai glissé
Savane ou jungle
Que d'eau, que d'eau !
Et dans ta main et la mienne unies
Dansent nos cœurs.

Je ne suis pas restée longtemps chez le grossiste. A la fin du mois de juillet de l'année suivante, j'abandonnais mon travail. Quelques semaines plus tôt, par l'entremise de son oncle paternel qui prenait la relève du père disparu, Mahfoud demandait ma main à mon père qui, étant de la même lignée fondatrice du village, la tribu des Zellag, accepta sur-le-champ. Lorsque nous nous sommes mariés en décembre 1974, Mahfoud avait vingt-neuf ans, moi j'en avais onze de moins. Mercredi j'aurai une pensée spéciale pour ce magnifique jour. J'irai au Jardin d'essai, je visiterai le mausolée du saint patron d'Alger, Sidi Abderrahmane, je longerai le front de mer et

fixerai l'horizon longuement, comme nous le faisions. La vie n'était déjà pas facile ici. Nous avons eu Houria. Plus tard Amine est arrivé. Non la vie n'était déjà pas facile ici. Nous avons dû émigrer. Mahfoud est parti le premier, en mai 1985. Je l'ai rejoint quelques mois plus tard avec les enfants. Grâce à Razi nous n'avons pas trop souffert. Mais tout cela est du passé. La journée du mercredi je la réserverai à Mahfoud.

Ce matin sur la dernière marche de l'escalier de la grande poste d'Alger, à mes côtés, l'homme était assis sur un tabouret sans âge, adossé à la colonne de marbre. Si-Saber, c'est son nom, est écrivain public. Depuis plus de quinze ans, sauf incident ou événement imprévu, il est là six jours sur sept, assis à la même place, à droite du porche en entrant. Le vendredi il le consacre à sa famille. Devant lui, en guise de bureau, il a posé un vieux pupitre d'école en bois massif avec un encrier en céramique, maculé de bleu, inséré à droite. Sous le plateau il y a un casier assez large pour ranger les documents, au-dessus une machine à écrire Polyjo Super 75 à quatre rangées de signes, plus la barre d'espacement. Elle ressemble étrangement au modèle que nous avions lorsque je suivais la formation de secrétaire aux cours Pigier. On disait « Pigier », mais en réalité l'école de secrétariat portait un autre nom. En 1967, Pigier avait été sommé de quitter le pays qui désormais prenait une orientation malsaine. Nous continuions à appeler notre école « Pigier », son ancien nom, par habitude. Les gérantes elles-mêmes ne rouspétaient pas, car l'ancien nom rehaussait le prestige de l'école.

J'ai rappelé mon calvaire à Si-Saber. Ce n'est pas la première fois que je sollicite ses services.

Même si je sais écrire une lettre, je préfère m'adresser à lui, car je ne sais plus utiliser les astuces, les belles formules, celles qui marquent, qui touchent, qui font mouche. Autrement, si tel était le cas, j'aurais écrit mon courrier moi-même. Et mon histoire, plutôt que de la raconter dans ce micro, je l'aurais écrite.

Si-Saber m'a écoutée avec beaucoup d'attention et de compassion. Il m'a demandé pourquoi je ne me rapproche pas des femmes qui manifestent pour retrouver leurs proches, disparus. Je ne savais pas que des femmes manifestaient ici. Il m'a appris qu'il y avait une association de défense des familles de disparus. Il a dit : « c'est nouveau, il y a quelques semaines de nombreuses femmes ont même manifesté ici, là, devant la poste, avec des photos de leurs enfants ou de leurs maris enlevés ». J'ai spontanément dit « et pourquoi tout ça ? » ce qui ne lui a pas plu. Il m'a répondu : « 'Pourquoi ?' comment ça 'pourquoi ?', mieux vaut être ensemble dans le malheur que seule tu ne trouves pas ? et puis, peut-être que les autorités feront un effort, je ne sais pas moi ».

Razi aussi m'incite régulièrement à me rapprocher des mères qui manifestent. Si-Saber n'a pas tort. Il a rabaissé les lunettes posées sur son front dégarni et a rajusté le tabouret s'apprêtant à taper. Le vieil écrivain public est habitué. Il sait toutes les tournures de phrases, toutes les adresses, toutes les astuces. La lettre de ce matin n'était pas la première qu'il m'écrivait. Il m'a demandé si j'avais eu des réponses aux précédentes. « W*allou, wallah wahed ma rad*. Rien, je jure que personne n'a répondu, ni la gendarmerie ni la police. *Andi Rabbi*. Dieu est à mes côtés. » C'est ce que je lui ai dit.

L'écrivain est un homme bon. On le voit sur son visage, on le devine à son air serein, dans la douceur de sa voix, à son expression lente, à son regard aussi. Je lui ai tendu une photo. « *Chouf*, regarde, lui ai-je demandé, c'est mon fils. » Le sourire d'Amine est timide. Il porte une chemise blanche. Sa tête est légèrement penchée. Ses cheveux noirs sont taillés court. Son œil gauche est légèrement plissé. On jurerait qu'il se prépare pour nous parler. L'écrivain a saisi la photo a regardé le visage, attendri, puis il me l'a restituée en me considérant d'un drôle d'air. Il a murmuré : « *Rabbi yessatreh*, que Dieu le protège. » C'est alors qu'il prononçait ces mots « que Dieu le protège » que me sont revenus ces mêmes gestes qu'il avait faits, cette même parole qu'il avait prononcée il y a quelques temps lorsque je lui avais montré cette même photo : « Que Dieu le protège. » J'avais presque oublié.

La lettre de ce matin, je l'ai destinée au président de l'Observatoire national des droits de l'homme. Afin que Si-Saber recopie mon adresse, je la lui ai dictée tout en lui tendant une copie chiffonnée d'un précédent courrier qu'il m'avait rédigé pour une autre instance. Si-Saber s'est saisi de la feuille, a libéré la machine à écrire de sa housse, a vérifié la petite boite d'effacils, le ruban, a soufflé un peu au hasard sur le clavier, a introduit deux feuilles blanches séparées par un papier carbone qu'il venait de retirer du casier, puis a donné un coup sur le chariot et a noté à gauche mes coordonnées et à droite le destinataire, « Monsieur le Président de l'ONDH, boulevard Bougara, suivi du corps de la lettre :

Monsieur le Président, en ces jours anniversaires de la Déclaration Universelle des

Droits de l'Homme je vous saurais gré de bien vouloir vous pencher sur le cas dramatique de mon fils Zellag Amine âgé de 16 ans. Amine a été enlevé il y a maintenant 51 jours, exactement le vendredi 17 octobre 1997 à la tombée du jour, devant mes yeux, à l'intérieur même de ma maison dont l'adresse est sus-indiquée. Il a été kidnappé par quatre hommes armés dont l'un portait une tenue militaire, un autre en civil connu de nombreux voisins et dont le visage est marqué par une balafre. Ces hommes sont venus et sont repartis dans un J5 de couleur beige portant une immatriculation contenant le nombre « 566 » ou « 5566 » écrit à la craie. Depuis le 17 octobre je n'ai plus aucune nouvelle. J'ai écrit partout, je me suis déplacée au commissariat, à la gendarmerie, à la caserne, en vain.

Monsieur le Président, je vous supplie de veiller à ce que des mesures soient prises de toute urgence pour que mon fils soit jugé s'il est coupable, ou bien qu'il me soit rendu s'il s'agit d'une bavure.

Monsieur le Président, je demeure à votre disposition pour toute information complémentaire. Veuillez agréer monsieur » et cetera.

A la suite de ma signature Si-Saber a ajouté un PS : « Mon mari, Zellag Mahfoud, a été assassiné par des terroristes islamistes le 22 septembre dernier dans notre village. Je suis seule et vous prie de m'aider. Amine est le seul garçon que j'ai. Que Dieu vous vienne en aide. »

Une fois la lettre dactylographiée, d'un geste preste il l'a retirée ainsi que la copie collée au papier carbone noir. Il l'a relue à voix basse, pour lui-même, pour s'assurer qu'il n'avait rien omis,

mais surtout que la lettre était lisible, compréhensible dès la première lecture et qu'elle ne comportait ni erreur ni faute. Il a détaché le papier carbone qu'il a remis dans le casier, m'a donné la copie, a plié en quatre l'original et l'a glissé dans une enveloppe appropriée qu'il m'a tendue. Je l'ai remercié, payé, et j'ai mis la copie dans mon sac en plastique noir. A l'intérieur de la poste, à l'un des nombreux guichets, j'ai affranchi et fait oblitérer l'enveloppe par un postier qui l'a jetée dans une grande caisse en osier.

Pour revenir à la maison j'ai pris un taxi-*jamaï,* collectif, jusqu'à Kouba et de là, un minibus Karsan. Comme je l'ai fait à l'aller. L'idée de transiter par Diar el-baraka m'a effleurée. Parfois il me vient à l'esprit de reprendre la petite Houda, mais je me ressaisis. Houda est heureuse avec Hakim et Houria. Elle leur apporte la compagnie qui leur manque. Elle pose souvent des questions à propos d'Amine, mais hélas mon gendre comme ma fille ne savent que lui répondre. Mon Dieu, fais que mon fils revienne à la maison. Cela va faire bientôt deux mois qu'ils me l'ont enlevé. Je n'avais personnellement jusqu'à septembre aucun ennemi, aujourd'hui encore j'ai du mal à l'identifier. Les assassins de septembre sont mes ennemis, ceux qui les ont laissés faire le sont aussi. Derrière l'enlèvement d'Amine il y a l'indic, d'accord, mais qui est derrière lui, je veux dire qui lui a ordonné d'enlever Amine ? Et pourquoi lui ? Qu'avons-nous fait ? Lorsque je pose la question on me dit ne pas savoir, on me dit d'aller voir au ministère, des gendarmes m'ont dit d'aller voir au maquis « ton fils est monté au djebel *ya el-mahboula.* » Ils disent que je suis folle, non je ne suis pas folle et Amine est un enfant qui n'a

jamais fait de mal à personne. Tout le quartier le sait. Les parents de Omar, qui ont beaucoup de chance, ne veulent plus entendre parler de cet enlèvement. Leur fils leur a été rendu, dès lors ils ont décidé de se faire discrets. Omar ne sort quasiment plus, avancent certains de ses proches. Ses parents disent qu'ils me comprennent, mais ils ne peuvent malheureusement rien pour moi.

Amine avait du ressentiment certes, parce qu'on ne nous a pas protégés, parce que cette collusion ou cette connivence entre les forces de l'oppression et *el-irhab*, les terroristes, a provoqué la mort de milliers d'Algériens. A cause des déferlements de violences, contre les populations civiles, qui demeuraient impunies, et dont certaines, comme celles qu'a endurées notre village, n'étaient possibles qu'avec la bienveillance ou la passivité des forces chargées de notre protection, Amine était hostile aux forces de sécurité. De là à prendre les armes, non. Trois fois non. Notre hostilité écrasante, nous l'avions exprimée plusieurs fois par les urnes que les mauvais perdants ont plusieurs fois détruites. Non, trois fois non.

9

Je me suis réveillée avec ce sentiment trouble que la vérité intuitive inhérente à mon être de cœur paralysera toute tentative que lui opposerait mon être de raison. La journée est passée et j'ai eu de bout en bout jusqu'à ce moment le cœur serré et l'esprit engourdi fixé sur le maudit jour d'octobre. Certes Hamid et mes filles ont passé tout l'après-midi ici. Les voisines aussi sont venues me souhaiter une bonne fête, un aïd *mabrouk*. C'est la tradition qui le veut. Moi je trouve cela incongru, sans en vouloir aux voisines ou aux enfants qui n'ont, par leur délicatesse, que fait leur devoir de voisines et d'enfants. Comment ouvrir son cœur à la joie, à la fête, alors même que le corps de Mahfoud est introuvable, alors même que mon fils demeure introuvable ? Cela m'est d'autant plus insupportable que l'un et l'autre s'invitent dans mes rêves, dans mes cauchemars, s'invitent dans mon esprit éveillé.

Récemment, au détour d'une rue du centre d'Alger, derrière le palais du gouvernement, j'ai été prise d'un léger malaise. J'étais persuadée que mon fils était là devant moi. Il s'engouffrait dans un taxi en compagnie d'une jeune femme habillée à l'occidentale et manifestement je ne pouvais rien faire. C'est cette incapacité à l'action qui m'a perturbée. Lui il portait un jean et une veste en cuir. J'ai pressé le pas alors qu'un vide embuait mon esprit. Ni le garçon ni la jeune femme ne se sont retournés. J'étais à deux doigts d'appeler Amine, mais le taxi avait démarré. Il y a un mois et demi, nous étions à la mi-décembre, je l'avais déjà aperçu du côté de la grande poste, habillé du

même jean et du même blouson noir. J'avais alors crié « Amine ! » En vain.

Il était rentré tout essoufflé. Je ne savais pas d'où il arrivait. Lorsque je le lui demande, souvent il répond *« kount ghir hna »*, j'étais juste à côté. Je n'aime pas qu'il traîne loin de la maison. Je ne suis pas tranquille. Lui, ne m'écoute pas. Il dit *« kount ghir hna »* et s'éclipse aussitôt. Les gens sont sur les nerfs, car la vie est devenue un enfer. Un rien les rend irascibles. Au début d'octobre, ici-même, dans le marché de notre village, un homme s'est saisi d'un poids de cinq kilos d'un marchand qu'il menaçait avec. Il réclamait au vendeur la monnaie, mais le marchand, lui, criait qu'il n'avait rien à rendre puisqu'il n'avait rien reçu. Il a fallu l'intervention d'un groupe d'hommes pour qu'il soit mis fin à l'altercation. L'argent, un billet de 200 dinars, avait été posé sur l'étal du marchand. Les gens ont perdu le contrôle de leur vie.

Ce jour-là, comme il le fait souvent quand il arrive ainsi de l'extérieur, Amine est allé directement au réfrigérateur. Il a pris deux portions de Vache qui rit, m'a demandé où j'avais mis le couteau et, sans attendre ma réponse, a coupé avec ses mains un morceau d'une baguette qu'il a extrait du sac à pain. Et il est ressorti, avec plus d'entrain encore. Il aurait été vain que je lui formule la question qui vient spontanément à l'esprit d'une mère dans ces situations-là : « tu vas où mon fils ? » Une heure ou deux heures après ils me l'ont kidnappé.

En ce soir de fête on a comptabilisé plusieurs explosions de bombes : dans un marché, dans un café, dans un cimetière, à Tizi-Ouzou, à Bel-

Abbès, à Sig. Ces attentats ont causé la mort d'une vingtaine de personnes.

10

Aujourd'hui je suis contente, car je ne me sens plus seule dans ma quête. Si-Saber a bien fait d'insister. Grâce à lui et à Razi, je me suis rapprochée de l'association de défense des familles de disparus forcés. Lorsque l'écrivain public m'avait suggéré d'entrer en contact avec des familles de disparus, j'ai appelé Razi. Mon petit cousin est un homme très avisé. Il fait de la politique depuis de nombreuses années. Un jour, au temps du socialisme autoritaire, il avait été jeté dans une des caves du palais de justice d'Alger par le fait du prince, parce qu'il avait critiqué en public le système corrompu. Un ponte qui avait entendu ses protestations et les accusations qu'il proférait, l'a dénoncé au policier de garde en exigeant qu'il soit sanctionné. Dans les minutes qui ont suivi, Razi s'est retrouvé dans une cellule du sous-sol du palais, enfermé avec d'autres malheureux durant plusieurs jours. Pendant tout ce temps, ses parents ne savaient où donner de la tête. Cette expérience l'a traumatisé. Elle a été la goutte qui a fait déborder le vase de sa grande révolte. Il a saisi la première occasion pour quitter définitivement l'Algérie de la terreur. Par nécessité absolue il s'est résolu à corrompre deux ou trois fonctionnaires de la préfecture pour qu'ils lui procurent « l'autorisation de sortie du territoire national ». Préalablement il avait réussi à convaincre son père pour qu'il lui signe au commissariat de police une autorisation de voyager à l'étranger. Il n'a pas eu à faire d'effort. Le dictateur venait de mourir et le père de Razi, craignant que son fils ne soit expédié à la frontière marocaine où régnait une forte tension,

s'est plié avec lucidité à sa demande. Moins de quinze jours après la réception du document préfectoral, Razi s'envolait vers Paris dans une caravelle. Il n'a pas assisté à la fête que nous avons donnée le septième jour de la naissance de Houria le premier mercredi de janvier. Razi n'avait pas 17 ans. Depuis, il n'a cessé de militer pour les droits fondamentaux de l'homme. Lorsque nous habitions à Paris, il venait souvent à la maison. Combien de fois avions-nous tenté de le convaincre d'en finir avec la politique, mais il n'a rien voulu savoir. Nous avions peur pour lui. Aujourd'hui, je me rends compte combien il est important de se battre pour une cause juste. Razi sait que le collectif des familles de disparus constitué au début de cette année en France à Champigny, et dont il est membre, agit en étroite relation avec notre association d'Alger.

11

Razi m'a vivement encouragée et a insisté pour que je passe chez lui, lorsque je me trouverai à Paris. Au téléphone je ne pouvais tout lui raconter. Je ne pouvais pas lui dire que Aoued le policier d'El-Barki avait affirmé à Hakim avoir entendu des collègues officiers évoquer « les bâtards de Benatallah » – c'est ainsi qu'ils parlent ces enfants du pêché – je ne pouvais lui parler du policier tué à El-Barki le lundi 13 octobre et dont on murmure qu'il aurait été vengé par ses pairs quelques jours plus tard. Je ne pouvais pas non plus lui déclarer que Aoued avait fait allusion à l'enlèvement de jeunes. Aoued a dit qu'il ne souhaitait pas nous affoler, mais il lui a semblé avoir entendu parler de la prison d'El-Madania. Il a dit « va voir au PCO d'El-Madania ». Dès la première semaine de la disparition d'Amine, Razi m'avait téléphoné pour me soutenir, me consoler. Mais aussi pour avoir le plus d'informations possible. Je l'ai eu d'autres fois au téléphone. Au début de ce mois je l'ai appelé. Amine est systématiquement au centre de notre conversation.

Le 17 octobre est une journée noire plus douloureuse que ce que renvoie la couleur qu'elle revêt. Le journal télévisé de ce noir vendredi débitait les dernières images en noir et blanc des massacres de 1961. C'était à Paris. Les images et le son n'étaient pas nets. Un homme âgé, avançait en titubant, sa main droite était crispée sur son épaule gauche et il pleurait. Des autobus remplis de Nord-Africains comme on disait alors, passaient. Sur leur fronton il était écrit « Service spécial ». Le documentaire n'était pas fini, ou

était fini, je ne sais plus, mais j'entends encore les pneus du camion crisser, je l'entends s'immobiliser devant la maison. J'entends Amine crier. J'évoque ce moment et dans ma gorge la douleur est aussi vive, comme s'il se déroulait encore. Dieu est le plus grand.

Une ou deux heures auparavant il était rentré tout essoufflé. Je ne savais pas d'où il revenait. Lorsque je le lui demande, souvent il répond *« kount ghir hna »*, j'étais juste à côté. Comme il le fait souvent quand il arrive ainsi de l'extérieur, Amine est allé directement au réfrigérateur. Il a ouvert une boite de Vache qui rit et a pris deux portions. Il a coupé un morceau de baguette qu'il a extrait du sac à pain et il est ressorti en courant. J'aurais dû le retenir et je ne l'ai pas retenu. J'aurais dû l'empêcher de ressortir et je ne l'ai pas empêché. Mahfoud l'aurait-il forcé à rester, et Hakim qu'aurait-il fait ? Je me demande ce qu'il faisait à ce moment-là.

12

Les deux derniers vendredis, le huit et le quinze, nous avons manifesté devant la grande poste. Toutes les femmes portaient des foulards ou des fichus blancs, entièrement blancs, comme aujourd'hui. « Il faut qu'on nous voie, qu'on comprenne que nous sommes ensemble et déterminées » m'avait dit l'une des manifestantes. Comme moi elles ne recherchent que la vérité, que la justice. Nous n'avons de haine contre personne et ne voulons rien de plus que la vérité, rien de plus que la justice. Nous n'étions pas nombreuses. Le temps ne nous gâte guère depuis le début de ce mois de février. Nous découvrons dans notre malheur individuel que combattre ensemble le mal ça donne des forces au moral et de la chaleur au cœur. Si-Saber me l'avait bien dit. Oui cela me réchauffe le cœur d'être parmi mes semblables, des femmes qui n'ont comme moi, j'en suis sûre, jamais manifesté avant d'être frappées dans leur chair. Nous marchions, en apparence sans but, collées les unes aux autres en faisant de grands cercles. Nous tournions lentement autour du jet d'eau de la Place de Mai en suivant celles qui nous précédaient, qui suivaient elles-mêmes d'autres mères, grands-mères, épouses ou sœurs. Nous avancions dans le silence, notre silence, que déchiraient parfois des slogans jaillis du fin fond de nos profondes meurtrissures :

« Vérité et justice pour nos enfants »

« *Ya houkem bladna*
roudoulna wledna ! »

Dirigeants de notre pays, rendez-nous nos enfants ! Nous marchions à l'envers. Nous

tournions dans le sens contraire des aiguilles d'une montre. Les aiguilles avancent dans un sens. Nous avancions dans le sens opposé comme si nous remontions en direction de la source de notre malheur. Jusqu'à notre vérité, inscrite dans un autre temps. Il nous faut revenir au temps premier, revenir à la minute où, pour chacune de nous, tout a basculé dévoilant un abîme aussi démesuré, aussi monstrueux que la taille de l'univers. Revenir à ce moment précisément. Revenir au seul instant qui compte pour fixer le moment premier, suspendre le temps, secouer les circonstances, alerter les voisins, maîtriser les agresseurs et leur arracher de la bouche ou du cœur ou de tripes le nom et fonction des commanditaires de leur crime, de leur trahison, pour comprendre. Comprendre le pourquoi. Pourquoi le choix de mon fils, au nom de qui, de quoi ? Il faut que chacune de nous remonte symboliquement le temps. Pour que la vérité de notre mémoire et la vérité de notre histoire se confondent. Remonter le temps pour savoir. Savoir la vérité et seulement elle. Voilà pourquoi lors de nos manifestations nous faisons de grands cercles, pourquoi nous tournons en rond dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. 217 jours déjà. Chaque jour qui passe s'inscrit avec tous ses caractères propres dans mon esprit. Gravé. Je me souviens de ce que j'ai fait le troisième jour de l'enlèvement, le trente-septième, le cinquante et unième.

Ce n'est pas sur la Place de Mai, mais devant la grande poste que des femmes m'ont fait rencontrer madame Yousef, l'animatrice du collectif des familles de disparus, Yousef Bonafi. C'est grâce à elle que j'ai pu rencontrer des

avocats qui ont pris le parti de me défendre gratuitement. Cela m'a réjouie, je veux dire que cela fait chaud au cœur de se savoir entourée. C'est avec cinq de ces mères de disparus que j'ai prié tout à l'heure à la grande mosquée.

Maîtres Bouchane, Khalil et Yahyaten ont pris en charge mon dossier comme des centaines d'autres. Ils ont l'intention d'internationaliser la question. Maître Yahyaten m'avait demandé si je voulais faire partie d'une délégation de familles de disparus pour participer à une tournée dans plusieurs villes européennes. Lui et d'autres avocats se chargeront de renouveler mon passeport et de déposer à Alger les demandes de visas auprès des autorités consulaires de France, de Suisse et à Tunis pour la Grande-Bretagne. Depuis mon retour de France en 1989 je ne suis jamais sortie d'Algérie.

Aujourd'hui nous n'étions pas nombreuses à manifester. Le mauvais temps y a été pour beaucoup. Peut-être cinquante, peut-être moins. Ils veulent bien nous impressionner avec leurs forces d'oppression, mais nous ne renoncerons jamais. Ils ont arraché nos cœurs et veulent nous faire taire. La pluie tombait sur mon visage, elle dégoulinait le long de mon bras qui portait la grande photo d'Amine puis glissait sur ma *a'baya*. J'ai perdu l'habitude du parapluie. Ma voisine de droite avait plaqué sa pancarte sur sa tête pour se couvrir. « Mon fils me couvre » disait-elle. Celle de gauche et les suivantes marchaient d'un pas décidé, indifférentes à la pluie. De leurs chaussures rafistolées, de leurs sandales, l'eau giclait sans état d'âme. Les odeurs crues qu'exhalent nos corps et nos vêtements humides sont celles de la terre de nos ancêtres trahis.

Au début du mois, le quatre exactement, le responsable de l'ONDH, qui n'a pas daigné répondre à mon courrier, a reconnu pour la première fois l'existence de centres secrets de détention. Contre cela le temps comme la météo ne peuvent rien. Les centres secrets existent. Il fallait qu'ils soient reconnus par les officiels. C'est chose faite. C'est un petit pas dans la bonne direction.

13

Très tôt ce matin nous avons pris le train du retour sur Paris. Razi m'a raconté qu'avant hier, Yousef Bonafi ainsi que Da-Lmouhouv, un opposant politique, ancien membre de l'Armée de libération nationale, le chanteur populaire kabyle M. et lui-même, se sont rendus à l'ambassade du Portugal. Au terme de leur rencontre avec la chef du service de presse qui ne les attendait pas, mais qui a bien voulu les recevoir, ils lui ont remis deux dossiers exhaustifs : Le premier concerne les violations des droits de l'homme en Algérie, le second a trait précisément aux disparitions forcées. La responsable leur a promis de remettre les dossiers à monsieur Mario Soares avant son départ pour l'Algérie. L'ancien président du Portugal s'apprête en effet à se rendre en Algérie dès demain jeudi, à partir de Paris, à la tête d'une « mission d'information » diligentée par l'ONU, afin de s'enquérir de la situation des droits humains. Razi m'a dit qu'ensuite ils ont pris le métro en direction du dix-septième arrondissement jusqu'au domicile de madame Simone Veil. J'ai dit dix-septième, non pas le dix-septième, mais le septième. C'est sa secrétaire particulière qui les a reçus. Madame la ministre, membre de la délégation de l'ONU, n'était pas présente. La présidente, après les avoir longuement écoutés, leur a promis, elle aussi, de remettre les dossiers à madame Veil. J'ai dit la présidente ? Non je me trompe, pas la présidente, la secrétaire. C'est la secrétaire, il n'y a pas de présidente. Je ne tiens plus. La fatigue a atteint mes yeux et ma concentration n'est plus que

vapeur. Je suis fatiguée, mais je dois continuer. Il me faut finir et dire pourquoi je suis ici à Paris.

Depuis le 13 juillet quatorze parents de disparus, en majorité des mères ou épouses, se trouvent en Europe grâce à l'appui de plusieurs Organisations non gouvernementales dont notamment la FIDH et Amnesty International. Trois sont restés à Paris pour intervenir auprès d'associations, pour se faire entendre des institutions internationales et pour rencontrer des responsables politiques. Moi, comme le reste du groupe, j'ai pris le train pour Genève le jour même de notre retour de Londres.

Lundi, alors que Razi et madame Bonafi remettaient des dossiers aux collaborateurs de monsieur Soares et de madame Veil, nous à Genève nous dénoncions le rapport du gouvernement algérien déposé devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU. Ce rapport fait silence sur les milliers de disparitions forcées. Partout nous avons été écoutés, que ce soit à Amsterdam, à Londres ou à Genève. Malheureusement des interrogations ont été mises en avant par certains interlocuteurs mal informés ou qui ne veulent pas ouvrir les yeux, comme ce député belge qui a apostrophé une mère de disparu, interrompant son témoignage : « je ne comprends pas madame le motif de l'enlèvement de votre fils » lui avait-t-il lancé. La mère lui a répondu aussi sec : « *alech el-moutif, makanch moutif !* » Pourquoi un motif, il n'y a pas de motif ! Voilà un député bien assis qui n'a sans doute jamais visité de contrée grise. En fin de journée nous étions tellement exténués que nous n'avons même pas pris la peine de faire une analyse de la journée.

Mon cousin Razi je ne l'ai rencontré que deux fois : le 13 juillet à l'aéroport de Roissy et aujourd'hui. Je suis d'ailleurs hébergée chez lui. J'aimerais tant me reposer. Avoir un moment où il ne se passe rien. J'éprouve le besoin de choses futiles. Marcher. Rêver. J'aimerais tant retrouver notre petit appartement de la rue des Moines, revoir l'école maternelle de la rue Lacaille où j'accompagnais Houria, revoir des voisines, on ne sait jamais. Jusqu'à présent je n'ai pas eu un moment pour moi, je veux dire un moment de repos pour aller au-devant d'autres souvenirs. Demain j'espère. Je suis très fatiguée. L'horloge indique 22 h 15, mais elle doit retarder. En partant Razi m'a demandé de faire comme chez moi en ajoutant qu'il rentrera tard. Je fais comme chez moi, entre mon cousin et moi il n'y a pas de gêne. Ceci dit, je ne lui ai pas parlé de cet enregistreur. Ni aux familles. Il est mon territoire intime. Notre témoin intime.

14

Notre vol pour Alger est prévu à 19 h 32. Razi a bien voulu m'accompagner à Barbès où j'ai acheté quelques cadeaux. Je n'ai oublié ni Houria, ni son mari, ni surtout Houda. Ensuite il m'a emmenée dans le quartier Brochant en me répétant qu'il était à ma disposition. Moi j'ai insisté pour qu'il se libère, qu'il aille à ses occupations. Je désirais aller à la rencontre de mes trente ans, seule, retrouver des moments de bonheur volatiles, mais combien intenses et présents dans ma mémoire, renouer avec ma vie apaisée. J'ai fait mine de m'irriter : « mon cousin, je sais me promener seule dans mon ancien quartier tout de même. » Il a très bien compris, mais il lui fallait faire ce numéro, transiter par nos cadres, us et coutumes, sans quoi il eut donné une image peu reluisante. Ce sont nos mêmes codes. Nous nous comprenons parfaitement. Je lui ai demandé de garder les sacs en lui précisant que je rentrerai par le métro.

Razi m'a déposée à l'angle de l'avenue de Clichy et de la rue Guy Môquet que j'ai remontée jusqu'à la troisième sur ma gauche, la rue des Moines. Les commerces ont changé, mais les bâtiments, pas ou peu. L'immeuble qui se situait juste en face du 99 où nous avons habité près de quatre ans, a été détruit. A la place, un Franprix a surgi de terre. La rue de la Jonquière est toujours aussi animée, mais beaucoup moins que la cour d'école de la rue Lacaille, où on a l'impression qu'une oisellerie de plusieurs centaines de pies bavardes, s'impose le matin et l'après-midi du lundi au vendredi. Je me demande ce que sont devenues Marie, Aminata et Agata, les trois

précieuses amies de Houria. Je l'accompagnais souvent le matin. Amine peinait jusqu'à l'entrée de la maternelle jouxtant l'école. Lorsque le portail de celle-ci s'ouvrait, Houria, ses copines et les autres élèves s'engouffraient dans la cour et disparaissaient, poursuivis par leur propre tintamarre, oubliant pour la plupart la maman, le papa ou la nounou, attentifs jusqu'à la fermeture complète de l'établissement. Je retournais alors à l'appartement, après avoir, à la boulangerie de la rue de la Jonquière, acheté deux ou trois baguettes chaudes à l'odeur si délicieuse. Dès qu'elle était passée chez les grands en CM1, Houria insistait pour aller seule à l'école. En ces temps-là nous ne doutions pas. Nous vivions heureux. Je me souviens du plaisir que j'avais à admirer le visage des institutrices au sein duquel je saisissais ma propre jeunesse. Mahfoud avait trouvé, bien avant que nous le rejoignions, un emploi aux Nouvelles Galeries de Levallois-Perret : Chauffeur-livreur. Mahfoud connaissait bien la région parisienne. Il y avait résidé quelques années, lorsqu'il avait dû quitter sa famille à la suite de la mort de son père, de 1968 à 1972. Il a toujours renouvelé sa carte de résidence. Il disait souvent « on ne sait jamais, c'est mon unique roue de secours ». Durant les années que nous avons passées en France, Mahfoud a occupé le même emploi. Lorsqu'il rentrait le soir, c'est prioritairement vers Amine qu'il se jetait. Il y a quinze jours, le cinq exactement, Amine aurait eu 17 ans. Tous deux m'ont été ravis devant Dieu et ses créatures.

J'entends crisser les pneus du fourgon. Coulisser violemment la porte. Amine crier. Ils ont écrasé la porte d'entrée sur mon visage. Des

hommes venus de l'enfer ont empoigné Amine, ils l'ont fait tomber à terre, le visage aplati contre le ciment de la cour. Je n'oublierai jamais la balafre qui déforme le bas du visage de l'indic. Les kidnappeurs ont jeté mon fils dans le camion qui a démarré en trombe. Ils paieront un jour. Ici ou là-bas dans l'Au-delà.

Voilà Razi. Je l'entends pousser la porte. Je me dois d'arrêter maintenant. Il ne faut pas qu'il m'entende parler. Il se poserait des questions.

Je ne lui ai rien dit concernant cet appareil. Il est mon territoire intime. Mais ça je crois l'avoir déjà dit. Je suis fatiguée. Il est temps de ramasser ce qui reste de mes affaires. Si dans l'avion je croise des membres de la délégation de l'ONU, je leur raconterai. *Ncha Allah*.

15

Ce matin, la Ligue des droits de l'homme nous a réunis au siège du Parti des Travailleurs afin de nous expliquer le contenu du Contredit au rapport du panel onusien qu'elle a publié il y a quelques jours. Il n'est pas rare que des membres de la Ligue, des responsables du PT ou madame Bonafi nous réunissent pour nous donner des informations, pour échanger sur des questions diverses y compris celles qui concernent la région ou le monde. C'est grâce à ces rencontres que la plupart d'entre nous les parents de disparus avons appris que les Argentins et les Chiliens ont vécu le même drame que le nôtre. Ce matin la Ligue nous a expliqué qu'elle reproche à la mission de l'ONU de s'être soumise à toutes les conditions érigées par le pouvoir algérien en faisant montre de pratiques et méthodes hautement récusables. Les membres de la délégation avaient été enfermés dans un hôtel cinq étoiles avec piscine et tout, n'ayant eu accès qu'à ce que les officiels ont bien voulu leur montrer. Le rapport est truffé d'inexactitudes et de contradictions. Nous étions tous déçus par les conclusions mi-figue mi-raisin de cette mission de l'ONU. Son président a agi en politicien soucieux de maintenir des relations cordiales avec le régime algérien plutôt que de dire la vérité constatée. Notre rencontre s'est achevée vers midi trente et notre déception était aussi grande qu'avait été notre espoir.

J'ai aussitôt pris un autobus pour le centre-ville. Avant de rejoindre El-Barki, il me fallait penser à Houda ma chérie. Lui acheter des vêtements ou une paire de chaussures. Je lui ai pris une robe. Dieu récompensera Hakim de ce

qu'il fait. Il m'aide beaucoup, c'est un homme de bonne famille. Argent, dépenses… Hakim est comme mon fils. Que Dieu fructifie encore plus son commerce. En sus de la robe j'ai pris un gâteau pour dix en me demandant combien de copines elle avait invitées. Houda a dix ans, mon Dieu ! Evoquer sa naissance c'est retourner à Paris, dans le quatorzième arrondissement. Dix ans déjà, c'est incroyable ! J'étais à la maternité Baudelocque à Port Royal. Je me souviens de l'imposante construction. Après le premier portail il y avait un grand parking illuminé que j'avais traversé. C'était à la tombée du jour et les murs se refermaient sur le monde. Nous avons pénétré dans le bâtiment et suivi le long couloir peu éclairé. Mahfoud m'avait accompagnée, mais il ne pouvait rester au-delà des limites autorisées. J'étais seule et pas très à l'aise dans la grande salle de travail. Une sage-femme, elle devait avoir la quarantaine, une Martiniquaise ou Guadeloupéenne dont j'appréciais la grande gentillesse, la grande disponibilité, allait et venait régulièrement et aussi assidûment me demandait si tout allait bien. Elle répétait : « le col se dilate normalement, détendez-vous. » Je me souviens exactement de ces mots. Il n'y a pas eu besoin de péridurale. Le lendemain, mercredi, vers huit heures, Mahfoud était à mes côtés. Il avait l'air fin dans la blouse blanche, coiffé d'une charlotte sauvage, la bouche interdite par un masque d'hygiène. Houda avait une heure de vie et braillait déjà. Mahfoud avait dû mobiliser Yasmin', une amie de Razi, pour s'occuper d'Amine durant la petite semaine à la maternité. Elle l'emmenait à l'école et le ramenait chez elle vers seize ou dix-sept heures. Le soir Mahfoud le

récupérait. Le lendemain de nouveau il le déposait chez Yasmin'. Jusqu'au lundi dix octobre jour de ma sortie. Houria allait à l'école et en revenait seule, parfois ses copines l'accompagnaient jusqu'au bas de notre immeuble. Nous avons récupéré les enfants à midi chez Yasmin'. Je les avais eus au téléphone durant ces jours d'hospitalisation, mais leur présence physique m'avait beaucoup manquée. Lorsque les enfants ont vu le nourrisson, ils étaient autant excités par son intrusion dans leur environnement qu'intrigués par sa fragilité générale et son accoutrement. Alors que Houria n'osait pas trop toucher Houda, Amine lui caressait les mains, le crâne, les pieds avec délicatesse en sautillant. Razi était ce jour-là et les suivants accroché au téléphone, « Alger brûle » répétait-il en demandant des nouvelles. Les radios et les télévisions du monde avaient élu domicile aux quatre coins du pays et nous inondaient d'images incroyables alors que nous avions difficilement nos parents et amis au téléphone. Cela nous inquiétait. Plus tard l'histoire s'est accélérée, a dérapé, puis s'est engluée dans le sang. Jusqu'à maintenant.

Aujourd'hui Houria est mariée et Houda a dix ans. Elle travaille bien à l'école. Elle est studieuse, lit beaucoup. Tout l'intéresse. Plusieurs enseignants m'ont dit qu'elle est bien en avance pour son âge. Pourvue qu'elle ne soit pas frappée par l'œil du diable ou des envieux. Amine, lui, est un grand garçon. Je me nourris d'espoir en répétant qu'il n'a jamais fait de mal à qui que ce soit, qu'il est encore un adolescent qui a besoin de sa mère.

353 jours c'est insupportable mon Dieu cela fait un an que je ne l'ai plus revu que fait-il où est-il si seulement je savais qu'il était vivant peu importe le lieu qu'on me dise seulement s'il est vivant seulement s'il est vivant Alger est grouillante et intolérante toutes ces voitures qui nous empestent la vie et ces gens qui bousculent qui crient qui ne se doutent de rien pas même que le malheur que je porte les frôle ils n'imaginent pas que cela peut leur arriver à tout moment au détour d'une ruelle ou le soir à l'ombre d'un immeuble de leur quartier ou demain ou même chez eux dans leur cour dans leur hall dans leur salon ou leur chambre Amine a été enlevé il jouait avec ses camarades ils jouaient comme jouent tous les enfants du monde et c'est lui qui est enlevé comme ça gratuitement mon Dieu aide-moi Tu ne peux me laisser seule Tu me laisses seule pourquoi Tu me laisses seule *staghfirou Allah* pardonne-moi Dieu je m'égare ne m'abandonne pas

16

Hier, avec quelques voisines orphelines, privées comme moi de leur enfant ou mari, nous sommes allées à Alger. Nous avons manifesté malgré les importantes forces de l'oppression qui ont encerclé tout le quartier de la bibliothèque nationale du Hamma. A quelques dizaines de mètres, les responsables de l'Organisme officiel des droits de l'homme, impudents manipulateurs, organisaient une fastueuse cérémonie « en l'honneur de la Déclaration universelle des droits de l'homme. » Les fastes ils connaissent, mais prendre en charge les préoccupations des citoyens ça ils ne savent pas ou ne veulent pas. A ce jour ils n'ont pas daigné répondre à mes courriers. En manifestant nous leur rappelons leur incurie, plus même, leur lâcheté. Nous criions en brandissant nos slogans

« Où sont nos enfants ?

Rendez-nous nos enfants. »

Des Ninjas accourus en renfort, impressionnants avec leurs tenues, leurs cagoules et leurs gilets pare-balles, nous ont chargées. Ils nous ont violemment frappées en hurlant comme des forcenés « rentrez les folles, rentrez chez vous *Ya el-mahboulètes* » et en bousculant les premières lignes où se trouvaient côte à côte nos avocats, maîtres Yahyaten, Tahar, Bouchane et Khalil. Ils ont même blessé *khalti* Zahria en la rouant de coups de Pataugas et de matraques sur tout le corps, ce qui lui a valu quelques jours d'alitement à l'hôpital Mustapha. L'un d'eux lui a même arraché le foulard blanc devant des journalistes placides ou apathiques. Nos journalistes devraient se remuer. Au lieu de nous

dénigrer ils seraient mieux inspirés de témoigner honnêtement de ce qu'ils voient et entendent et non se soumettre de bonne grâce aux coups de téléphone et aux fax reçus d'officines gouvernementales ou militaires. Est-ce leur faire injure que de leur demander de remplir leur mission dignement ? Il n'y a pas si longtemps encore, nombre d'entre eux nous accusaient d'être des familles complices des terroristes islamistes. En réponse nous leur lancions : « Journalistes soyez courageux, n'ayez pas peur de la vérité ! » Ou : « Vérité oui, justice oui, *tchipa,* bakchich, non ! » Quant aux Ninjas nous répondions à leurs insultes et à leurs violences en criant : « Nous ne rentrerons pas, rendez-nous nos enfants, *Manrouhouch le diarna, rouddoulna wledna ».*

De l'autre côté de la route, menées par madame Sissi une ancienne ministre, un groupe de femmes protégées par un imposant cordon de policiers scandaient des insanités. Madame Sissi hurlait dans un puissant mégaphone, sur un air entendu : « les disparus ce sont des terroristes, c'est faire injure aux martyrs que de mettre sur le même pied et confondre les familles de terroristes et les familles de victimes. » Ou encore : « notre armée ne peut estimer de la même manière les familles des uns et les familles des autres. » Et enfin : *« El Djeich we chorta mâna »*, Armée et police avec nous, à bas les intégristes ! Les femmes, chauffées à blanc, reprenaient les slogans crachés par l'appareil. C'est ainsi qu'ils s'expriment. Des condamnations gratuites. De la haine. Sans retenue aucune. Pourquoi ces mensonges, pourquoi ces insultes, pourquoi se ligue-t-on contre des femmes qui ne demandent que la vérité et la justice ? Personnellement je réprouve tous

les terrorismes, qu'ils se présentent en costume, modernes et radicaux adeptes de l'éradication ou en kamis et barbe manipulant les paroles de Dieu et s'érigeant en amis du prophète que le salut de Dieu soit sur lui. Amine n'est pas un terroriste. Mon fils détestait la violence. Son père a été assassiné par des terroristes. Amine est collégien. C'est un bon enfant. Même s'il a redoublé sa deuxième année moyenne, il reste un enfant comme tous les autres enfants. En septembre le directeur m'avait dit qu'Amine est un bon garçon. Il est volontaire et assidu. A sa demande je lui ai donné deux photos d'identité que m'avait remises le jour même le photographe du village. C'est la règle à l'école, à chaque rentrée les élèves sont tenus de remettre à l'établissement deux photos d'identité récentes. Les deux autres photos je les ai gardées. Amine porte une chemise blanche. Ses cheveux noirs sont coupés court. Ses oreilles sont bien dégagées, il sortait de chez le coiffeur. Amine semble cligner de l'œil. Son sourire est réservé. Que lui reprochaient les forces de l'oppression au point de le kidnapper ? C'est un enfant. Quel mal peut faire un enfant de seize ans ? Quelle force a-t-il pour faire le mal ? Cette histoire est un cauchemar.

Ce matin Nouria, une collaboratrice de maître Yahyaten, a bien voulu saisir le juge d'investigation de Bir Mourad-Raïs pour arrestation et détention illégales. Elle a bien écrit, en reprenant mot pour mot l'article 291 du Code pénal, que l'enlèvement d'Amine a été effectué « sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi permet ou ordonne de saisir des individus. » Mais Nouria m'a déconseillé d'ajouter dans la lettre qu'il y a quelques semaines au

commissariat central d'Alger on avait essayé de m'intimider au moment de déposer une plainte pour enlèvement. Un *patriote* qui assistait, illégalement, à l'échange que j'avais avec un policier, m'avait clairement menacée : « si tu déposes une plainte, tu risques d'être à ton tour enlevée. » Un frisson glacial a alors parcouru mon dos à la vitesse d'un éclair fendant le ciel. Je suis sortie des lieux saturée de honte et de colère à l'encontre des agents de l'Etat sensés me protéger. Ces gens de petite autorité effrayent les faibles et s'adossent sur les puissants, leur quémandant quelque pitoyable reconnaissance, prêts à toutes les concessions, à tous les reniements. Ils sont petits, minables. Je les plains. Moi, lorsque je me regarde dans le miroir, comme maintenant là devant mon armoire du salon, je ne trouve rien à modifier, ni la couleur de mes cheveux, ni l'intensité de mon regard noir ni, ma certitude d'être droite comme cent bougies du mausolée de Sidi Abderrahmane prêtes au sacrifice.

17

Nous sommes à dix jours de *Ramadan el-karim* et des centaines de nos enfants croupissent dans des trous dénués de toute humanité. Je pense que mon fils est enfermé quelque part dans une de ces cellules dégradées et dégradantes. Je crains qu'un jour ou qu'une nuit on vienne m'annoncer : « ton fils Amine est mort. » Je redoute ce moment, celui de l'annonce de sa mort. Mort. Mon Dieu quel mot ordinaire et courant dans notre pays, mais tout aussi horrible. Je redoute l'annonce de sa disparition définitive et en même temps cette issue terrible est une possibilité qui me soulagera d'une certaine manière. Je ne sais pas si c'est ce qu'il faut penser, mais j'espère ne pas être en dehors du chemin que Dieu nous a tracé en pensant ou en disant qu'il est préférable d'avoir un corps à pleurer que de ne rien avoir, de ne jamais savoir. Pleurer sur le corps de son fils ou vibrer sur le corps de celui qui a ordonné son exécution. Car enfin, si j'admets la terrible éventualité qu'on attente à la vie de mon fils, je refuse que l'assassin réchappe à la justice d'ici-bas. Je frissonne à ces possibilités-là, mais pas de la même manière. Mon Dieu, la haine tente de se frayer un chemin dans mon esprit. Ne me laisse pas, dis-moi où est Amine ?

Je n'oublierai jamais ce moment où, encore libre, il est rentré à toute allure, s'est dirigé vers le réfrigérateur qu'il a ouvert. Il a pris une Vache qui rit et il est ressorti, aussi vite qu'il était entré. J'aurais dû l'empêcher de sortir. Pourquoi l'ai-je laissé sortir ? Pourquoi Dieu Toi qui sais tout, ne l'as-Tu pas freiné dans son élan, dans son enthousiasme ? Pourquoi Dieu Toi qui sais tout,

ne l'as-Tu pas empêché de sortir ? Donne-moi une explication ! Je prononce ces mots et à l'instant même où je les débite ils m'apparaissent comme en décalage. Ils ne correspondent pas vraiment à ce que je voulais exprimer. Non je ne veux pas blasphémer. Ô Dieu Maître de l'univers pardonne-moi. Tu as droit de mort et de vie. Tu as l'Enfer et le Paradis à Tes pieds. Punis les voleurs d'innocence, les assassins.

Lundi je suis de nouveau allée à la recherche du poste militaire de commandement opérationnel d'El-Madania. En juillet, en octobre et en novembre je m'étais perdue. Tout le monde, les taxis, les gens, les commerçants, m'indiquaient des lieux qui ne correspondaient pas à celui que je recherchais. J'ai finalement demandé à Hakim de faire appel à Aoued, son ami de la police. Aoued ne souhaitait pas que l'on aille au commissariat d'El-Barki où il officie. Il a préféré se déplacer jusque chez moi. Il est venu seul dans sa propre voiture. C'était il y a une dizaine de jours. J'ai oublié de l'évoquer lors du précédent enregistrement. Hakim devait l'accompagner, mais il a été retenu. Aoued a d'abord tergiversé. Il m'a expliqué que c'était très difficile pour lui, m'a demandé de me mettre à sa place. Il m'a finalement orientée vers la caserne de Ben-Aknoun. « Tu demanderas le commandant Jellad, mais surtout ne parle pas de moi » m'avait-il suppliée. Aussitôt sa tasse de café vidée il s'est éclipsé. Je pressentais que la tâche serait rude.

J'ai toutefois rassemblé mes forces et, il y a trois jours, j'ai pris un taxi collectif jusqu'à Ben-Aknoun. « Il n'y a pas de commandant Jellad » m'a-t-on répondu à la caserne. On m'a dirigée

vers une autre caserne qui se trouve à trois kilomètres de cet endroit. Il m'a fallu passer de l'autre côté, bien après l'ambassade de Syrie. Arrivée sur place, on m'a certifié que c'était bien à la caserne de Ben-Aknoun qu'il fallait que je me rende et insister. « Ici ce n'est que la direction de la police » m'a-t-on répondu. J'ai marché plus d'une heure à l'aller et encore plus d'une heure pour revenir à la caserne de Ben-Aknoun. Je me demande parfois si ce qui nous porte ne décuple pas nos forces, car enfin j'ai marché des heures dans le froid sans presque m'arrêter. Lorsque je suis arrivée à la caserne de Ben-Aknoun j'avais les talons crevassés, le visage gercé et la sensation qu'on avait planté dans mon dos une hache. Les militaires de la caserne se sont moqués de moi. Ce fut un casse-tête de couloirs, de laissez-passer, de plantons armés, de reniements, de dénigrements. Je suis sortie de là exténuée, découragée et très en colère. « Jellad, il est à Châteauneuf, pas ici. » Et Amine il est où Amine ? On se moquait de moi. J'avais pitié de moi. On se moquait de moi parce que je suis une femme, parce que j'étais seule.

Je ne sais où tu te trouves Amine mais ne perds pas espoir leur violence ou leur ironie affichées les obstacles qu'ils érigent sur le chemin de la vérité sont la preuve qu'ils ont peur de nous ils ont peur de nous des organisations de défense des hommes et des femmes arrachés à leurs familles la Ligue algérienne et la Fédération internationale des droits de l'homme ont recensé treize centres de détention illégale dans la seule région d'Alger des centres de détention totalement affranchis du droit caserne de Béni Messous caserne d'El-Makaria à proximité de Kouba caserne de Hamiz

près de l'aéroport caserne de Bouzaréah caserne des Ninjas de Bourouba commissariat de Delly-Ibrahim commissariat de Cavaignac commissariat de Bab-Ezzouar commissariat de Ben-Aknoun commissariat d'El-Madania école de police de Châteauneuf brigade de gendarmerie de Baba Hassen une bâtisse à Ouled Fayet

A Paris sur la place du Trocadéro des familles de disparus ont lâché trois mille ballons de baudruche multicolores, comme trois mille bouteilles à la mer. Sur l'un d'eux, en souvenir d'Amine, Razi a pris soin d'ajouter au prénom de mon fils sa date de naissance et celle de son enlèvement. Il m'a dit que samedi dernier, le cinq, il a manifesté devant les grilles glacées du palais du Luxembourg.

« Rendez-nous nos enfants »,

« Pouvoir assassin »,

a-t-il scandé avec une quinzaine de personnes alors que les passants passaient, emmitouflés dans leurs fourrures, indifférents, parfois même réprobateurs.

Aujourd'hui cela fait 419 jours que mon fils m'a été enlevé et le patron d'El-Batan s'interroge cauteleux sur trois colonnes : « La Déclaration universelle des droits de l'homme est-elle un produit de l'Occident ? »

18

Aujourd'hui est un beau jour. Le jour de l'aïd ne devrait être qu'un beau jour. Un jour béni, de joie et de pardon durant lequel on se congratule, on efface ses malentendus, ses problèmes, ses bagarres passées. Mais l'aïd est aussi un jour terrible pour moi. Autant je suis heureuse de retrouver ma famille et celle de mon mari, de me réconcilier avec des voisines que j'ai un jour blessées, de me rapprocher avec celles qui m'ont, un jour ou plusieurs, considérée comme une infréquentable pour une raison qui m'est inconnue, peut-être parce que je me trouve souvent hors de mon domicile, ou peut-être parce que je clame mon droit à la vérité ; autant je ne peux oublier que Mahfoud n'est plus avec nous, qu'Amine n'est pas avec nous, que les responsables de mes malheurs eux aussi fêtent ce jour avec leurs familles, leurs enfants, leur entourage le plus naturellement du monde, probablement sans remords aucun. Imaginer que ces assassins festoient tranquillement me met dans un état de profonde agitation. Cette insoutenable injustice provoque en moi, fait naître en moi, la plus féroce des répulsions.

Au début de cette nouvelle année, Merwan a retrouvé les siens. A la suite d'une bagarre dont on dit qu'il a été à l'origine et qui l'a opposé à un fils de *patriote*, il s'est retrouvé de nouveau enfermé. Cette fois-ci ses parents ont appris, après plus de deux semaines de recherche, qu'il était enfermé à Serkadji, mais ils n'ont pas pu lui rendre visite. Il n'y a eu ni enquête ni procès. Le

quatre janvier un gardien lui a demandé de le suivre. Il lui a remis ses effets personnels et l'a accompagné jusqu'à la sortie.

19

Le témoignage que m'a apporté récemment Tarik, un jeune homme d'une vingtaine d'années qui habite à Benatallah, m'encourage dans mes démarches. Je l'ai rencontré lundi à la Ligue des droits de l'homme. Comme d'autres, il racontait son calvaire pour qu'on instruise une requête. Il vient d'être libéré après seize mois d'enfer. Il a été arrêté le 6 décembre 1997 par des militaires et emmené dans un lieu indéterminé où il a été soumis, comme plus tard dans d'autres centres de détention illégaux, à la torture, comme l'ont pratiquée autrefois les paras Français a-t-il précisé : gégène, supplice du chiffon trempé dans de l'eau sale, coups portés avec un gros tuyau d'arrosage. C'est dans un de ces sinistres centres, à Châteauneuf, que Tarik dit avoir furtivement croisé Amine. Il a précisé que c'était en janvier ou février dernier. Il a juré avoir reconnu Amine. Tarik joue dans une équipe de football de quartier qui a eu à affronter plus d'une fois celle d'Amine. Dès qu'il l'a vu, il l'a aussitôt reconnu. Amine lui-même a eu un geste brusque, un mouvement de quelqu'un qui ne s'attend pas à croiser une de ses connaissances. Il était maintenu entre deux gardiens et lorsqu'il s'est retrouvé à deux ou trois mètres de Tarik, il a instantanément dressé la tête. Mais il n'a rien dit. Comme lui, il portait un matricule, mais Tarik n'a pas retenu le numéro. Il n'a pas insisté sur la photo que je lui tendais. Il était sûr de lui. Il m'a dit qu'il a trouvé Amine amaigri, mais pas détruit. Ils ne pouvaient s'adresser la parole, traînés dans deux directions opposées par des gardiens violents qui ne tolèrent aucun écart.

20

Châteauneuf est une caserne militaire où croupissent par dizaines, dans des geôles cruelles, des cages épouvantables, des citoyens enlevés sans qu'ils sachent les raisons de leur rapt, ce qui leur est reproché. Dans cette prison illégale, la torture est courante au dire de nombreux témoins repris par la presse étrangère. Hier je me suis rendue à cette École. Hier, mon Dieu je n'y pense que maintenant quelle tristesse ! Hier mon ami Mahfoud aurait eu cinquante-quatre ans. Mahfoud n'aimait pas les anniversaires, mais moi je ne peux qu'y penser, penser qu'il aurait eu cinquante-quatre ans hier. Hier donc je me suis rendue à cette École de police de Châteauneuf. Je suis sortie tôt le matin. J'ai pris plusieurs taxis collectifs, car aucun n'y va directement. Le transit par Alger-centre est obligé. Le dernier des taxis que j'ai pris transportait ses trois autres clients à Béni Messous. Il m'a déposée sur la route qui mène de Ben-Aknoun à Dely-Ibrahim, derrière le stade du 5 juillet. J'ai ensuite marché plus d'une heure avant d'arriver, exténuée, au Cercle national de l'armée. Le jeune militaire de garde m'a offert un verre d'eau et m'a dit que je faisais fausse route. L'École de police se trouve de l'autre côté. Je lui ai demandé alors s'il connaissait un certain commandant Jellad. « Je ne le connais pas, mais je peux t'assurer ma tante qu'il dirige tout un district de Châteauneuf justement. L'École de police se trouvait derrière moi. Il me fallait faire demi-tour et prendre la direction d'El-Biar. Des agents en service sur le grand boulevard, à hauteur de la mosquée Clairval, se sont contentés de me faire un geste identique qui signifiait «

continue tout droit ». L'École se trouve à droite juste après le carrefour où convergent les véhicules venant de Bouzeréah ou de Châteauneuf. Je n'aime pas les polices. Je n'aime pas les milices. Je n'aime pas les militaires gradés. Mais je suis prête à comprendre les dérapages des soldats de première classe, les troufions. Les gens n'aiment pas les brutalités des policiers ou des miliciens, mais ils comprennent l'état d'énervement des jeunes conscrits. Ceux-là risquent gros. Pour un oui ou pour un non ils disparaissent. Mutés, radiés, parfois disparus ou même exécutés. Je suis comme les gens. La brutalité des polices me donne des frissons, la cruauté des milices m'insupporte, la violence des militaires gradés et la terreur de la SM, sécurité ou police militaire, me tétanisent autant que celle des terroristes islamistes. Les jeunes du service militaire sont acceptés par la population. Eux, sans ultimatum ou ordre express de leur chef, n'exécutent pas les basses besognes. Les chefs militaires, les policiers, les miliciens tirent dans le tas. Pas les jeunes du service militaire, sauf s'ils sont contraints par leurs supérieurs ou des adversaires armés. Les jeunes sont forcés d'obéir. Pas les miliciens qui n'obéissent pour la plupart qu'à leurs armes, à leurs ressentiments idéologiques, à leurs rancunes aveugles. Valent-ils mieux que les terroristes ? J'en doute fort.

Dès qu'il a compris que je me dirigeais vers eux, un des agents du poste de garde de l'école de Châteauneuf est sorti de la guérite le bras tendu pour m'indiquer de ne pas dépasser la barrière rouge. Il s'est avancé, et après m'avoir fait le salut de circonstance m'a demandé, très affable, ce que je désirais. Je lui ai répondu que je recherchais

mon fils, enlevé par des hommes en civil et en treillis dans ma propre maison. Le jeune homme s'est gratté la tête, un peu embarrassé. Ses yeux disaient clairement et plus que ce qu'il voulait mais ne pouvait pas dire. Il a posé sa main sur mon épaule puis, dans un sursaut, l'a aussitôt retirée. Lui non plus ne voulait pas entendre plus. Il m'avait comprise. Presque dans un murmure rassurant, il m'a demandé de descendre la route du 5 juillet jusqu'au rond-point, « c'est à l'angle, sur ta gauche, tu verras de petits immeubles devant lesquels se trouve un grand parking, c'est là. Mais l'entrée se trouve plus bas *Allah issahel*, que Dieu facilite ta recherche. » Le gardien a rejoint son poste. Il y avait dans son regard, dans son attitude une profonde tristesse qui m'a enveloppée. Elle s'est ajoutée à celle que je porte en moi depuis maintenant dix-neuf mois.

Le garde de la Police militaire m'a dit ne pas comprendre ce que je voulais. Je lui ai répété que je recherchais mon fils Amine. Il m'a demandé de renouveler ma question, « je suis sourd » a-t-il crié en mettant sa main en entonnoir autour de son oreille. Visiblement il me raillait. J'ai répété en élevant la voix : « je recherche mon fils Amine, il est chez vous ». C'est alors qu'il s'est énervé. « Viens » a-t-il dit en faisant un geste vif de la main. Une fois à l'intérieur de la salle mitoyenne au poste de garde affectée aux visiteurs il s'est mis à se moquer : « Comment ça ton fils, qui est ton fils ? » Sa voix s'est métamorphosée. Il ne s'attendait peut-être pas à cette revendication. Mais il a vite compris. A ses yeux je n'étais qu'une vulgaire mère de voyou ou de terroriste. Je lui ai dit que je souhaitais parler au commandant Jellad. Ma demande l'a fait rire. « Toi, toi tu veux parler

au commandant ? » Et il riait à gorge déployée en se tapant la cuisse. Il répétait : « Toi, toi tu veux parler au commandant ? » Mon sang n'a fait qu'un tour. Je me suis sentie humiliée. Comment peut-on ainsi tourner en ridicule une mère à la recherche de son fils ? Qu'aurait-il fait, lui, ce saligaud, s'il voyait sa propre mère ainsi traitée ? Je me suis mise à crier de tout mon être : « je veux voir le commandant, je veux le voir ! Rendez-moi mon fils, vous avez enlevé mon fils, rendez-moi mon fils ! » Je criais tant et tant en cognant du poing contre le mur que des agents en tenue sont rentrés dans la pièce pour tenter de me maîtriser : « allez tais-toi maintenant, ça y est allez tais-toi. » Je ne me laissais pas faire. Je criais : « lâchez-moi, lâchez-moi ! » D'autres collègues qui sortaient de l'enceinte de la base ou qui y pénétraient se sont affolés. Chacun disait ce que bon lui semblait. Je crois bien que les agents de garde se sont fait sermonner. L'un de ceux qui venaient d'arriver a essayé de me soutenir en me demandant de me calmer, de m'asseoir sur le banc, mais je refusais de m'asseoir, je refusais de rester là, je me suis mise de nouveau à crier et à taper : « je veux mon fils, rendez-moi mon fils ! » Je n'entendais plus tous ces uniformes qui m'entouraient.

Un responsable, peut-être un sous-officier, celui-là même qui a blâmé les agents, s'est présenté. Il m'a accordé quelques minutes pour lui expliquer, puis il s'est saisi du téléphone mural, a composé un numéro à trois ou quatre chiffres, et s'est résolu, à la condition que je me calme, à me conduire jusqu'à un bureau, à quelques minutes de là. Mon intérêt me commandait de cesser mes cris et coups. Je

m'étonnais qu'autour de moi il n'y eût pas un attroupement plus important alors que j'avais poussé des cris si déchirants. Je l'ai suivi. Nous sommes passés derrière une barrière de contrôle, nous avons traversé un grand espace fleuri et avons pris sur la gauche. Deux longs immeubles de deux étages chacun se présentaient. Nous sommes entrés dans le deuxième. Le sous-officier a toqué sur la deuxième porte à droite du couloir. Un autre responsable nous a ouvert, un officier. Il y a eu un échange discret entre les deux hommes, puis le second m'a proposé d'entrer. Il m'a offert un verre d'eau et m'a demandé de m'asseoir dans un des fauteuils en cuir. Le sous-officier était parti en m'adressant un signe bienveillant. Deux ou trois longues minutes avaient passé avant que je me décide. Je lui ai raconté ma misère. Il a écouté patiemment sans m'interrompre pendant une dizaine de minutes puis m'a demandé de le suivre : « venez avec moi. » Il a répété : « venez avec moi madame » après avoir lui aussi pris la précaution de téléphoner. Il m'a assuré que le grand chef allait m'accueillir, qu'il ne servait à rien de m'impatienter, qu'il me fallait maîtriser mes nerfs. J'aurais bien voulu lui répondre, mais mes forces me lâchaient. Je ne comprenais pas pourquoi on me traînait d'un bureau à un autre. Je me retrouvais de nouveau à longer le grand espace vert constitué de plusieurs parcelles aux formes diverses, et partout des fleurs et jolis arbustes odorants. Brusquement cela m'est apparu incongru. Les fleurs ne conviennent absolument pas aux militaires qui les méprisent, les écrasent. J'ai pensé « dans ce pays tout et son contraire sont possibles » Allah *yester*, Dieu nous protège. Nous avons longé un long bâtiment, beaucoup

plus grand que les précédents. Je m'attendais à voir d'innombrables véhicules spéciaux en tous genres. A mon grand étonnement, à part trois 4X4 ordinaires et quelques voitures de marque Peugeot et Renault, la grande cour était plutôt vide. Nous sommes entrés sous le porche du numéro 5. Un soldat armé posté à cet endroit s'est écarté pour nous laisser passer. Nous avons traversé un couloir entièrement vide. Les murs étaient uniformément verts. Un vert aussi sombre que celui des épinards passés au mortier. Pas un seul décor ne dérangeait cette monotonie. L'officier a toqué sur la porte qui se trouve à droite. Un autre soldat armé posté devant, s'est également écarté lorsque la porte s'est ouverte de l'intérieur. L'officier qui m'accompagnait a échangé quelques confidences avec l'occupant après quoi celui-ci d'un geste m'a désigné un siège, me signifiant qu'il me fallait l'utiliser. C'est un gros moustachu outrancièrement gras et bedonnant portant des lunettes teintées démesurées. Sa tenue kaki-clair est celle des grands chefs, reconnaissables à leurs épaulettes garnies et à leurs galons dorés sur les cols de la veste comme on en voit aux informations de la télévision ou lors de grandes cérémonies militaires. Ils ont l'air toujours renfrogné, bras tendus, persuadés que s'ils les baissaient l'univers entier s'écroulerait. Qui n'ont de perspective que la ruse, l'humiliation et la torture. Pour se maintenir sur le trône ils sont prêts à exterminer leur propre mère s'ils en ont une. Santiago ou Buenos-Aires sont-elles vraiment si loin ? La casquette du gros, une casquette à visière avec insigne typique, était posée négligemment sur son bureau. Je sentais de nouveau la colère monter. Je n'ai pas entendu

partir l'officier qui a bien voulu m'accompagner jusque-là. Je le trouvais à ce moment-là sympathique et regrettais son départ. L'occupant de l'immense bureau est le commandant Jellad. D'un geste lent il a ouvert une grande boite en bois manifestement de grande allure sur laquelle il est écrit « Cafè Cojimar ». Il en a extrait un gros cigare qu'il a allumé, toujours avec une lenteur incompréhensible. Puis il a ronchonné sans me regarder, « alors, j'écoute. » Il demeurait debout, allant et venant d'un angle de l'imposante pièce à un autre. La salle est aussi grande que mon salon et mes chambres réunies. Une pièce remplie de toute sorte de meubles et d'objets : bureau de président, bibliothèque chargée, guéridon, fauteuils, tables-basses, ainsi qu'un téléviseur mural, des tableaux immenses, et de gigantesques bouquets de fleurs synthétiques. J'en avais presque le tournis. Il a porté le gros cigare à sa bouche, l'a enlevé, a craché, de nouveau il l'a haussé au niveau de sa bouche puis y a introduit le bout. Il a profondément aspiré la fumée du tabac, puis l'a longuement expirée. Avec ses doigts tenaillant le cigare il m'a enjoint de nouveau de m'asseoir. Il savait pourquoi on m'avait conduite dans son bureau. De l'autre main il a retiré ses lunettes, a soufflé sur les verres fumés, m'a regardée comme on regarde parfois un chien honni, de haut, furtivement en secouant la tête, puis a posé ses grosses lunettes sur son nez. Enfin il s'est décidé en détaillant une fresque immense et sans originalité mettant en scène deux bataillons de cavaliers ennemis s'étripant allègrement : « Oui femme, au lendemain des massacres islamistes de Benatallah nous avons procédé à des arrestations, ou à des enlèvements

comme on dit. Dans le village même et dans sa périphérie. Mais je ne dispose pas de dossier au nom de ton fils. Est-ce que tu es allée vérifier à la caserne de Hamiz ou à celle d'El-Makaria ou à Béni Messous, à Bouzaréah ? Leurs militaires ont eux aussi pratiqué des enlèvements, enfin je veux dire des arrestations. » Je lui ai répondu : « je me suis rendue dans plusieurs casernes et commissariats. Souvent on m'a donné la même réponse, celle que vous me faites, ''nous n'avons pas enlevé ton fils'' alors même que je n'avais pas donné son identité. Vous-même ne connaissez pas le nom de mon fils comment osez-vous cette réponse ? » Il a dit : « Comment s'appelle ton fils ? » Je le lui ai donné en précisant « il avait seize ans, il en a aujourd'hui deux de plus ».

Il a dit le plus normalement du monde comme s'il répondait à une question d'un jeu télévisé sur les mérites des candidats : « c'est moi qui suis en charge de ces choses-là. Ce nom ne me dit rien. Non, je n'ai pas d'Amine ici. Ton fils est probablement mort, femme. » Je lui ai demandé des précisions, des preuves. Il n'est pas allé par quatre chemins. Il a continué, vaniteux : « tu crois peut-être que je vais nourrir des personnes gratuitement durant des mois et des mois ? non femme, ces gens on les interroge, on les interroge jusqu'à ce qu'ils avouent. Ils avouent tous. Ou ils meurent. Ils sont remis à la justice ou ils meurent. » J'ai juste eu le temps de dire : « alors ils meurent comme ça ? » Il a poursuivi naturellement, sa voix, son visage, son allure générale, n'ayant pas changé : ferme ou léger, arrogant, hautain même : « on les bouscule un peu. Certains sont fragiles, alors tu sais… La saison estivale arrive en charriant comme en hiver

énervement et impatience, même parmi nous, chez mes subordonnées, partout dans la caserne. Comme pendant le ramadan. Les gens ne savent pas la chance qu'ils ont de vivre sous un tel climat baigné de soleil et de chaleur durant dix mois sur douze. Certains se mettent à titiller notre Armée, notre Sécurité, nos fiertés nationales. Alors mes subordonnés s'énervent un peu. Ils bousculent un peu, ils cognent. Les gens qui reçoivent les coups ne sont pas tous préparés, ils sont fragiles, alors tu sais… » Le commandant s'est tu quelques secondes. Qu'allait-il m'infliger de plus ? Il semblait réfléchir, mais il cherchait un nouveau souffle le charognard. Il s'est approché de la porte et m'a dit sans se retourner, d'un ton autrement plus menaçant : « les nôtres aussi sont morts. Mon beau-frère a été lâchement assassiné alors qu'il sortait de chez lui. Voilà trois ans que sa femme le pleure, que son fils le pleure ». Puis il s'est retourné, a braqué son cigare contre moi et a hurlé : « pourquoi les mères des assassins ne pleureraient pas ? » J'ai alors senti la terre trembler sous mes pieds. « Mais mon fils n'est pas un assassin ! lui ai-je rétorqué, il jouait avec ses camarades lorsqu'il a été poursuivi puis enlevé par vos hommes. Ça fait plus d'un an et demi, 568 jours ! Et chaque jour est une éternité pour moi ! » Il a ajouté avec une grande violence : « Tu dis qu'il n'a rien fait, mais tu n'en sais rien. Nous, nous savons. Vous n'élevez pas vos enfants. Vous les laissez traîner et après vous vous plaignez de ce qui leur arrive. Les chiens sont mieux éduqués que vos enfants ! Tu es la principale responsable *ya mra*, ô femme, de ce qui arrive à ton fils ! » Les larmes que je maîtrisais jusqu'alors, m'ont à ce moment précis vaincue et ont vaincu mon verbe.

Je me suis levée, téméraire, de cette témérité de l'animal aux abois : « Vous assassinez impunément, mais Dieu est grand ! » Je sentais que le tapis se dérobait, je glissais, j'allais tomber. Il a répondu, sec : « *N'touma khomaj, tvoto FIS ou menbaâd tebkou*, pourriture, vous votez pour le Front islamique du salut et après vous pleurez. » Je n'avais pas fait trois mètres lorsqu'il s'est précipité vers son bureau et, d'un geste brusque, a appuyé sur une sonnette. Aussitôt est apparu le jeune homme de garde. « Dégagez-moi ça » lui a-t-il commandé en ajoutant : « je vous ordonne de refouler dorénavant quiconque se présente ici sans mon approbation écrite, compris, écrite ! » Le jeune militaire a acquiescé en se mettant au garde-à-vous, puis, lorsque l'abruti a claqué la porte, il m'a tendu une main et de l'autre a ouvert la voie. J'entendais le commandant continuer de m'adresser un tissu d'insanités et de blasphèmes. A ce moment me sont venus ces mots de Gibran Khalil Gibran collés sur un des murs de notre association : « Ayez pitié pour la nation dont chaque partie prétend être la nation à elle toute seule. » Puis j'ai récité une prière pour éviter qu'un drame ne s'abatte sur moi. Je crois bien que je me suis évanouie alors que je récitais la prière. Lorsque je suis revenue à moi, je ressentais des mains qui me tenaient. Deux ou trois appelés s'efforçaient de me soulever. Je n'ai jamais eu aussi peur qu'en ces instants. Pas des jeunes hommes bien sûr, mais du bourreau, de Jellad le gros verrat *hacha*.

Ô Dieu pourquoi épargnes-Tu les assassins pourquoi nous négliges-Tu nous qui sommes dépossédés de nos droits dans ce pays pourquoi

nous promettre le paradis alors que nous souffrons le martyre ici-bas pourquoi ne sanctionnes-Tu pas ceux qui tuent qu'ils se réclament de Toi ou qu'ils Te renient pourquoi je veux une réponse pourquoi Amine est-il encore entre leurs mains rouges depuis 569 jours si seulement il l'est dis-moi s'il est vivant dis-moi s'il est mort *ya Allah el-karim la Ilaha illa Allah Mohamed rassoul Allah*

Amine était revenu prendre un morceau de pain. Je n'aurais pas dû le laisser repartir. Il était rentré tout essoufflé, les cheveux hirsutes. Je ne savais pas d'où il arrivait. Lorsque je le lui demande, souvent il répond *« kount ghir hna »*. Il s'est dirigé vers le frigidaire, a tiré d'un geste brusque sur la poignée, a ouvert une boite de fromage et a pris deux morceaux qu'il a fourrés dans une demie baguette de pain et il est ressorti en courant comme il était rentré.

J'aurais dû le retenir et je ne l'ai pas retenu. J'aurais dû l'empêcher de ressortir. Mahfoud l'aurait-il forcé à rester ? Je me demande ce qu'à ce moment-là faisaient mes filles. Et Hakim que faisait-il ?

21

Nous étions ce matin au carrefour de l'avenue Pasteur et du boulevard Khémisti, près d'une centaine de mères ou d'épouses de disparus à marteler comme à chacune de nos manifestations nos mêmes slogans avec la même détermination :

« Rendez-nous nos enfants »,

« Vérité et Justice »,

et d'autres encore. Une dizaine d'hommes nous accompagnaient. Nous avons prévu de manifester jusqu'au palais du gouvernement. En face de nous un impressionnant dispositif de répression avait été mis en place, plus de trois cents brigadiers antiémeutes, prêts à intervenir. Toutes les rues qui donnent sur le palais étaient quadrillées. La circulation routière était totalement interdite autour du secteur, à l'ouest jusqu'à l'Esplanade de l'Afrique et l'avenue Frantz Fanon, à l'est jusqu'à l'avenue Ben M'hidi et la placette du cheval. A quelques heures de la tenue, au palais, d'une importante réunion des ministres de l'intérieur de la Méditerranée occidentale, l'administration était décidée à ne rien laisser paraître. « Les ordres sont formels, nous a lancé un journaliste, aucun regroupement n'est toléré. » La plupart des femmes qui se trouvaient autour de moi étaient âgées, nombre d'entre elles portaient une djellaba, d'autres le *haïk* ancestral et la voilette masquant le nez et la bouche. Moi aussi, depuis quelques années, j'ai suivi le grand mouvement de repli. Les femmes sont encore moins respectées dans la cité lorsqu'elles ne portent pas la *a'baya* ou le voile. Les hommes sont devenus plus agressifs et leurs accoutrements se sont dégradés. La discrétion est vivement conseillée. Voilà pourquoi

j'ai troqué mes robes de jeune femme ordinaire contre des *a'bayas*, toujours de même style, seule la couleur change. Celle de ce matin était bleu sombre. Ma tête est toujours protégée par un foulard blanc. A la manifestation nous portions toutes un foulard, un fichu ou un hidjab blancs quelle qu'eut été le choix de notre tenue. Certaines femmes brandissaient une photo d'identité agrandie de leur proche disparu. Moi je tenais mon sac en plastique noir d'une main – il contient mes papiers, mes clés, et autres objets de nécessité, parfois lorsque j'y pense, un sandwich préparé à la maison – de l'autre une pancarte que je portais haut sur ma tête et sur laquelle j'avais collé une grande photo en couleurs de mon fils, la photo d'identité que la Ligue m'avait reproduite en grand format, gratuitement. Amine porte une chemise blanche. Son visage est lisse, reflétant l'étendue de sa gentillesse. Calme et serviable comme aucun autre enfant ne l'est. Il sortait de chez le coiffeur. Ses oreilles sont bien dégagées. Sous la photo j'ai fait écrire au feutre noir ce matin même

« Mon fils Amine.

Enlevé il y a 611 jours. »

D'autres manifestantes portaient comme moi de simples affiches sur lesquelles on pouvait lire l'identité et l'âge de leur disparu, parfois la date ou le nombre de jours depuis sa disparition, sa qualité, et cette mention en lettres capitales :

« RENDEZ-NOUS NOS ENFANTS »

Quelques pancartes étaient écrites en arabe ou en tamazight. Comme la plupart des femmes présentes, je n'aime pas me montrer, me mettre en avant. Mais comme la plupart des femmes présentes je suis décidée à ne pas me laisser

impressionner. Nous sommes contraintes par une force inouïe, une force intérieure irrépressible, inexplicable à qui n'a pas connu le malheur qui nous accable. Une force qui nous somme de ne jamais abandonner nos proches disparus. Mon courage et ma détermination sont habités par Amine. En m'enlevant mon fils, ils m'ont enlevé mes printemps et mes étés, mais je ne me laisserai pas faire. Je veux savoir. Je n'ai d'autre choix que celui de l'entêtement. Je n'ai qu'un fils. Je ne peux le remplacer, Mahfoud est mort *Allah yerhmou*. Je n'aurai pas d'autre fils. Je n'ai d'autre choix que celui de l'obstination. Sur plusieurs grandes banderoles blanches hautement déployées, on pouvait lire à l'angle, verticalement, à droite comme à gauche : « ADFDF », c'est le nom de notre association, association de défense des familles de disparus forcés. Sur le reste des étoffes quarante photos agrandies de disparus étaient collées sur deux rangées, sans aucune mention. Juste leur regard. Lorsque la manifestation s'est ébranlée, un autre mouvement de groupe y répondait en face. Nous avions marché moins de trois cents mètres lorsqu'un officier a enjoint à notre responsable de faire machine arrière. « Reculez, vous avez cinq minutes ! » Mais nous continuions d'avancer en répétant : *« Roudoulna wledna ! »* Une vieille dame criait tout son désespoir, toute sa colère. Elle suppliait, les mains levées au ciel, tremblant de tout son corps, de cette même colère, de ce même désespoir « Traîtres à l'humanité, rendez-moi mon fils, donnez-moi une odeur, donnez-moi un os, j'en ferai une tombe et mon deuil avec ! » C'est alors qu'un ordre d'intervention a été hurlé. Aussitôt nous avons été bloqués. Une pluie de

matraques s'est abattue sur nous durant d'interminables minutes. Matraques et insultes. Puis matraques, insultes, coups de pieds et de poings. J'ai été jetée à terre et violemment piétinée. Mes cris et ceux d'autres femmes plus âgées n'ont servi à rien. Ils veulent nous faire perdre notre honneur les ignorants. Ils ne savent pas que la dignité que m'ont donnée Dieu et son prophète nul ne peut me l'enlever. Mon comportement l'anime, l'éducation de mes enfants la raffermit. Plusieurs femmes se sont retrouvées à terre. Une journaliste du quotidien El-Alam a été arrêtée et sommée de rendre le contenu de son appareil photo. Elle a été elle aussi insultée, bousculée, et même menacée : « Si tu rapportes un mot, tu signes ta fin », lui a lancé l'officier sans se soucier que ses paroles allaient faire le tour des manifestants. Madame Bonafi, notre responsable, nous a demandé alors de reculer. Mais elle a tenu à préciser devant l'officier : « Nous sommes décidés quoi qu'il nous en coûte d'aller jusqu'au bout pour que vérité et justice sur les disparitions forcées se fassent. » Nous l'avons chaleureusement applaudie avant de mettre fin au rasemblement. Les officiers de l'ordre étaient furieux. Ils nous ont insultées, nous interpellant « familles de terroristes ! » Déjà en janvier dernier, *Biladouna*, notre pays, une association de défense des familles victimes du terrorisme, considérait les disparus forcés comme des terroristes. Les officiers nous ont insultées, ils nous ont traitées de folles, de mauvaises femmes. Que Dieu les punisse pour leurs injures et blasphèmes. Leurs mensonges ne nous font pas peur. Certaines manifestantes ont refusé de s'exécuter. Elles ne voulaient pas quitter les lieux. Elles ont formé de

petits groupes, se sont maintenues un temps avant de descendre le long du boulevard Khémisti, puis elles ont bifurqué à gauche sur le boulevard Ben Boulaïd. Moi, lorsque je suis arrivée au niveau de la grande poste j'ai constaté que la dernière marche du grand escalier était déserte. Le vieil écrivain public a dû, définitivement hélas, l'abandonner ! Il paraît qu'il a reçu des lettres le menaçant de mort car il s'obstinait à continuer d'écrire sur certains sujets. Un homme qui dit les peines et les joies des êtres est menacé de mort. Un homme qui écrit, qui transforme la parole en encre, est menacé de mort. Mais qu'est-ce que ce monde où je vis ? Si-Saber n'est plus reparu. La dernière lettre qu'il m'a écrite a été adressée le mois dernier à notre nouveau président de la République. Je me souviens m'être déplacée jusqu'à la Maison de la presse pour remettre en mains propres un exemplaire de la lettre que je souhaitais faire paraître dans la page des annonces payantes. La Maison de la presse se trouve juste derrière la caserne militaire Aïssat Idir. A droite comme à gauche des barreaux d'entrée, des hommes armés peu discrets, en treillis ou en civil, filtraient l'accès. Sous la large porte voûtée, derrière la première cour, un homme en civil m'a arrêtée. Je lui ai expliqué l'objet de ma présence. Il m'a demandé ma carte d'identité, puis d'un pas vif m'a escortée jusqu'au service des petites annonces classées du quotidien El-Batan. L'agent qui m'a reçue a lu attentivement ma lettre ouverte au président, puis m'a demandé de patienter dans le couloir du bâtiment. Son absence n'a pas duré. Il est revenu en hochant la tête et en grimaçant, « Le chef refuse ce type de lettre », m'a-t-il annoncé, aussi déçu que moi. D'autres journaux –

la plupart sont hébergés dans la même enceinte – ont également rejeté ma lettre. Pourtant je la présentais sous forme d'annonce payante. Un journaliste m'a même bousculée sur le seuil d'un de ces quotidiens : « ton fils est dans le maquis, allez va ! » Il n'a pas honte *weld el-hram*. Des journalistes comme celui-ci sont nombreux et leur volonté de puissance est énorme. Si par malheur ils parvenaient à diriger l'Algérie, ils bâillonneraient et exécuteraient avec leurs mots sans sommation. Pourtant mercredi, El-Batan le bien nommé a accepté de publier une « lettre ouverte à monsieur le président de la république », une lettre d'exaspération envoyée par un entrepreneur se plaignant des agissements d'un potentat local. Moi aussi dans ma lettre je me plaignais de certains responsables de structures de l'État qui agissent en toute impunité, en dehors de la loi. La Constitution exige que l'État protège ses citoyens. Y compris les prisonniers, les enlevés, que ce soit à la mairie, dans un commissariat, ou même à Châteauneuf. Les patrons de journaux le savent, mais ils privilégient leurs intérêts bassement matériels au détriment de l'honneur et de la déontologie qu'ils rappellent pourtant souvent à leurs lecteurs, probablement pour gagner leur confiance. « Il ne faut jamais oublier d'où viennent ces gens » disait avec justesse Mahfoud.

22

Tôt ce matin je me suis rendue au cimetière d'Avellaneda. Je me suis assise devant la fosse commune. Le cimetière était encore lugubre à cette heure matinale. La fosse se trouve à l'extrémité sud de l'entrée, à proximité du mur d'enceinte. Elle occupe un grand espace. Habituellement, hormis les week-ends et les jours de fête, il y a peu de personnes dans les cimetières. Le nôtre n'échappe pas à la règle. Mais ce 30 août était un jour spécial. C'était la journée internationale des disparus. Alors des membres de la Ligue des droits de l'homme, de notre association et d'autres ont tenu à marquer de leur présence cet événement. Pas un officiel, pas un journaliste et c'est heureux, car nous abhorrons les falsificateurs, *hacha li ma yestahelch*, pardon à celui qui n'en est pas. Mes amis ont fait le tour des carrés, ont rencontré des familles. La présence de ces responsables, de ces hommes et de ces femmes engagés était fort réconfortante. Lorsqu'ils sont arrivés à ma hauteur je me suis levée pour les saluer. Nombre d'entre eux me connaissent. Je les ai accompagnés en échangeant quelques encouragements ou des informations. Au terme de la visite le responsable de secteur de la Ligue a fait une courte déclaration près de l'entrée du cimetière. A la suite de la cérémonie, courte mais émouvante, je suis revenue discrètement à la fosse commune, à l'écart des autres tombes. Sur certaines d'entre elles, derrière la fosse, des femmes accompagnées d'enfants se recueillaient en silence non loin d'autres encore, ouvertes, prêtes à recevoir les pelletées de terre humide se refermant sur un être de marbre dont il

ne demeure désormais plus que le souvenir. La fosse ressemble à un cratère recouvert dans la hâte. Une unique inscription indique pour tous : « X. Algériens. 1997. » Le corps de Mahfoud *Allah yerhmou* est peut-être enseveli sous la pancarte. Personne n'a pu me renseigner avec certitude. J'ai suivi les rumeurs qui disaient que là, dans ce cimetière d'El-Barki, étaient ensevelis les corps de tous les martyrs de la nuit du 22 septembre. Sur la gauche une rangée de tombes nouvelles, recouvertes de terre rouge et seulement de terre rouge. Les herbes folles qui s'enchevêtrent les unes dans les autres le long du mur, atteindront plus tard cette dizaine de tombes fraîches encore inachevées. Des pancartes difformes portent déjà un nom, un prénom. Sur certaines, gravés en guise d'épitaphe ou la complétant, ces mots résignés *« Inna lillahi wa inna ilayhi rajioun »,* à Dieu nous appartenons, à Lui nous retournerons. Un peu plus loin quelques tombes sont dallées, d'autres protégées par du ciment brut.

Ya Mahfoud mon ami tu n'aimais pas trop les anniversaires mais je suis sûre que si tu étais encore en vie tu m'aurais discrètement souhaité le mien en glissant dans ma main un parfum ou une enveloppe j'ai eu 43 ans il y a dix jours *ya* Mahfoud mon ami j'ai entendu ce matin ta plainte et la plainte d'autres innocents notre fils a été enlevé je te le rappelle aujourd'hui cela fait 682 jours qu'il nous a été ravi *rabbi yewkilhoum* que Dieu les damne où est notre fils je donnerai ma vie pour le retrouver dans notre cimetière ou ailleurs mort ou emprisonné mais le retrouver il me faut le retrouver et toi tu ne peux plus m'aider il venait de reprendre le collège recommencer la

deuxième année moyenne ce n'est pas grave son cartable est toujours posé sur son lit je n'ai rien touché depuis le premier jour la voiture s'est immobilisée devant la maison je l'entendais crier *yemma yemma* ils m'ont fait tomber l'un des hommes grouinait *hada el-ferkh weldek* en secouant Amine sans ménagement ils l'ont pris ils l'ont battu ils l'ont emmené Dieu est le plus grand Dieu est le plus grand ils l'ont fait disparaître je n'ai plus lavé les vêtements qu'il a mis les derniers jours pas lavé son jean pas lavé sa chemise bleue en coton pas lavé ses chaussettes elles gardent son odeur Amine mon fils son blouson noir est suspendu au même endroit sur le porte-manteau derrière la porte où es-tu Amine ô Dieu dis-moi où est mon fils la chair de ma chair

J'ai tout essayé pour retrouver Amine. Tout l'été j'ai erré de cimetière en cimetière : d'Avellaneda à Sidi-Rzine et à Cheraga, des Eucalyptus à Sidi M'hamed. Ils croient pouvoir m'user. J'ai erré de caserne en caserne : de Béni Messous à Hamiz, de Bouzaréah à Bourouba, à Châteauneuf. Ils ne savent pas que ma volonté peut venir à bout de leur force. Oui ils possèdent la force de nuire, ils ont le pouvoir de torturer et de tuer, ils ont la force et l'impunité. Mais ils savent ou ne savent pas que je suis dans la vérité, que l'innocence est de mon côté. Ils savent ou ne savent pas que c'est leur entêtement même qui me dissuade d'abandonner, qui alimente ma propre persévérance. Dieu veut que je souffre et je souffre, s'il veut que je meure, je mourrais, mais tant que battra mon cœur je ne me laisserai pas faire. Je roulerai ma volonté jusqu'au sommet de la plus haute de leurs montagnes. Elle retombera

peut-être, mais je recommencerai sans cesse. Mon combat vécu au jour le jour me comblera.

J'ai erré de commissariat en commissariat : de Bab-Ezzouar à Ben-Aknoun, d'El-Madania à Cavaignac. J'ai interrogé des gardiens et des gradés, des fossoyeurs et des hommes de main. Partout j'ai cherché Amine, en vain. Les couloirs lugubres de leurs administrations, les armes qu'ils affûtent contre les photos de nos proches me donnent de l'énergie. Je n'ai trouvé mon fils ni dans les prisons, ni dans les casernes, ni dans les hôpitaux, ni à la morgue, ni dans les cimetières. Il n'est mon Dieu ni parmi les morts ni parmi les vivants. « Au nom de Dieu le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux. Louange à Dieu, Seigneur des mondes. Le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux, Maître du Jour de la Rétribution. C´est Toi que nous adorons, et c´est Toi dont nous implorons secours. Guide-nous dans le droit chemin, le chemin de ceux que Tu as comblés de bienfaits, non pas de ceux qui ont encouru Ta colère, ni de ceux qui s'égarent. » Je l'ai juré ce matin devant les tombes d'inconnus, je te le jure de nouveau *ya* Mahfoud mon ami dans ce micro, je le jure devant Dieu le Tout puissant, je le jure qu'ils ne m'auront pas, sinon par la mort. Mes veines sont abreuvées par leur arrogance, par leur violence. J'irai jusqu'au bout de moi, jusqu'au bout de ma mort, qui est là près de moi, derrière moi, qui me pince, qui me poursuit comme elle les pince et les poursuit eux aussi, mais autrement. Personnellement je m'affranchis du pouvoir de cette mort qui me poursuit, qui me pince, et je le dis ici-même, la tête froide, car je n'ai d'autre obsession que celle de retrouver mon enfant, mort ou vivant, alors qu'eux ils suspendent leur vie à

des crochets aussi ridicules que grotesques et insignifiants que sont la gloire de la force et celle du pouvoir. Ils pataugent dans l'avoir, le pouvoir et la puissance qui les gangrènent, alors que je suis guidée par l'être, la dignité et la justice. Je suis condamnée à chercher la vérité. Tant que je vivrai, je la chercherai, c'est la seule réparation que je demande. Après, Dieu Tu es seul juge. Ô Dieu guide-moi dans ma quête, fais que je ne sombre pas dans les méandres de la folie. Nous sommes près de dix mille mères ou épouses, peut-être plus encore. Le temps est notre allié. Il travaille pour nous. Aujourd'hui pour nous les mères ou épouses de disparus, et demain pour leurs frères, leurs sœurs ou leurs enfants. J'en suis convaincue. Il ne peut en être autrement. Nous ne les laisserons jamais échapper à la vérité. Si celle-ci est exclue de notre horizon, si la justice est reniée, alors oui le temps embrumera notre histoire et celle de nos enfants, il les trahira même. Alors les mêmes histoires, les mêmes drames et les mêmes douleurs se reproduiront demain, ou dans dix ans ou dans cinquante, car les mêmes causes produisent les mêmes effets. C'est pourquoi nous devons obliger le temps à s'enrouler sur lui-même, jusqu'à la source de l'événement, jusqu'à la première vérité et faire qu'elle soit admise par la communauté. Notre recherche de la vérité ne peut pas être vaine. Le temps comme la vérité sont avec nous. Aucun colonel, aucun général, aucune hiérarchie étoilée ne peut quoi que ce soit contre la vérité ni contre le temps. La vérité et le temps qu'elle chevauche emporteront tout colonel, tout général, toute hiérarchie étoilée ainsi que tous leurs semblables, tous les émirs, tous les assassins qui assassinent

au nom du pouvoir ensorceleur ou au nom d'un Dieu vindicatif, qui n'est pas Dieu, qui est l'autre image du *koursi*, du pouvoir, mais qui n'est pas mon Dieu. Je combattrai leur indignité, leur ignominie de toute mon énergie, pardonne-moi *ya* Mahfoud mon ami, de toute la force de mon dégoût, de toute la force de mes forces. Mon combat est juste et droit. Lorsque je me regarde dans le miroir, je ne trouve rien à modifier, rien à supprimer. Ni ma coiffure ni sa couleur, ni l'intensité de mon regard noir, ni la certitude que ma lutte pour mon fils est légitime pour ceux qui veulent me croire.

Les plaintes que j'entendais, venues du fin fond de la fosse, du fin fond des tombes, me font encore tressaillir et me donnent raison. Au nom de Dieu le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux. *Aoudou billahi min echaïtan erragim.* Ô Dieu, je me réfugie auprès de Toi contre Satan le lapidé. Contre tous les Satan. Non je ne suis pas seule.

23

Dans la nuit de lundi à mardi prochain, cela fera deux ans que Mahfoud a été assassiné. Égorgé. Et le président me demande d'oublier. Oublier Mahfoud. Cela fait 698 jours qu'Amine a été enlevé, qu'il a disparu. Et le président me demande d'oublier. Oublier Amine. Oublier Mahfoud. Le président a demandé cela le plus normalement du monde. C'était cet après-midi lors d'un meeting qu'il a tenu à la salle Harcha. Il a demandé à « toutes les familles éprouvées par le drame national » d'oublier. Oublier les morts. Oublier les disparus. « *Elli fat mat,* ce qui est passé est mort », a-t-il proclamé et puis, « vos enfants ne sont pas dans mes poches, il faut oublier et pardonner, il faut tourner la page ! » hurlait-il en martelant chaque mot, chaque insulte de son discours comme un forcené égaré par sa propre turpitude, pour nous intimider, nous impressionner ou nous ébranler. Il n'y a que les ignorants de notre monde, de notre vécu, ignorants de l'humanité, qui peuvent ainsi se comporter, ainsi insulter les disparus et leurs familles. Nous demander d'oublier c'est en somme nous bâillonner alors que des journalistes libres, des ONG internationales, des rescapés hagards, des déserteurs outrés, font état de l'implication directe ou indirecte des forces de l'oppression, forces de l'armée, de la police et des milices *patriotes* dans de nombreux enlèvements et assassinats. Le président veut-il ainsi blanchir les assassins ? Des journalistes téméraires et même plusieurs hommes politiques propres de chez nous, il y en a Dieu merci, ont dénoncé les nombreux assassinats et enlèvements commis par

ces forces dans l'obscurité. Amine n'a pas été enlevé par son ami, il n'a pas été enlevé par son maître d'école, ou par ses adversaires en football. Des voisins ont vu. Ses amis ont vu. Moi-même j'ai vu. Il a été enlevé devant moi, il m'a été arraché de la poitrine chez moi, dans ma maison. L'un des agresseurs m'avait dit : « nous te le ramènerons, c'est juste un contrôle. » J'ai bien vu les armes des ravisseurs. Et puis, le harki à la cicatrice tout le monde le connaît. L'un des criminels a crié « sécurité militaire » en blasphémant, que Dieu me mène sur le droit chemin et m'éloigne de Satan le lapidé*, aoudou billahi min echaïtan erragim.* Alors comment oublier ? Je ne peux ni oublier ni tourner la page. Je dois maintenir toutes mes forces en éveil, en mouvement, pour que ma mémoire l'emporte sur l'oubli. Si l'oubli vainc nos mémoires, alors ils auront gagné. Le président aura gagné, les siens et tous ceux qui répugnent à la vérité, à la justice, au droit, auront gagné. Mon combat doit s'incruster dans tous les instants de ma vie. Comment peut-on tourner les pages d'une histoire, belle ou atroce, sans lire une à une les lignes qui les composent, qui leur donnent vie, qu'elles soient noires, rouges ou blanches ? Et puis pardonner je veux bien, un jour peut-être, mais à qui précisément, au seul harki balafré ? Mais il n'a pas agi seul ce rebut, alors qui se cache derrière ces enlèvements ? Nos gouvernants ne veulent pas connaître la vérité, car ils se savent responsables, complices et coupables.

J'ai appris qu'une autre mère de disparu est morte. C'est la troisième en deux ans qui meurt de chagrin ou de vieillesse. Je dois à la vérité de

reconnaître que par moments je n'ai plus de goût à rien, tout en moi est au bord de l'effondrement, des parcelles de mon être s'effritent, prennent l'eau. C'est dans cet état lamentable que certains matins, sitôt bu le café noir, je sors de chez moi à la recherche désordonnée d'Amine. Pour que ma vigilance ne s'étiole pas. Pour que je ne m'effondre pas. Pour que les assassins, les ravisseurs et leurs complices rendent compte un jour de leurs forfaits.

24

Les jours passent sans se soucier du monde. Nombreux sont les gens qui ne s'en aperçoivent même pas, ou s'en indiffèrent. Ils n'ont peut-être rien à gagner, rien à attendre. Ils n'ont peut-être rien perdu. Ils se lèvent le matin comme ils se sont couchés la veille. Heureux ou pas heureux, ils ne se posent pas la question. Ils vont au marché, au travail ou flâner comme paissent les troupeaux de moutons ou de vaches qui ne s'émeuvent ni des trains qui passent à vive allure ni de leur propre devenir. Le soir ils reviennent chez eux comme ils en sont partis et mécaniquement dès la porte fermée appuient sur un bouton de la télécommande du téléviseur et boivent avant de se coucher heureux ou pas, sans se poser de question. Moi je ne me contente pas de regarder passer les jours et siroter les images et les bonnes paroles de la télévision avec passivité. J'observe les jours qui passent avec l'espoir, avec la certitude même que le moment venu l'un d'eux se présentera, différent de tous les autres. Un jour pas comme les autres viendra, affublé de ses plus beaux atouts. Un jour annonciateur de fêtes, de retrouvailles.

Le 19 janvier nous nous sommes retrouvées sur la Place de Mai. Le président de l'Observatoire officiel des droits de l'homme a déclaré cyniquement et sans honte que les disparus ont fui à l'étranger ou bien activent dans les maquis, ou bien encore ont été éliminés lors d'affrontements avec les forces de sécurité. Amine a été enlevé devant moi par des individus connus se réclamant ouvertement de l'armée. Je les entends encore comme si cela s'était passé

hier : « Sécurité militaire putain de votre Dieu. » C'est comme ça qu'ils se sont présentés et que Dieu me pardonne ce rappel, *staghfirou Allah*. Mais pourquoi les agents de l'Etat nous provoquent-ils ainsi ?

Nous étions une centaine, peut-être deux-cents à tourner autour de la place. Nous protestions, têtes blanches et hautes, contre le président, contre les généraux complices, contre la loi d'amnistie « non à la concorde civile. » Nous tournions lentement autour de la Place de Mai, toujours dans le sens contraire des aiguilles d'une montre. De temps à autre, des lointains balcons, des trottoirs ou de l'intérieur de véhicules pressés des encouragements fusaient timides ou déclarés, consolidant notre droit à la poursuite de nos revendications de justice et de vérité. Plusieurs de nos pancartes portaient d'ailleurs cette exigence

« Vérité et Justice pour les disparus ! »

Sur d'autres on lisait

« Où sont nos enfants ? »

ou

« Rendez-nous nos enfants ! »

Vérité et justice pour Amine j'ai mal à mon être j'ai pitié de moi je m'essouffle Amine allait à l'école ton cartable est toujours posé sur ton lit je n'ai rien touché depuis ce funeste jour pourquoi t'ont-ils visé je n'aurais pas dû céder mais que peut une femme contre une horde en furie je prie tous les jours pour qu'ils te relâchent tu es vivant tu ne peux être que vivant tu es dans quelle prison mon Dieu où se trouve-t-il 852 jours Hakim mon fils il est comme mon fils il m'aide comme il peut mais tous ces déplacements ces

lettres ces interventions à la mairie au palais de l'injustice à la préfecture aux commissariats je suis fatiguée je suis démunie ô Dieu protège mon fils Hakim la retraite pourquoi ils ne me versent pas la retraite de Mahfoud *Allah yerhmou* pourquoi des discours prometteurs mais toujours mensongers ils disaient à la radio et partout nous vous indemniserons menteurs je ne cherche pas des chemins inaccessibles aux humbles je veux juste me lover au creux d'une vérité aujourd'hui lointaine mais accessible je le sais et me laisser emporter par le vent jusqu'aux portes des menteurs et des assassins pour qu'ils lui fassent génuflexion Allah récompense de tes bienfaits Benchehida notre bien-aimé voisin un homme intègre solidaire des faibles c'est l'heure de la prière

25

Notre avocat, maître Khalil, que Dieu nous le garde, active sans relâche. Les intimidations ne le font pas reculer. Il est clair et répète la tête haute et droite : « il y a des milliers de personnes enlevées par les corps constitués, police, gardes communales, segments de l'armée… » Mais son honnêteté dérange. On en veut à notre avocat, on tente de l'intimider comme on tente d'intimider maître Yahyaten qui vient de recevoir des services fiscaux un redressement de 250.000 dinars d'impôts ! C'est juste ça ? Maître Khalil, lui, est menacé d'expulsion de son cabinet. L'Office de gestion immobilière tente de lui extorquer des fonds, tout cela parce qu'il défend le Droit, comme Yahyaten le défend. Parce qu'ils nous défendent, nous mères et épouses démunies de tout, parce qu'ils crient qu'il faut que les enlèvements exécutés par toutes les forces de l'oppression, par les services secrets, la police, les militaires, les milices *patriotes* et les officines de l'État soient reconnus comme tels. C'est juste ça ?

26

Ce matin, Nouria m'a remis un long mail qu'elle a récupéré au cybercafé. C'est Razi qui le lui a adressé. « Chère cousine m'écrit-il, j'ai participé la semaine dernière à la Première rencontre euro-méditerranéenne des représentants des familles de victimes de disparitions forcées, organisée par la FIDH en partenariat avec de nombreuses organisations dont la nôtre… Il faut que tu saches que notre combat permanent est soutenu sans relâche par des hommes et des femmes épris de liberté, de vérité et de justice. Ne baisse surtout pas les bras… Lors de cette rencontre, la grande Isabelle Adjani, qui, depuis des années, a pris à bras-le-corps la défense des familles des disparus, a fait une déclaration importante. Sa voix est forte, elle brisera le silence que tente d'imposer le régime algérien illégitime. Silence aussitôt appliqué par ses complices obséquieux dans la presse, dans l'administration. La voix d'Isabelle traversera les mers pour que nous soyons, pour que tu sois entendue. Voici ce qu'elle a dit avec une grande émotion :

« Les mères de disparus ne crient pas vengeance, elles refusent l'obscurité d'un deuil innommable, et cherchent à savoir ce qu'aucune mère ne peut vouloir apprendre. Dans l'ignorance et le silence, l'injustice elle-même n'existe pas. Condamnées à une double peine, elles luttent pour avoir le droit de pleurer. Ces larmes ne doivent pas être versées en vain : tout doit être fait pour qu'il n'y ait plus de mères de disparus. Écoutons leur témoignage et que le dernier silence soit celui de notre respect. »

Isabelle Adjani se démène avec générosité sans compter pour la recherche de la vérité et la justice.

27

Hier soir, je me suis allongée sur mon lit, mais le sommeil n'est venu que très tard. Je ne sais pourquoi mes pensées demeuraient fixées sur mon enfance. J'avais dû dire, faire ou entendre quelque chose en lien avec Bejaïa, mais de cela je ne m'en souviens pas. Je me suis revue toute petite, je n'avais pas six ans, nous habitions au deuxième étage d'un immeuble qui en compte cinq, à Bejaïa, à l'époque on disait Bougie, sur le front de mer, non loin du fort espagnol. J'étais assise dans un salon français, sur un tabouret haut et instable. Denise me faisait face et attendait patiemment mes réponses. Denise et ses parents, monsieur et madame Fabre, habitaient dans le même immeuble que le nôtre. Denise était mariée, son logement se situait au premier étage, celui de ses parents faisait face à celui des miens. Ils avaient deux ou trois pièces, je ne m'en souviens plus. Mes parents, mon frère et moi vivions dans une pièce unique. Denise devait avoir la trentaine, elle enseignait le français dans une école de la ville. Tous les matins elle quittait notre immeuble pour rejoindre son établissement.

A l'intérieur de l'immeuble il y avait une cour spacieuse, protectrice. Elle abritait les jeux des enfants les plus jeunes : marelles, cordes à sauter, *pignols* et *platicos*. Deux à trois fois par semaine, dès que nous rentrions, Denise de l'école et moi de la maternelle qui se trouve à huit cents mètres de notre immeuble, elle me demandait de prendre place sur un tabouret bancal et surdimensionné de la salle à manger de ses parents. Il était devenu par la force des choses, mon tabouret. « Prends ton tabouret », me lançait Denise en tendant

machinalement le bras, pour me signifier à la fois de prendre place et de lui remettre mon cahier de classe. C'est toutefois ainsi que je comprenais son geste. J'obtempérais, certes sans joie manifeste, mais persuadée que cette personne si grande, si avenante et si gentille qui me comblait fréquemment de sucreries et de petite monnaie, ne pouvait, par ces rituels exigeants, que me vouloir du bien. Deux à trois fois par semaine donc, nous bloquions toute une partie de la table de la salle à manger, sans nous soucier des désagréments que nous causions parfois à madame Fabre, sa maman, très âgée. La salle à manger ouvre directement sur la coursive surplombant la cour commune. Je tendais à Denise mon précieux cahier à spirale et à grands carreaux qu'elle prenait avec une délicatesse toute particulière aux enseignants méticuleux. Ces choses dessinées en rouge sur la marge par madame Congi, ma maîtresse, m'impressionnaient. Je savais que par elles, madame Congi exprimait un avis, une appréciation sur mon travail. Elle disait ma compétence en traçant des signes qui m'émerveillaient, même si je ne les déchiffrais pas encore. Ces choses qui ressemblaient à ces entrelacements de lignes, de paroles de Dieu, sculptées dans la vieille mosquée, m'étaient impénétrables. Elles étaient pourtant des lettres de l'alphabet français qui, collées les unes aux autres, formaient des mots. La plupart d'entre eux et d'entre elles me tenaient à distance et cela je ne l'acceptais pas. Denise, elle, arrivait avec une facilité qui, parfois, me déconcertait un moment, puis, en pensant : « elle est maîtresse elle aussi », je trouvais tout cela ordinaire et bien dans l'ordre des choses. Par la mimique qu'elle exprimait, par

le froncement de ses sourcils qu'elle exagérait, par le sourire qu'elle arborait ou par la quantité de travail qu'elle exigeait de moi par la suite, je comprenais bien sûr que ma maîtresse, madame Congi, appréciait ou non mon travail, mes pattes de mouches débordant d'encre. Pour ces raisons-là, parce que je n'arrivais pas à lire ce que madame Congi écrivait et parce qu'elle, Denise, les lisait naturellement, mais aussi parce que je trouvais injuste que mon père et ma mère ne disposent pas de cette capacité à reproduire ces signes, pour toutes ces raisons-là, telle une forcenée, j'avais décidé qu'il en serait autrement pour moi. Les jours, les mois et les années qui ont suivi, je me jetais sur tout ce qui ressemblait de près ou de loin à ces choses merveilleuses qui se présentaient à ma portée. Il me fallait à mon tour, je le ressentais comme d'un besoin vital, passer de l'autre côté du miroir. J'étais du mauvais côté, comme l'étaient, à leur corps défendant, mes parents. Il me fallait passer de l'autre côté, du bon côté. Passer de l'autre côté du miroir, de l'autre côté du monde. Passer du côté du monde du gribouillage au côté du monde où ces mêmes griffonnages se métamorphosent en paroles muettes, allongées sur du papier, attendant qu'on les réveille. Cette possibilité de traverser le miroir m'enchantait, m'excitait. Sans trop savoir pourquoi elle me rendait les personnages de Lewis Carroll, Alice, Kitty et leurs complices, mais aussi madame Congi qui leur prêtait sa voix, plus familiers. L'entêtement combiné de madame Congi et de Denise, mes premières maîtresses et probablement ma propre opiniâtreté, finirent par avoir raison, très modestement à l'époque, de l'obscurité de ces formes appelées lettres, de mon

obscurité. Après chaque séance je descendais de mon tabouret bancal et surdimensionné, levais des yeux souvent interrogateurs en direction de Denise, attendais le verdict qu'elle prononçait à chaque séance. Le plus souvent encourageant. Alors, elle se tournait vers le vaisselier derrière nous, tendait la main, ouvrait une grande boite à bonbons métallique *pastilles Vichy-État*, y puisait soit une ou deux sucreries, soit un ou deux francs qu'elle m'offrait en m'adressant quelques compliments. Heureuse, je filais alors chez ma mère qui m'attendait de l'autre côté de l'immeuble. La pièce unique de notre logement faisait face à l'appartement des Fabre. Je lui sautais au cou en brandissant la récompense et en rêvant de boite de cachous et de bâtons de réglisse. Alors maman devenait plus belle encore et pour un moment oubliait de regretter son douar perdu. Elle ouvrait grand les bras en clamant que j'étais la plus belle de toutes les filles *« Sahit ayelli ou lech taqchicht ichevhel am kemini. »*

Denise et son mari ont été enlevés le jour de la naissance de mon cousin Razi, le jour du cessez-le feu, par un groupe armé, identifié plus tard comme appartenant à l'OAS. Je n'ai plus jamais revu Denise. Denise aimait Guy de Maupassant. J'ai appris plus tard que l'écrivain français aimait Bougie : « une ville démesurée, éclairée dans la nuit… Elle donne quand on y pénètre l'impression d'une de ces mignonnes et invraisemblables cités d'opéra dont on rêve en des hallucinations de pays invraisemblables. »

28

Notre association, l'ADFDF, a recensé à ce jour 7023 disparitions forcées du fait des forces de l'oppression.

29

Tu as dix-neuf ans

Tu brûlais tout ton être d'enfant
Tu maintenais au loin l'horizon
N'est-ce pas

Je sais que de ta cellule, ton trou
Tu vois les charniers, entends les loups
Je sais

Je suis depuis ton départ, perdue
Je, est insensé c'est entendu
Sans toi

992 jours, ma perpétuité.

30

Ce matin, quatre jours après l'innommable, trois mille archets choyés avec amour et solennité ont fait geindre les cordes des violons et violoncelles de Satkin. De leurs doigts agiles et implacables à la fois, des musiciens assis au bord du néant, ont fait rendre aux instruments l'absolue douleur.

Ô combien est mienne cette infinie douleur new-yorkaise. Cette infinie douleur du monde.

N'étaient la foi qui m'anime et l'engagement qui m'exalte et m'épuise à la fois, la torture incommensurable que m'inflige l'absence de mon fils aurait eu raison de moi. Je sais que le chemin est encore très long, tortueux et incertain. Je sais que la guerre peut être gagnée comme elle peut être perdue. Je sais aussi et surtout la vacuité de l'adversaire lorsque ses convictions poussent sur la souille. Lorsque face à cette fange notre solidarité s'organise et tisse inexorablement ses liens, la vérité et la justice tôt ou tard surgiront comme un arc-en-ciel enjambant un soleil humide.

Aujourd'hui un pas important a été réalisé avec l'inauguration de notre siège national à Alger. Il est l'une des couleurs de l'arc. Il me redonne des forces, j'en ai bien besoin. Voilà plus d'un an que je n'ai parlé dans ce micro. Comment expliquer ce silence, je ne sais pas.

31

A l'appel de l'association de défense des familles de disparus forcés et du parti de Da-Lho *Allah ijazih,* que Dieu le récompense, je me suis présentée très tôt ce matin à Hydra, devant la représentation de l'ONU en Algérie. Il était 8 heures lorsque je suis arrivée et déjà une trentaine de personnes, des femmes pour l'essentiel, attendaient. Les forces de police étaient aussi présentes, prêtes à l'action. Notre association devait, à l'occasion de la 58° session de la Commission des Droits de l'homme qui se tient à Genève, remettre un mémorandum sur les disparitions forcées à monsieur Paolo Lomba, l'ambassadeur de l'ONU à Alger. Nos responsables avaient rendez-vous avec lui. Malheureusement les forces de l'oppression n'ont rien voulu entendre. Elles ont arrêté un de nos responsables et plusieurs d'entre nous. Au commissariat nous avons été traitées comme des prostituées et plus encore. Deux d'entre nous ont même été bousculées. Un agent a déchiré le voile d'une jeune femme. D'autres nous ont humiliées, injuriées et menacées de mort. Personnellement, parce que je m'élevais contre ces comportements ignobles, j'ai été menacée de mort. Les policiers ont photocopié nos pièces d'identité avant de nous relâcher à la suite de notre responsable. L'ambassadeur de l'ONU a compris la situation. Il s'est personnellement déplacé jusqu'à notre siège où on lui a remis le mémorandum. J'étais très fière de nous. Entre nous et ce pouvoir illégitime il n'y aura ni cadeau ni cessez-le feu avant que la vérité et la justice ne voient le jour. Ils ont pensé que la violence qu'ils nous ont opposée vendredi

dernier nous astreindrait à plus de retenue. Ils se sont trompés.

Le 15 en effet, nous étions des centaines de mères de disparus rassemblées pacifiquement à la Place de Mai. Nous avons été violemment réprimées par les forces de l'oppression : insultées, matraquées. Des portraits de disparus ont été déchirés et piétinés. Que Dieu maudisse les forces de l'oppression. Sur les pancartes brisées on devinait ces cris : « Rendez-nous nos enfants », ou « ni nouvelles ni tombe », ou encore « Où sont nos enfants ? »

32

En ce 1721ième jour, dans une chambre de l'île de la Cité le monde a ouvert les yeux, et prêté oreilles aux grondements venus du Sud

ils ont dit à la mère votre fils est un terroriste
elle a dit mon fils est sorti acheter du pain
ils lui ont dit votre fils est inexistant
elle leur a demandé ce que ce mot signifiait
ils lui avaient dit on n'a rien trouvé signez ici
la mère a supplié je l'ai enfanté rendez-moi son corps
il n'y a pas de corps
ni nouvelles ni corps *la khbar la qbar*
ils n'ont pas baissé la tête n'ont pas rougi leur loi les protège
ont-ils une âme à défaut de cœur
elle s'est tournée vers leur chef général il avait fui
ils entendront jusqu'au fond de leur propre éternité
Vérité et justice pour mon fils
leurs enfants imploreront pour eux pardon réconciliation
cette mère est notre sœur
Vérité et justice pour notre humanité

33

Cela fait maintenant cinq ans. Je suis une habituée. Je suis reconnue « mère de disparu ». On me montre du doigt et j'entends *« meskina »*, la pauvre ou *« mahboula »,* la folle. Je revendique ma folie. Je suis folle. J'oppose ma folie à leur raison. Je n'accepte pas la raison de nos gouvernants. C'est au nom de leur raison, celle de leurs intérêts, que mon fils a été enlevé. Je n'accepte pas cette raison au nom de laquelle on assassine, on fait disparaître des enfants. Et puis oui je suis folle, folle de mon fils, folle de la vérité, folle de la justice, depuis maintenant 1847 jours. Mais lorsque des gamins m'interpellent par ces mots, « la folle », « la pauvre », je ne réponds pas. Les enfants ne savent pas. Ils répètent ce qu'ils entendent à la télévision nous concernant. Je ne leur en veux pas, mais parfois je suis à deux doigts de les sermonner.

Les ONG et journaux internationaux ont considérablement fait avancer notre dossier. Cela me paraît beaucoup plus important, même si aujourd'hui dans mon pays, c'est plus difficile. Le pouvoir militaire demeure intransigeant sur les disparitions. S'il accepte qu'on en parle désormais, il refuse l'idée même de procès. Certains journalistes s'aventurent, superficiellement. Ils ne peuvent sous peine de sanction professionnelle ou autre aller trop loin. C'est comme le gaz, le pétrole ou la question de l'ancien Sahara espagnol annexé par le Maroc. Les journalistes ne peuvent aborder ces sujets que sur le mode du commentaire anodin ou orienté sur ordre de certains services. Selon maître Yahyaten les patrons du pays et de la presse ont aujourd'hui

le dos au mur. Ils ne peuvent plus continuer d'ignorer les disparitions forcées. Ils ne peuvent plus évacuer à tour de bras les articles des journalistes qui ont à cœur d'informer honnêtement. Grâce au fastidieux travail d'Amnesty, à l'acharnement de la FIDH, à la persévérance de HRW, à l'opiniâtreté d'Algeria-Watch, et à l'entêtement des familles elles-mêmes et des nombreuses solidarités en Algérie comme à l'étranger, la glace est brisée. Le tabou est tombé. Le dédain et la médiocrité ont perdu du terrain. Le travail et la patience paient. Mais le chemin est encore long et les résistances tenaces.

Hier, après la manifestation, la secrétaire de maître Yahyaten m'a informée que le juge d'investigation de Bir Mourad-Raïs que nous avions saisi il y a quatre ans pour arrestation et détentions illégales nous a enfin répondu. Il a écrit que l'enquête n'a pas permis d'obtenir de résultats sur les circonstances de l'enlèvement en précisant « c'est tout ce dont je peux vous informer ».

Il y a quelques semaines, ils m'ont même proposé un certificat de décès et des millions. J'ai crié que je voulais mon fils, pas leurs millions, « montrez-moi son corps s'il est mort ! » Dieu les damnera, *Rabbi yewkilhoum.* Ils veulent m'acheter « tiens et tais-toi maintenant » et clore mon dossier, voilà ce qu'ils veulent *wled el-hram,* ces enfants du péché. Lorsqu'il n'y a pas de témoin, ils disent « *Allah ghaleb* nous ne pouvons rien faire » et lorsqu'il y en a ils ferment les yeux, exigent le silence et se bouchent les oreilles. Ils veulent nous acheter alors que nous demandons seulement que la vérité et la justice soient établies. Pour boucler le dossier des disparitions forcées ils

proposent à chaque famille cent millions de centimes par disparu et un acte de décès *wled el-hram*. Un bout de papier pour oublier mon fils. C'est en raison de cette insulte majeure que nous nous sommes retrouvées hier près de leur Commission soi-disant des droits de l'homme. Nous étions plus d'une centaine, prêtes à marcher sur la présidence. Certaines d'entre nous portaient des banderoles sur lesquelles était écrit :

« Rendez-nous nos enfants ! »

ou

« Vérité et Justice pour les disparus. »

Mais à peine avions-nous avancé de quelques mètres, que nous étions bloquées par une armada de policiers armés et casqués. Une centaine d'hommes sur le pied de guerre contre des femmes pacifiques, la plupart âgées, implorant seulement vérité et justice pour leurs époux, leurs enfants ou leurs petits-enfants. Nous avons crié si fortement en répétant :

« Roudoulna wledna ! »

que certains ont été réellement impressionnés. Alors ils ont chargé, ils nous ont massacrées ces sauvages. Ils nous ont d'abord insultées puis nous ont frappées à coups de pieds aux jambes, à coups de poings au visage et à coups de matraques sur le ventre, sur la tête et sur le dos. Ils ont aussi frappé des journalistes qui prenaient des photos. L'un d'eux a été même menacé de mort. J'ai entendu un gradé lui lancer : « si tu écris un mot sur moi, je t'expédie chez ton Dieu ». Ces intimidations sont fréquentes hélas. Procède-t-on ainsi dans le monde autre que le nôtre ? Y a-t-il des barbares aussi barbares dans le monde autre que notre monde ? Ces tuniques obéissent aux ordres certes, mais ont-elles une morale, aussi

hésitante et fragile soit-elle ? J'ai honte pour ces lâches *Wallah el-adim,* ces lâches qui ne saisissent pas ou qui font semblant de ne pas comprendre que je ne demande rien d'autre que de revoir mon cœur, *kebdti,* mon fils Amine. Ils m'ont houspillée et ont détruit ma pancarte *Allah Yelânhoum,* puis ils ont piétiné le visage de mon fils qui souriait au photographe, qui souriait à quiconque le regardait. Son visage respirait la confiance. J'ai invectivé l'assaillant principal en fixant ses yeux de loups et en le menaçant de mon sac noir que j'agitais devant lui. Eux-mêmes et leurs maîtres n'ont pas de honte à attendre de moi, ni de faiblesse à piétiner, pas même de ressentiment légitime, ni de soumission à leurs ambitions prédatrices. Ils n'ont, dans l'ignorance des arrogants qui les étreint, dans la position de pouvoir illégitime qu'ils ont décidée inébranlable, ils n'ont que la force à faire prévaloir, que la souffrance des petites gens en perspective, qu'à pourfendre la justice et les justes. *Rabbi yewkilhoum*. Par leur violence aveugle ces forces de l'oppression censées représenter l'État et le citoyen, concèdent comme une victoire aux islamistes terroristes qui souscrivent au même registre de haine et de violence, et alimentent le feu de l'animosité ou même plus, font poindre de la haine dans le cœur des innocents que nous sommes.

34

Notre avocat maître Khalil, que Dieu nous le garde, active sans relâche. Les intimidations contre sa personne et sa famille se font plus pressantes. Ils ne lui pardonnent pas sa mise en cause répétée des services de l'oppression. Aujourd'hui il est menacé de mort. A l'extérieur de son cabinet de nombreux civils armés ne se dérobent même plus. A bord de véhicules banalisés ils le surveillent jour et nuit. Lundi, alors qu'il pénétrait dans l'immeuble abritant son cabinet, il a été insulté puis molesté. Selon un journaliste espagnol, maître Khalil revenait d'Oran où il avait assuré la défense d'un employé de la préfecture, déféré devant le tribunal pour avoir mis en cause un général dans un trafic de drogue international. Ils finiront par le faire taire, lui dont la santé est fragile. Mais la cause qu'il défend est juste, elle lui survivra, nous survivra. Hier il était à nos côtés, manifestant contre les tentatives d'affaiblissement de notre mouvement. D'un côté ils veulent intimider nos avocats, de l'autre ils nous proposent de l'argent et un certificat de décès de nos enfants, ces scélérats, ces sans nom, ces sans racine !

Le soir, après la manifestation, comme mardi, comme aujourd'hui et les jours prochains, je suis allée chez ma fille. Houria a accouché lundi d'un espoir qu'ils ont nommé Amel. Sans espoir comment vivre ? Houria a été retenue trois jours à la clinique. Je l'aide un peu, même si cela contrarie Hakim qui ne veut pas me voir peiner autant à la maison qu'à l'extérieur. Mais ce que je fais, je le fais malgré tout avec joie, une certaine joie. Je ne vais tout de même pas laisser Houria

seule. C'est vrai qu'il y a les voisines, c'est vrai qu'il y a Houda, qu'il y a Hakim. Mais la mère nul ne peut la remplacer. C'est ma conviction.

J'ai longtemps réfléchi. Hakim et Houria m'aident beaucoup avec le peu qu'ils possèdent. Nous sommes désormais cinq à dépendre du seul revenu de Hakim. Cinq bouches à nourrir, c'est beaucoup trop pour une seule entrée. Bien qu'il soit commerçant, Hakim n'est pas fortuné. Et puis, personnellement j'en ai assez de vivre à ses crochets. Je sais que s'il entendait cela, il se mettrait dans tous ses états. J'ai beaucoup réfléchi et hier j'ai lancé la question au milieu de la conversation, tard dans la soirée, après que les dernières voisines ont quitté l'appartement. Les mêmes voisines de palier qui viennent mettre la main à la pâte chaque soir depuis l'hospitalisation de Houria, et après sa sortie. « Il faut que je travaille. » Ce fut comme un cube pour court-bouillon, jeté dans une grande marmite d'eau tiède qui se met aussitôt à faire des ronds concentriques. Des ronds il y en a eu pendant plus d'une heure. Une heure au terme de laquelle Houria et Hakim ont fini par se ranger à ma décision.

35

Inna lillahi wa inna ilayhi rajioun. Notre cher maître et ami Ahmed Khalil est mort le six de ce mois d'une crise cardiaque. Il ne voulait pas mourir en Algérie « un Etat de non-droit » disait-il. Il est mort en France après avoir vécu pour la vérité. Il est mort en paix. La mort est inéluctable. L'important n'est pas d'essayer de l'éviter on perdrait son temps. L'important est de savoir si au terme de notre vie nous pourrons répondre à l'interrogation de notre conscience « oui j'ai vécu pour la vérité ». Tout le reste n'est que boniments et bagatelles. Maître Khalil a vécu pour elle. Nous étions peu nombreux le mercredi douze à son inhumation au cimetière d'El-Harrach. Il y avait des femmes. Une dizaine de mères, de sœurs ou d'épouses de disparus forcés. Traditionnellement les femmes n'assistent pas aux enterrements, du moins chez nous. Mais depuis l'inhumation de Kateb Yacine, en 1989, et plus encore depuis 1992 et les charrettes de morts engendrées par les conséquences du coup d'état, cette tradition incompréhensible a été lézardée. Maître Khalil était un homme droit, un homme de Droit. Aucun membre du gouvernement ne s'est présenté, heureusement, car notre regretté se serait retourné visage contre terre. Le jour même de son départ la FIDH a déclaré qu'elle « tient tout particulièrement à saluer son action en faveur des familles de disparus… Maître Khalil n'a cédé ni aux intimidations ni aux menaces. Il a contribué à la prise de conscience internationale des violations graves et systématiques des droits de l'Homme en Algérie. » *Allah yerhmou.* Nous avons lancé des youyous à la suite des dernières

pelletées de terre, puis nous avons entonné un chant patriotique *Min jibalina, D*e nos montagnes se sont élevées les voix des hommes libres, et nous sommes sorties précipitamment du cimetière, avant les hommes qui n'ont pas tardé non plus.

Lors de la manifestation de ce matin, unies par les mêmes douleurs, c'est surtout son nom que nous scandions en montrant haut nos calicots et pancartes

« Khalil Ahmed. »

J'ai retrouvé le grand et beau visage d'Amine grâce à l'aide de deux jeunes volontaires de la Ligue qui m'ont gentiment reproduit en grand format, et gratuitement encore une fois, sa photo d'identité. La première pancarte avait été détruite en novembre par des policiers en furie *Allah Yelânhoum*. Aujourd'hui encore ils nous ont sauvagement agressées. Nous étions plus de quatre cents venues de nombreuses *wilayas*, préfectures. Nous tournions silencieuses autour de la Place de Mai, occupant le terre-plein et une partie importante de la route, bloquant toute circulation. Nous brandissions des pancartes sur lesquelles nous avions collé les photos de nos disparus et celle de maître Khalil. Aux agents de l'oppression qui nous apostrophaient en rigolant « oh les folles pourquoi ne rentrez-vous pas chez vous ? » nous opposions dédain et indifférence. Nous marchions par petits groupes dans le sens contraire des aiguilles d'une montre comme si nous remontions jusqu'à la source même de notre malheur, jusqu'à l'enlèvement. Remonter le temps jusqu'aux minutes où tout a basculé et les fixer. Suspendre ces moments précis, alerter le quartier, encercler les agresseurs et leur arracher de la

bouche ou du cœur le nom et fonction de leurs chefs. Démasquer les criminels, les traîtres, les faire avouer pour comprendre. Comprendre pourquoi ils ont ciblé mon fils ? Ils m'ont enlevé Amine il y a de cela 1986 jours. Au nom de qui l'ont-ils enlevé et de quoi ? Mais encore une fois nous avons été malmenées par des CRS sans cœur. On les dirait étrangers à notre peuple ces gens-là. Quelques-unes parmi nous, les plus âgées, pleuraient en silence ou se laissaient tomber de rage ou d'impuissance. Un journaliste hollandais a été agressé et dépouillé de son appareil photo par un responsable de la police. Si ce n'est de la pure lâcheté qu'est-ce ? Et les lâches sont nombreux ici qui gravitent autour de leurs maîtres.

D'autres lâches d'autres forces identiques dans leur barbarie républicaine poursuivent un homme d'un certain âge qui avance en titubant sa main droite crispe son épaule gauche comme pour atténuer une douleur et il pleure sans retenue un jeune homme qui tente une fuite désespérée est rattrapé et jeté dans les eaux noires et glacées de la Seine octobre noir octobre glacé un autre homme essaie de franchir un muret haut d'un mètre à ses côtés un quatrième est allongé tout autour une mare de sang s'étend dans l'indifférence policière et des autobus bondés ralentissent sans s'arrêter sur le devant desquels il est écrit comme en 1942 Service spécial

J'entends encore crisser les pneus de la camionnette qui s'immobilise devant la maison. Amine crie. Une ou deux heures auparavant il était rentré en courant. Je ne lui avais pas demandé d'où il arrivait. A cette question il

répondait souvent qu'il était juste à côté. Amine est allé directement au réfrigérateur pour se servir. Il a pris deux portions de Vache qui rit et un morceau de pain, puis il est ressorti comme il est rentré, en courant. J'aurais dû le retenir et je ne l'ai pas retenu. Une ou deux heures plus tard les forces de l'oppression l'enlevaient.

36

Voilà des mois que je suis à la recherche d'un travail. Secrétaire, cuisinière ou femme de ménage. Toutes mes démarches ont échoué. A l'exception d'une malheureuse expérience au début de cette année, je ne reçois que des promesses. En janvier j'ai travaillé à Bab-Ezzouar chez un grossiste en matériaux de construction. C'est un des hommes influents de la région. Réputé homme de cœur et pieux. Sa longue barbe teintée de henné, son *kamis* blanc immaculé et son assiduité aux premiers rangs de la mosquée rehaussaient sa renommée. Il semblait vouloir m'offrir toutes les garanties en termes de salaire, de confort, de sérieux et d'autonomie dans le travail : réception du courrier, traitement, classement, ainsi que l'entretien des locaux deux fois par semaine. Cet individu s'est révélé n'être qu'un saligaud de première classe, un hypocrite. Au cinquième jour il commençait à se métamorphoser, ou plutôt à se découvrir. Il a commencé par me demander de lui servir du café tous les matins, puis me proposait de m'en servir. Il m'encourageait à agir comme si j'étais chez moi. « Nous sommes entre nous » me disait-il sur l'air de la confidence. J'avais à peine reçu mon premier salaire, qu'il me proposait de travailler après les heures légales, s'engageant à me raccompagner à Benatallah « ou ailleurs » souriait-il le fils de chien. J'ai décliné son offre bien évidemment, mais il est revenu autrement et plusieurs fois à la charge. La goutte a débordé du vase, le jour où il s'est autorisé à m'effleurer de son gros corps adipeux et dégoûtant, faisant mine, planté derrière moi, de lire en même temps que

moi un courrier que j'avais entre les mains. Un gros porc vicieux. Son souffle nauséeux m'asphyxiait. J'étais au bord de l'évanouissement. Je n'ai pas de honte à raconter ces événements dans cet appareil, car ils sont la vérité, et pour ce qui me concerne je n'ai enfreint aucune règle. Dieu m'est témoin. En fin de journée j'ai quitté discrètement le bureau et l'entrepôt. Je n'y ai plus remis les pieds depuis. La semaine suivante je reprenais mes recherches. Je n'ai rien dit à personne de cette affaire, pas même à celle qui m'avait introduite chez cette fripouille, ce saligaud, fils de l'engeance maudite. Pas à Hakim. Pas même à Houria. Je ne veux pas les détourner de leur nouveau bonheur.

Amel a maintenant quatre mois et demi c'est un joli poupon Amine à son âge faisait les mêmes grimaces Amine mon fils tu es un homme aujourd'hui à vingt-deux ans à cet âge on est grand et fort 1986 jours tu serais un grand joueur de football tu joues peut-être au football tu penses à nous tu te fais inutilement du soucis pour nous et tu as raison de t'inquiéter comme nous nous inquiétons de toi ta sœur Houda aura bientôt quinze ans et tu penses à elle je sais que tu penses à Houda comme elle pense à toi ses yeux son visage parlent plus que sa bouche tu sais qu'elle est la meilleure de sa classe la directrice m'a dit qu'elle sera félicitée pour tous ses travaux cela me rend fière elle est grande maintenant elle retournera à la maison Hakim est d'accord Houria aussi ça leur fait de la peine mais ils comprennent et puis ils ont maintenant Amel ah mais tu ne connais pas Amel tu sais les yeux le cœur et l'esprit de Houria et de Hakim sont tous orientés

vers leur fille je les comprends en septembre Houda entamera la première année secondaire toujours à El-Barki elle sait prendre le bus elle est grande maintenant c'est pourquoi elle pose de plus en plus de questions qui nous gênent parfois car nous sommes dans le désarroi tu sais je n'ai pas touché à tes affaires ton cartable est toujours posé sur ton lit je n'ai rien touché depuis le premier jour je t'entendais crier tu criais *yemma yemma* l'un de tes ravisseurs meuglait grouinait *hada el-ferkh weldek* pardonne-moi en te secouant sans ménagement je n'ai plus lavé tes vêtements pas lavé ton pantalon gris pas lavé ta chemise bleue en coton pas lavé tes chaussettes ils t'attendent comme nous t'attendons ô mon Dieu si Tu m'entends fais un geste pour mon fils

37

Dans notre village une rumeur folle s'est propagée. Elle attribue à un groupe de jeunes de Haouch Miloud, dont Merwan ferait partie, l'attaque il y a une semaine d'un convoi officiel en plein centre d'Alger. Il y avait eu plusieurs blessés graves. Cela explique que toute une partie de notre village soit encore plus infestée de militaires que d'ordinaire. Ils le sillonnent nuit et jour.

En accompagnant Houda au lycée j'ai rencontré la maman de Merwan. Son fils a été relâché lundi après avoir été détenu pendant deux jours dans une caserne. La pauvre. Elle reconnaît à demi-mots que son fils a changé, mais elle refuse ces allégations qui font de lui un criminel. Je la comprends, mais je dirais personnellement que Merwan n'est hélas plus très recommandable. Nombre de ses anciens camarades l'évitent désormais. Et puis il y a trop de rumeurs pour que ce ne soit que fumée.

Ce matin nous étions plus de deux cents femmes à manifester devant le siège de leur Commission des droits de l'homme. Certaines sont venues de loin, en taxi collectif, en autocar et même en train. Comme à chaque fois nous avons brandi nos photos. Les plus âgées souffrent de maladie, de vieillesse. Mais toutes nous souffrons de tristesse accablante. Depuis janvier plusieurs mères de disparus sont mortes et enterrées dans l'indifférence officielle et médiatique.

Samedi dernier le président a annoncé la mise en place d'une commission spéciale, reconnaissant de fait que l'Etat est responsable de notre drame.

Mais la Ligue des droits de l'homme de maître Yahyaten juge que cette décision est insuffisante. Elle propose qu'une commission d'enquête internationale soit mise sur pied pour faire la lumière sur les disparitions forcées en Algérie. « Défendre la cause des disparus, c'est défendre le droit, la vérité et la justice » déclare la juste ligue.

38

Nous étions au milieu des années 1950. Le ciel s'assombrissait sur les douars de mes ancêtres, chaque année un peu plus depuis des décennies. Les plus jeunes, les plus robustes, les plus fiers des hommes de nos tribus, ne sont pas revenus de la Grande guerre. La terre des Ouzellaguène ne donnait presque plus, ses entrailles souffraient le martyre et Dieu avait mes aïeux à l'œil. *« I qarn rvataâch igdhed ar ouammar tegourth ».* Le quatorzième siècle arrive à grands pas, souriait mon grand-père, goguenard, à près de cent ans de vie agitée, bientôt passée. Mais une malédiction brutale s'est abattue sur les miens sans attendre le siècle de tous les malheurs, le siècle Quatorze. Mon grand-père, dans son dénuement extrême, souriait toutefois. Il disait que la vie renaissait meilleure et plus belle après les cataclysmes. Toute sa vie pourtant a été forgée dans la catastrophe et dans la douleur, une douleur indicible, mais réelle, celle de ne pouvoir être soi, librement. Mais il souriait « *Rabi adhihassev el koffar ».* Dieu punira les colons. La fin d'un monde prédisait-il, pas la fin du monde comme croient les innocents et les ignorants. Il était impitoyable mon grand-père.

A la fin de l'été de cette année-là, un terrible tremblement de terre a ravagé toute la région du djebel Ounari. Plusieurs milliers de vies humaines se sont brisées brusquement ou ont cessé. Des dizaines de villages ont été emportés, Ifri le premier. Toutes sortes d'épidémies se sont propagées alors. La chaleur exceptionnelle du sirocco qui a suivi anachroniquement, a fait aussi de nombreuses victimes. Dans ma famille et

probablement dans bien d'autres, une autre catastrophe pointait cette année-là, s'ajoutant aux premières : la naissance d'une fille. Dans ma famille, mon père, mon grand-père, mes oncles, mais aussi ma grand-mère et mes tantes et le gourbi tout entier attendaient que ma mère accouche d'un deuxième garçon pour jeter un sort définitif à toutes les malédictions. Mais hélas pour eux, c'était moi qui pointais mon crâne mou et lançais mon premier cri de révolte. Et cela a été insupportable aux mâles. Lorsqu'un garçon naît on ameute traditionnellement tous les hommes du village d'un côté et toutes les femmes du village de l'autre. Il n'en a rien été pour ma naissance comme pour toutes celles qui m'ont précédée. Les hommes ont déguerpi dès l'annonce de ma venue. Ils ont prétexté sans rougir du mensonge, que l'environnement et la situation de la nation interdisaient toute fête. Les colons, le tremblement, le sirocco, la misère… Et moi. Il leur fallait réagir. Les calamités s'entassaient sur d'autres calamités. Ma mère pleurait souvent. Cette fois-là elle a pleuré plus longtemps encore parce qu'on lui reprochait d'avoir donné une fille plutôt qu'un héritier, dans le silence et la cachotterie, et cela a été pire que tout. Aucune de ses tentatives d'explication n'a trouvé grâce ou d'écho, pas même, surtout pas, auprès de mon père. Ma mère pleurait aussi parce que c'était l'occasion d'aller vivre quelque temps chez ses parents, une occasion ratée. Mon père, de honte, a refusé tout déplacement. Honte d'avoir eu une fille et honte d'avoir à affronter le beau-père – mon grand-père maternel – devant son épouse – ma mère – qui ne le méritait plus, lui l'homme, chef de famille, honte de présenter à ce beau-père

– mon grand-père maternel – son petit enfant, une fille – moi –, *hachakoum* disait-on, que tous deux n'ont jamais espérée. Longtemps j'ai eu honte d'être née fille, longtemps j'en ai voulu à ma mère. Puis, longtemps j'en ai voulu aux hommes du monde entier.

Nous étions en 1956, le 20 août. C'était l'année du sirocco, l'année des malédictions, l'année de l'espoir aussi. Trois ans plus tard nous déménagions. Plus tolérante, Bougie nous a accueillis à bras ouverts. Aujourd'hui, quarante-huit ans plus tard, ma rancœur s'est beaucoup atténuée. Je peux même dire qu'elle a disparu. Aujourd'hui je comprends mieux. Les pesanteurs sociales comme les oppressions peuvent mener un peuple à sa ruine ou, par des chemins inattendus, déclencher un sursaut pour le fédérer vers le meilleur ou le moins pire. Nous avons le pire hélas depuis 1962.

39

La profondeur de la souffrance qui m'a engloutie ne se mesure et ne se lit qu'en partie dans mes yeux asséchés sur mon visage dévasté sur mon corps inerte ma souffrance imprègne les moindres fibres de mon cerveau des neurones elle commande ma parole qu'elle taillade elle commande mon manque d'appétit ma vie n'est qu'une fausse vie que je ne dois toutefois pas abandonner parce qu'il y a mes filles parce qu'il y a Dieu qui me l'interdit parce qu'il ne faut pas abandonner Amine ils disent qu'il n'y a plus un seul détenu au secret où que ce soit dans un local sous contrôle de l'État ni à Blida ni ailleurs ni dans les camps du Sud ils disent cela qu'ils me disent alors où ils l'ont enterré qu'ils me montrent son corps la profondeur de la souffrance qui m'a engloutie taillade ma parole mon verbe comprenez-moi qu'ils me disent alors où ils l'ont enterré qu'ils me montrent son corps disais-je je ne crois pas ces *créants* ces *phémateurs* ma certitude première prend l'eau aujourd'hui ma conviction résignée me dicte qu'ils auront sur moi le dessus le *sident* de leur *mission* nous offre des millions sur lesquels nous crachons nos enfants ne sont pas à vendre avons-nous crié ce matin et lui ce *sident* offrirait-il son fils ou sa fille contre 500 millions

40

Hakim, Houria et leur enfant sont venus à la maison pour l'anniversaire de Houda. Elle a seize ans aujourd'hui même. Houria lui a préparé un beau gâteau aux pommes. Hakim lui a offert un coffret *bien-être* contenant un savon noir aux huiles essentielles, de l'huile d'argan pure et un parfum. Moi je lui ai donné un de mes livres fétiches qui m'avait en son temps fortement secouée. C'est Mahfoud qui l'avait acheté. « La Grotte éclatée » de Yamina Méchakra. Pour dire la vérité, j'ai dû m'y reprendre à plusieurs reprises. L'histoire est compliquée. Elle croise le monde réel, le nôtre, et celui de l'imagination. Ces deux mondes s'entremêlent dans l'esprit de l'héroïne jusqu'au bout de son possible. Jusqu'à la faire basculer, tomber. Houda avait déballé le cadeau, posé un doigt sur le titre du roman, l'a feuilleté comme une machine à compter les billets de banque et m'a demandé si je l'avais lu. Elle a laissé glisser le papier cadeau froissé et le bolduc. Puis elle a ouvert le flacon de parfum, s'est aspergé la nuque et le dos de sa main gauche qu'elle a porté sous son nez. « Maman regarde, tiens, sens, Lolita Lampe, ça sent la réglisse ! » dit-elle en me tendant la main. Elle s'est ensuite tournée vers Houria. Elle semblait fière et heureuse n'était cet éclat de glace, cette albe flamme révélatrice, nichée au fond de sa pupille. Amel, impassible au monde, malmenait les emballages de ses petits doigts. Elle les plaquait devant ses gros yeux, sa tête dansant sur ses épaules. Elle jetait les bouts de cartons, s'asseyait dessus, puis les reprenait, en en mettant quelques-uns dans sa bouche. Alors Houria intervenait et

cela déplaisait à Amel qui se mettait à agiter sans contrôle les pieds, les bras et la tête bien sûr. Amel joue tout le temps. Hakim était à l'extérieur. Assis sur un banc devant la porte discutant avec des voisins. Lorsqu'il est rentré il m'a demandé comment ça allait à La Poste. J'ai répondu que j'y étais satisfaite, *el-hamdoullah*. J'ai ajouté : « Que Dieu te garde et garde mes enfants, tu es comme mon fils devant Dieu ». Grâce à mon gendre je travaille. A la fin du mois je toucherai ma première paie. Elle englobera le salaire du mois ainsi que celui de septembre. C'est ce que le chef de service m'a dit. 85000 pour seize heures de ménage par semaine. Ca fait 3500 dinars environ par mois. Je suis contente. C'est mieux que rien. J'attends la retraite de reversion de Mahfoud. Hakim a écrit à la direction d'Algérie Poste à Alger, au début de 2003. Je venais de quitter le grossiste *Allah Yelânhou*. Hakim m'a raconté comment il a fait intervenir son ami Aoued, l'officier de police. Et comment, de connaissance en connaissance, il a réussi à sensibiliser un membre influent de la direction. C'est lui qui a décidé de me faire attribuer des heures de travail dans l'organisation.

Cela a dû lui en coûter à Hakim. Il n'aime pas ces situations où l'on doit procéder par piston. Je le connais, il n'aime vraiment pas. Cela a dû lui en coûter. Pour la pension de reversion il me faut patienter. Je fais le ménage dans deux succursales d'Algérie Poste : celle de Benatallah et celle d'El-Barki. Dimanche, lundi et mardi matin je suis à Benatallah, sauf ce matin. Jeudi matin je travaille à El-Barki ainsi que les quatre après-midi du samedi au mardi. Pour deux heures à chaque fois.

Les dernières années de sa vie mon mari a travaillé dans le bureau de poste de la cité des 2004 logements à El-Barki. Le défunt a trouvé un emploi à La Poste centrale d'Alger en 1972 juste après son premier retour de France. Il y est resté plus de dix ans avant de demander une mise en disponibilité. Peu de temps après sa réintégration en 1989, il a bénéficié d'une mutation comme chef de groupe. Houda n'avait pas encore un an. A El-Barki ou à Benatallah, tout le monde me respecte. Tout le monde connaît mon histoire, ma famille. Plusieurs collègues de la poste de Benatallah ont vécu le même calvaire que moi.

Hakim m'a aussi demandé si j'étais allée au rassemblement d'Alger. Oui j'y suis allée. Hier j'avais averti au travail que je m'absenterai ce matin. J'ai avancé que j'avais des démarches à faire… A six heures Houda et moi avons pris un minibus Karsan jusqu'à Kouba et de Kouba à El-Mouradia un taxi-*jamaï*. Nous avions rendez-vous au carrefour. Nous étions peut-être cent, peut-être deux cents. Houda n'a pas voulu aller au lycée. Elle m'avait avertie la veille « demain je manifesterai avec toi ». Elle avait discrètement préparé une banderole. Elle s'est entêtée, n'a rien voulu savoir. Elle a son caractère ma fille. Quand elle décide d'obtenir une chose, elle l'a. Il y a longtemps qu'elle souhaite manifester. Son désir s'est concrétisé aujourd'hui. Il y avait des mères et des épouses de disparus qui venaient de plusieurs wilayas du pays, parfois lointaines. La manifestation devait se dérouler jusqu'au siège de la *sidence*, malheureusement les forces de *pression* qui étaient beaucoup plus nombreuses que nous, nous ont empêchées d'avancer. Comme d'habitude les hommes casqués nous sont tombés dessus,

prisonniers de la haine qu'on leur a inculquée dans les écoles de formation tordue. Même notre présidente a été bousculée, malmenée. Une autre manifestante, madame Mokhtar, a été agressée par huit *liciers* casqués déchaînés. *Wled el-hram.* Les forces de *pression* ont arrêté une trentaine de manifestantes. J'ai eu peur pour ma fille. Elle aussi a été bousculée et la banderole qu'elle s'était tant appliquée à réaliser a été déchirée. Le rouge et le vert sur le blanc de l'étoffe révélaient :

« Rendez-moi mon frère ! »

En petits caractères elle avait précisé :

« Amine Zellag né en 1981

enlevé en 1997

par des miliciens et des militaires »

Il n'en restait que des bouts chiffonnés, piétinés. Ils savent pourtant que nous ne manifestons que pour réclamer vérité et justice pour nos proches. Nous ne demandons ni changement de régime, ni emprisonnement des généraux, ni leur départ, ni la démocratie. Nous ne cherchons que la vérité sur nos disparus. Le mien cela fait 2545 jours que je ne l'ai plus revu. Sept ans mon Dieu. Le temps d'une guerre, de son déclenchement à la paix. Amine a été kidnappé le 17 octobre 1997. Je garde de son visage les traits radieux tracés sur cette unique photo qui me reste de lui. Sa tête est légèrement inclinée. Je ne le vois que souriant, les cheveux taillés court. Ses oreilles sont bien dégagées. Son œil gauche est plissé et, comme l'autre, il est surmonté d'importants sourcils. Il était rentré, ce vendredi de malheur, tout essoufflé. Je ne savais pas d'où il arrivait. Lorsque je le lui demandais il me répondait invariablement *« kount ghir hna »*. Il a passé un bras sur son front et a foncé sur le

frigidaire. Il l'a ouvert d'un geste brusque, a furtivement regardé son contenu, a sorti une boite de fromages qu'il a ouverte, puis en a pris un ou deux morceaux. Il a pris du pain aussi, et il est ressorti en courant. Aussi vite qu'il était rentré. Pourquoi l'ai-je laissé repartir ? J'aurais dû le retenir. Je savais que la violence et même la terreur défiguraient nos journées. Pourquoi l'ai-je laissé ressortir ? J'aurais dû l'en l'empêcher. Mahfoud l'aurait-il empêché d'aller jouer ? et Hakim qu'aurait-il fait ? Je me demande ce qu'il aurait fait à ce moment-là. Et les proches des kidnappeurs que faisaient-ils ? Vaquaient-ils sereinement à leurs occupations routinières ? se doutaient-ils des méfaits que causait l'un des leurs ? Étaient-ils complices ? Dieu sait.

41

Au nom de Dieu le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux. Louange à Dieu, Seigneur des mondes. J'ai reçu la foi en héritage et je l'ai fait fructifier autant que j'ai pu. Je ne suis qu'un être faible comme tous les êtres. Il m'arrive d'être saisie par le doute, de ne pas comprendre que mes prières n'aboutissent pas, que Dieu ne les exauce pas, ne les entende pas. Je ne suis qu'une malade après tout, une malade qui attend que son médecin lui prescrive un remède contre le mal qui le consume à petit feu. Mais quel est mon mal mon Dieu ? Suis-je dans le questionnement légitime ou ai-je emprunté des chemins ardus, des pentes déconseillées ? Je n'ai pas les hautes connaissances qui m'auraient dessiné des voies intermédiaires, des voies de repos ou de patience. Je ne dispose que d'un amas de chiffres qui se nourrissent chaque jour depuis le premier. Ce dernier jour d'avril porte le numéro 2752. A la racine de ce nombre se trouve l'inqualifiable jour où Amine a été enlevé. Il était rentré, tout essoufflé. Comme il le fait souvent quand il arrive ainsi de l'extérieur, il s'est dirigé vers le réfrigérateur qu'il a ouvert. Il a pris deux ou trois portions de fromage. Il a coupé un morceau de pain et il est ressorti en courant. Je ne l'ai pas retenu. J'aurais dû le retenir, j'aurais dû l'empêcher de ressortir. Lorsqu'il est revenu, à la tombée du jour, il était poursuivi par une meute et criait tout son désespoir à qui voulait bien l'aider ou l'entendre.

Je garde son cartable toujours posé sur son lit je n'ai rien touché depuis ce premier jour quand la

voiture s'est immobilisée devant la maison je l'entendais appeler crier *yemma* les agresseurs m'ont fait tomber l'un des hommes meuglait *hada el-ferkh weldek* en secouant Amine sans ménagement ils l'ont pris ils l'ont battu ils l'ont emmené depuis je ne l'ai plus revu il m'a été volé par des prédateurs des *presseurs* quel est mon mal mon Dieu Tu es le plus grand ils l'ont fait disparaître je n'ai plus lavé les vêtements qu'il a mis les derniers jours pas lavé son pantalon gris pas lavé sa chemise bleue en coton pas lavé ses chaussettes ils gardent son odeur Amine mon fils

42

Les deux heures que j'ai passées au travail ne m'ont pas épargnée. Elles m'ont un peu plus exténuée. Toujours à remplir le seau d'eau froide, ajouter la Javel, plonger la serpillière froide effilée, la retirer, l'enrouler autour du balai-brosse pour le faire glisser de part en part sur toute la surface du bureau du chef, essorer plusieurs fois, changer plusieurs fois l'eau du seau, souvent pliée en deux la tête à une coudée du sol, car la serpillière ne tient pas trois minutes sur le balai. Recommencer avec le deuxième puis le troisième bureau, puis la grande salle de réception des clients. Et avec cela, jamais un mot gentil, un mot d'encouragement ou de gratitude. *Kraht.* J'en ai assez, assez, assez. Toujours des réflexions d'insatisfaction. J'en ai marre. C'est le même travail ingrat depuis un an. Je n'ai plus à me cacher que quelque chose a changé en moi. Depuis quelques mois je me sens très fatiguée au travail comme à la maison. Au début de l'été un médecin généraliste que j'avais consulté deux fois, m'a recommandé auprès d'un neuropsychiatre. Il a bien dit neuropsychiatre. Depuis, j'ai consulté le docteur Loumi, spécialiste des nerfs une fois en juillet une autre en août. Hier il m'a prescrit du Valium après une discussion de presque une heure, il m'a fait parler de tout, de moi, de ma famille, de mes voisins. Il a vite compris ma douleur. Il m'a ordonné deux comprimés par jour pendant trente jours. Il m'a dit que je devrais me reposer. Il m'a demandé si j'avais de la famille ailleurs en Algérie ou à l'étranger. Il a dit que pour mon bien je devrais changer de région ou aller dans la famille en France. Mais je ne suis pas

d'accord, si je suivais ses conseils j'abandonnerais mon fils.

Razi m'a raconté la soirée d'hier à Paris. Une soirée contre l'oubli qui a rassemblé beaucoup de monde et d'émotion. Il y avait la fille de Frantz Fanon, Harbi l'historien, et de nombreux responsables d'organisations de défense des droits humains. Des parents de disparus ont pris la parole. Razi m'a dit que le témoignage de B. Nacéra a été un des moments forts de la manifestation. Voici ce témoignage que je lis tel que je l'ai reçu. D'ailleurs il figure déjà dans le site Internet d'Algeria-Watch :

« Le lundi 29 juin 1998 à 11 h 30, une vingtaine de militaires et de civils armés ont débarqué dans la cour de notre maison à El-Harrach après en avoir défoncé le portail. Ils ont procédé à une perquisition puis sont repartis. Aucune explication ne nous a été donnée. Le soir, des voisins nous ont informés que notre père avait été arrêté dans la matinée près du marché. Le lendemain à 16 h 30, ces mêmes militaires et civils armés sont revenus. Ils nous ont embarquées, ma mère, ma sœur et moi, dans un fourgon blanc, après nous avoir bandé les yeux avec nos propres vêtements. Nous avons été conduites au centre de Châteauneuf et introduites dans des cellules individuelles. Ils nous ont forcées à nous déshabiller puis nous ont laissées avec nos sous-vêtements. Il était 18 heures environ. Une dizaine de minutes plus tard, l'un des hommes est venu extraire notre mère de sa cellule et l'a emmenée dans une grande salle où il y avait une dizaine d'hommes. Aussitôt ils se sont mis à l'insulter, à la gifler et à la fouetter avec un câble électrique. Plus tard ces mêmes hommes viendront dans ma cellule. Ils m'ont bandé les yeux pour me traîner vers la même grande salle. Ils m'ont rouée de coups et

insultée durant près d'un quart d'heure. Puis leur chef a ordonné qu'on me ramène dans ma cellule. Les tortionnaires feront endurer à ma sœur le même traitement qu'ils ont fait subir à ma mère et à moi : gifles, coups de poings, coups de pieds, injures et blasphèmes. Deux heures plus tard ils sont revenus dans ma cellule pour me conduire vers ce qu'ils ont appelé le laboratoire*, et qui est la salle de torture. De nouveau ils m'ont insultée, frappée, puis ont déchiré et arraché mes sous-vêtements. Les uns ont commencé à pratiquer sur moi des attouchements sexuels pendant que d'autres m'envoyaient des coups de poings et de pieds sur tout le corps. Tout cela a duré peut-être une heure puis ils m'ont jetée dans ma cellule. Ils reviendront pour m'emmener pour la troisième fois de la journée dans la salle de torture. Il était tard. Ils ont pratiqué les mêmes sévices que la fois précédente, accompagnés d'autres violences que je ne peux vous détailler.*

Vers 23 heures ou plus, j'ai vu mon père qu'on traînait dans le couloir. Il avait les jambes ensanglantées jusqu'aux chevilles. Sa barbe avait été totalement brûlée. J'avais des vertiges. Je me suis évanouie. Je ne distinguais plus la réalité du cauchemar. Le mercredi, aux environs de 16 heures, les tortionnaires ont fait sortir ma sœur de sa cellule pour l'emmener dans la salle de torture. Ils l'ont allongée sur une plate-forme en béton et lui ont ligoté les poignets et les chevilles pour qu'elle ne puisse pas bouger. Ils ont alors commencé à lui faire ingurgiter de l'eau sale avec la technique du chiffon, puis sont passés à l'électricité. Durant la même séance, elle sera violée avec une matraque, provoquant une hémorragie. Je ne l'avais jamais entendue ainsi crier. A ce jour les traces de tortures au niveau de ses jambes sont encore visibles. Tous ces supplices ont duré huit jours interminables. Durant toute cette période nous entendions notre père crier. Quelques semaines après notre calvaire

nous avons croisé deux de nos tortionnaires. Ils vendaient des sardines dans notre quartier à El-Harrach. Mon père, nous ne l'avons plus revu. »

43

Les jours et les mois passent sans que rien ne puisse les retenir. Les années même. Elles défilent au gré de mon attention marquée ou non. 2922 jours. Tristesse et colère alternent avec joie et douceur, m'amenant un jour à aimer une chose, une action, une idée, à les détester un autre, selon mes humeurs occasionnées par tel ou tel événement ou circonstance. Il m'arrive parfois, durant un moment, un instant, d'avoir le sentiment que mes prosternations sont vaines. Elles sont insuffisantes, je veux dire peu nombreuses et par conséquent inopérantes. J'ai parfois le sentiment qu'elles sont inutiles et le doute alors m'envahit, traversant mon être et mon corps de part en part. Un vertige m'enveloppe et m'asphyxie comme l'étreinte d'un boa. Les deux Valium quotidiens ne me servent à rien. Je suis rentrée de La Poste complètement vidée. Je ne supporte plus ce travail ingrat. La semaine prochaine je réclamerai au médecin un autre médicament, plus puissant. Là précisément j'ai envie de pleurer. Je n'identifie pas la raison précise. J'ai envie de pleurer sans raison. La fatigue peut-être. J'arrête le magnétophone.

44

Ma fille attend un deuxième enfant. Son ventre a l'arrondi d'une pleine lune tombant un soir d'été. Le gynécologue parle d'une quinzaine de jours. Une ou deux fois par semaine je passe la soirée chez elle. Je suis heureuse pour ma fille. Le mercredi soir Houda et moi restons jusqu'au lendemain. Nous prenons le café tous ensemble, puis je vais à mon travail. Houda n'a pas cours le jeudi, alors elle reste toute la journée à aider sa sœur, à s'occuper d'Amel, même si cette année scolaire est cruciale. Houda est une excellente élève, tous les enseignants sont d'accord pour dire qu'elle ira loin. Que Dieu la protège. Depuis la rentrée ses notes sont supérieures à quinze, quelle que soit la matière. Si elle évite les faux pas, ce dont je ne doute absolument pas, elle décrochera haut la main le bac à la fin de l'année scolaire. Mon souci c'est qu'elle s'intéresse de plus en plus aux disparitions forcées. Je dis « souci » non que je craigne qu'elle s'écarte de sa scolarité, mais parce que dans ce pays on peut se trouver brutalement confronté à un danger alors que rien ne l'indique, rien ne le laisse supposer. Je ne voudrais pas la perdre à la suite de son frère et de son père. Hier encore, elle a choisi de s'absenter des cours pour manifester.

Nous étions plusieurs centaines, beaucoup plus que le dix décembre. Nous étions rassemblées devant leur *mission* soi-disant des droits de l'homme, place Addis-Abeba. Les slogans et pancartes étaient très nombreux :

« Gouvernants de notre pays,
rendez-nous nos enfants. »

Nos enfants ont été enlevés par les forces de *pression* et le *sident* de leur soi-disant *mission* prétend que les disparus sont « des faux disparus. » Cet homme-là est une girouette. Comment pouvons-nous lui faire confiance. Il y a quelques mois ce *sident* écrivait dans son rapport qu'il y avait plus de six mille cas d'enlèvements dont la responsabilité relève des agents de l'État, et aujourd'hui il dit qu'il y a trois mille faux disparus ? S'il a des preuves qu'il les avance ! Le portail de la *mission* est resté fermé tout le temps que nous étions sur place. La demande d'audience formulée par madame Yousef Bonafi est demeurée sans suite. Quel dédain ! Alors nous avons continué jusqu'à la sortie des bureaux. Nous nous sommes disposées en deux groupes face à face séparés par un couloir suffisamment large pour laisser passer les employés. Et nous scandions les slogans de nos banderoles :

« Houkam bledna roudoulna wledna »

« Vérité et justice pour les disparus ! »

Comme il est triste de constater que l'histoire négative se répète aussi parfois. A la Ligue on nous a appris que l'on traitait les mères de disparus Argentins de folles, *« las locas de Plaza de mayo. »* L'Histoire avec un grand H, elle aussi se répète parfois. Voilà pourquoi nous, parents de disparus, avons l'espoir que nos Videla, que nos Bussi, que nos Agosti, finiront eux aussi dans la poubelle de l'Histoire. Nous avons l'espoir qu'un temps viendra où même leurs visages disparaîtront, leurs noms disparaîtront du fronton de l'histoire majuscule de notre nation, de notre pays.

Lorsque les employés ont refermé la lourde porte d'entrée, nous avons traversé la route

jusqu'à la place même et nous avons commencé à tourner. Nous marchions lentement dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. Il me fallait remonter le temps. Remonter jusqu'à ce vendredi de malheur d'octobre 1997. Pourquoi m'ont-ils enlevé Amine, au nom de qui, au nom de quoi ? Il faut que je sache. Savoir la vérité et rien que la vérité.

Amine était arrivé tout essoufflé ce vendredi noir. Il a poussé le portail, a traversé la cour, puis il a foncé sur le frigidaire. Il l'a ouvert d'un geste brusque. Il a furtivement regardé son contenu. Il a sorti une boite de La vache qui rit qu'il a ouverte. Il a pris quelques portions et il est ressorti en courant, aussi vite qu'il était entré. Il a pris aussi un morceau de pain. Je ne savais pas d'où il venait. Lorsque je le lui demande il me répond invariablement *« kount ghir hna »*. Je n'aurais pas dû le laisser repartir. Pourquoi l'ai-je laissé repartir ? J'aurais dû le retenir. Je savais que la violence et la terreur broyaient nos journées. Pourquoi l'ai-je laissé ressortir ? J'aurais dû l'en empêcher. Pourquoi m'ont-ils enlevé Amine, au nom de qui, au nom de quoi ? Il faut que je sache. Il faut qu'ils paient.

Avant de nous disperser madame Yousef Bonafi a déclaré, dans un mégaphone pour qu'on l'entende de loin, que nous mènerons le combat jusqu'au bout. « Nous ne nous laisserons pas faire a-t-elle dit, on nous demande de nous taire désormais depuis la mascarade du référendum, nous n'accepterons pas de réconciliation sur le dos des disparus forcés, nous alerterons le monde entier de Santiago du Chili à Johannesburg en passant par Buenos Aires, Prague, Berlin ! Ils veulent nous imposer leur Point final, mais ils

doivent savoir que nous nous battrons jusqu'à ce que la vérité et la justice vainquent ! Chères sœurs, chères mères, grands-mères, laissez-moi vous lire avant de nous séparer, laissez-moi vous lire ces vers du grand poète Argentin Gelman qui a tant souffert de la disparition de ses enfants enlevés par des militaires. Voici son cri d'espoir :

'Même s'ils deviennent fous, ils conserveront la raison.
Même si la mer les engloutis, ils resurgiront encore.
Et la mort n'aura pas de pouvoir.' »

45

Hier j'ai rencontré la maman de Merwan. Elle semblait assez inquiète. Cela fait deux semaines que son fils n'a plus donné de nouvelles. Elle m'a dit que cela lui arrive fréquemment de découcher, mais pas plus de quatre ou cinq jours de suite. Ce qui l'inquiète, c'est qu'il ne donne pas de nouvelles depuis quinze jours. Elle ne sait que faire. Elle est comme paralysée. Au poste de police, on lui a rétorqué que son fils était majeur. Qu'il avait le droit d'aller où bon lui semble, durant même un ou plusieurs mois s'il le souhaite. Le jour où il est parti, il l'avait embrassée à plusieurs reprises sur les joues, sur le front, et l'avait longuement enlacée. Cette emphase ne lui ressemblait pas, elle l'a bien étonnée, mais elle s'est gardée de lui en souffler mot. Aujourd'hui elle se pose bien des questions.

Ce matin docteur Loumi a renouvelé mon ordonnance. Il m'a prescrit deux comprimés par jour de Valium durant un mois et m'a formellement interdit de travailler. Il m'a arrêtée jusqu'à la fin du mois de janvier. C'est Hakim qui remettra l'arrêt maladie à mon chef. Mon combat est juste et droit. Je veux bien arrêter de travailler, mais abandonner la recherche d'Amine ne m'est simplement pas envisageable. Lorsque je me regarde dans le miroir, je comprends combien j'ai besoin d'aller jusqu'au terme de ma quête. Je ne trouve rien à modifier, rien à supprimer. Ni ma coiffure, ni sa couleur, ni l'intensité de mon regard, ni la certitude que mon combat est légitime pour ceux qui veulent me croire. Ils veulent que j'abandonne. Ils veulent m'intimider, ils me demandent, me somment parfois, d'arrêter.

Pourquoi abandonner ? Y a-t-il une mère digne qui enfante pour abandonner ? Je ne rougis pas devant mon miroir. Je ne trouve rien à modifier.

46

Le colonel Samir a dû fuir précipitamment le territoire français dans la nuit de samedi à dimanche, à trois heures du matin. Il s'était rendu samedi dernier sur la Côte d'Azur pour participer aux festivités de lancement d'une chaîne de télévision appartenant à l'un de ses proches. Les réjouissances s'étalent sur une dizaine de jours de folie.

Hier un journal écrivait en première page : « objet de trois plaintes déposées le vendredi 23 décembre par des victimes de la torture, le colonel Cheklal dit Samir allait tomber entre les mains de la justice française. Les avocats des victimes ont failli obtenir l'arrestation et le jugement en France du colonel sur l'ordre du Parquet de Paris. Le colonel n'a dû son salut qu'à sa fuite à la faveur d'un *ordre de mission* fictif, dans un avion spécialement dépêché d'Alger dans la nuit de samedi à dimanche. » Plus loin, le même journal ajoute : « ce colonel, un des grands patrons de la lutte antiterroriste, est décrit par des familles de disparus comme *un des parrains de la sale guerre* en Algérie ayant fait depuis 1992 plus de 200.000 morts. Pour éviter le sort de Pinochet en Grande-Bretagne ou du capitaine mauritanien Ely Ould Dah en France, le colonel Cheklal, est précipitamment rentré en Algérie. » Le journal conclut : « Le colonel Ali Cheklal est un ancien déserteur de l'armée française. Il a rejoint l'ALN, à Oujda en janvier 1962. A l'indépendance, il rentre à Alger. C'est un homme redoutable et redouté. Il est impitoyable envers ses adversaires. Il a gravi tous les échelons de l'armée jusqu'au grade de colonel. Il y a quelques années un ancien

président algérien avait avoué à une responsable politique, madame Houisa, l'existence *d'escadrons de la mort* aux mains de certains clans d'intérêts. Le nom de ce colonel aurait été avancé. »

Ce colonel n'a dû son salut qu'à sa fuite à la faveur d'un *ordre de mission* fictif. Mais demain ou dans un an ou dans dix, comment fera-t-il ? les ordres de mission comme leurs rédacteurs et leurs ordonnateurs ne sont pas éternels. Les colonels et autres gradés concernés pourront-ils indéfiniment se déplacer comme bon leur semble ? Rendront-ils justice dans leur pays, l'Algérie, ou en Europe ? Ce dont je suis convaincue c'est qu'un jour viendra où les autoroutes et aéroports se transformeront en impasses, et les palais dorés en nasses. Car ces tout-puissants, ces intouchables, ces hommes au-dessus des lois en Algérie, ne seront bientôt en Europe que des hommes parmi les hommes. Justiciables comme n'importe quel autre justiciable. Il suffit de s'armer de patience.

Le soir est tombé. Le soleil a emporté ses dernières lueurs. La nuit a enveloppé ce qui restait du jour. Elle neutralisera bientôt les bruits de la ville noire. Des chiens, probablement corniauds, hurleront à la mort comme chaque nuit jusqu'au matin de l'autre jour. Cet autre jour, demain donc, ma fille Houria ne fêtera peut-être pas ses 27 ans. Je me souviens encore du bonheur intense qui fut le nôtre, Mahfoud et moi, le jour de sa venue parmi nous, elle est notre premier enfant. C'était un jour bleu, saturé de chaleur et de soleil. Inoubliable décembre. Le printemps avait inondé ce jour d'hiver.

Pour l'heure des images en noir et blanc assaillent mon esprit. Elles sont troubles. Un mur haut d'un mètre. Un homme est allongé sur la

chaussée. Un autre titube. Il pleure de douleur. Il crie. Je l'entends encore. Je vois et j'entends crier mon fils *« yemma ! yemma ! »* La porte d'entrée est enfoncée. J'ai mal. Un homme aboie, il hurle « c'est ton fils ce bâtard ? » Il secoue Amine sans ménagement. J'entends encore « Sécurité militaire putain de votre Dieu. » Deux mille neuf cent quatre-vingt-douze jours. Des autocars spéciaux, noirs et blancs remplis d'hommes et de femmes, avancent au ralenti. Les lumières du J5 ont balayé une dernière fois ma cour puis ont basculé vers la route. Ils ont volé mon enfant. Un homme est allongé sur la chaussée, un autre titube, pleure de douleur.

47

Je suis rentrée d'Alger il y a une heure, sans Houda qui est allée chez Houria. Elle a bien besoin de son aide. Hier j'ai fait renouveler mon ordonnance. Docteur Loumi a prorogé mon arrêt de travail de deux mois et a modifié la prescription médicamenteuse. Je dois maintenant prendre quatre comprimés par jour de Valium durant trente jours. Après la consultation chez le docteur je me suis rendue chez ma fille. Comme je pressentais l'heure de vérité arriver, j'ai demandé à Hakim d'aller chercher un taxi, mais il a répondu qu'il n'y avait pas d'urgence. J'ai préféré alors passer la nuit chez eux avec Houda.

Ce matin, ma dernière et moi, nous nous sommes rendues chez l'écrivain public. C'est dit-on un jeune diplômé au chômage. Il écrit pour gagner sa vie, sans autorisation. Le bouche à oreille a fait de lui un incontournable. J'avoue qu'arrivée devant sa petite table en bois et sa machine à écrire usée, je n'ai pu m'empêcher de penser à Si-Saber. Il s'est peut-être exilé. Il a peut-être cessé de travailler. Il n'a plus reparu depuis des années. Il avait, disait-on, reçu des lettres et des coups de fil le menaçant de mort. Il n'était pourtant qu'un homme qui couchait sur papier les peines et les joies de ses semblables. Le jeune écrivain dont je ne connais pas le nom, m'a écrit une lettre à madame Louise Arbour du Haut-Commissariat des Nations-unies aux Droits de l'homme à Genève. Une lettre de cinq pages. Houda en a rédigé les grandes lignes, lui il les a détaillées et ordonnées : les circonstances de l'enlèvement d'Amine, les responsabilités, et même les enjeux des tensions et la nature du

pouvoir. Une longue lettre. J'ai insisté pour qu'il écrive qu'aujourd'hui cela fait 3023 jours que mon fils m'a été enlevé par les forces de l'Etat.

La lettre postée, nous avons suivi droit devant nous le grand boulevard le long du front de mer jusqu'à la Place de Mai, n'imaginant pas que d'autres mères seraient là. Nous n'étions pas plus d'une quinzaine. Aucune manifestation officielle n'était prévue. C'est peut-être l'habitude ou peut-être la foi qui a guidé les pas de chacune d'entre nous jusqu'à cette place. C'est ici que j'ai véritablement ouvert les yeux. C'est ici que des femmes et des hommes politiques pacifiques, épris de justice, nous ont appris à manifester, à résister, à découvrir le monde. Ce matin nous avons échangé quelques mots, puis machinalement, considérant que nous étions assez nombreuses, nous avons entamé nos rondes autour de la place. Des mères avaient déplié et brandi au-dessus de leurs foulards blancs des double-feuilles de grand cahier. Houda agitait la photo d'identité de son frère. Nous avons tourné et tourné encore lentement en scandant un unique slogan

« la khbar la qbar »

ni nouvelles ni tombe,

sous les applaudissements de quelques badauds compréhensifs, parfois sous des quolibets gratuits ou mesquins. Alors que nous entamions la deuxième heure, notre ronde a été interrompue par des sirènes qui se sont mises à hurler en même temps. Des fourgons passaient à vive allure par dizaines ; des camions de pompiers, de *lice*, de *darmerie* et de l'armée. Dans tous les sens. Une dizaine de *liciers* arrivés en toute hâte nous ont sommées de rentrer chez nous. Les rues se

vidaient… Nous n'avons pas attendu pour quitter les lieux. J'ai pensé que la raison du tumulte avait pour origine un match de football qui aurait dégénéré en bagarres ou en émeutes à la sortie d'un stade. Les Algériens donneraient leur vie pour un ballon, un étendard ou une équipe de football. Les avenues se vidaient à grande vitesse de leurs voitures. On se croyait en période de ramadan à quelques minutes de la rupture du jeûne, lorsque les adultes désertent prestement les places, les magasins et les rues pour rentrer manger. Houda paniquait, car la rumeur enflait. Quelques rares passants espéraient un nouvel embrasement comme celui d'octobre 1988, d'autres le craignaient. Nous avons attendu longtemps avant d'être prises en charge d'abord par une famille charitable qui allait à la Cité Garidi, puis par un taxi collectif qui nous a emmenées jusqu'à Aïn-Naadja enfin par un autre jusqu'à El-Barki, à hauteur du château d'eau de Diar el-baraka. Les chauffeurs, comme les clients se hasardaient à des conjectures sans fin et sans intérêt. Houda est montée chez sa sœur. J'ai attendu qu'elle pousse la porte d'entrée de l'immeuble et disparaisse derrière, avant de continuer mon chemin. Ici aussi les quartiers sont étrangement silencieux. Houda rentrera demain en fin de journée.

48

Je venais de réchauffer ce qui restait du tajine d'hier. Je pensais le finir après *el-icha,* la dernière prière. Je venais de poser les comprimés sur la table basse, près du verre d'eau. Dehors le village est comme enterré, seul le muezzin a osé un appel routinier. Au loin des chiens probablement errants hurlaient et hurlent encore à la mort. Par groupes entiers, les uns hurlent en direction du nord-est, les autres en direction de l'est. La couleur du ciel se transformait, bousculée par le diktat du soir qui s'installait. J'ai saisi mécaniquement la télécommande posée à mes côtés sur la *seddaria* pour hausser le son du poste de télévision. Il est souvent allumé. La télévision est comme une amie qui me tient compagnie. Je me sens moins seule. C'est une habitude, surtout lorsque Houda n'est pas là. Je venais donc de prendre la télécommande lorsqu'un bandeau clignotant en bas d'écran est apparu répétant le même mot : *ajil*, urgent, urgent, urgent. Depuis, des images montrent des bâtiments en feu et des dizaines de jeunes brandissant des barres de fer et divers autres objets. Lorsque j'ai reconnu Alger, aussitôt j'ai augmenté encore le son. Je suis devant ce microphone et j'entends de nouveau sur la chaîne Al-Jazeera cette phrase qui me stupéfie. Je l'ai entendue deux ou trois fois en quelques minutes, tiens, la voici [une voix dit : *« akadet wassaïlou eldjazaïria qtiyel el-aqid Ali Cheklal el-moussemma Samir… »* Les sources algériennes d'information ont confirmé l'assassinat du colonel Ali Cheklal dit Samir…] Le bandeau en bas d'écran continue de clignoter : *« ajil »*, *« ajil »*, *« ajil »*. Je n'en crois ni mes oreilles ni mes yeux.

Les images sont des archives et datent probablement d'octobre 1988. Elles montrent des bâtiments du FLN en proie aux flammes.

Dans mon ciel, constellé d'étoiles, se forment d'innombrables arcs-en-ciel. J'appuie sur la télécommande pour changer de chaîne. La speakerine de la télévision algérienne est gaiement vêtue d'un tailleur rouge. Prise de court par l'événement elle n'a pas eu le temps de se changer. La speakerine donc répète d'une voix monocorde, fortement imprégnée d'une grande douleur, contrastant avec son uniforme, avec mon ciel, comme si, au moment même où elle s'adresse à des centaines de milliers, peut-être à des millions de téléspectateurs, elle assistait impuissante à la disparition de toute sa famille. Pauvre femme. Elle dit : « *ala el-hadiya achar el-aqid Samir… fi dimati Allah* », à onze heures, le colonel Samir… Je change de chaîne pour revenir sur Al-Jazeera beaucoup plus crédible. La voix d'homme est grave, elle répète en boucle maintenant: « *akadet wassaïlou eldjazaïria qtiyel el-aqid… »* Et toujours ce bandeau qui barre une partie non négligeable du bas de l'écran. Il ne clignote plus. Il est permanent : *« ajil »*. Un intense clair de lune illumine toute la cour. J'avale mes comprimés, mais je n'ai plus faim. Mon téléphone sonne, je prierai demain.

———

On entend un bruit sec. Peut-être celui de la chute du micro ou du magnétophone qui continue toutefois d'enregistrer. Une voix dans l'appareil s'excite. Les paroles sont peu audibles. Sur fond de commentaires de la télévision on devine ces mots : *« tu es au courant… tu sais… est-ce que tu sais ? »* Fadia rit à gorge déployée et crie *« j'ai entendu, oui j'ai entendu, louange à Dieu, Seigneur de l'univers ! »* On discerne difficilement *« ta fille… ta fille… naissance… garçon appelé Amine… Qu'est-ce que c'est, qu'est-ce qu'on entend ?… Allô, je viens te chercher !… »* On entend des bruits de pas, rapides, lourds. Ils sont ceux de Fadia. Puis un autre bruit sec, lourd, accompagné d'un gémissement et d'une prière. Elle a dû glisser. Fadia pleure, gémit, répète plusieurs fois : *« el-hamdou lillahi rabbi el-alamine, »* Louange à Dieu Seigneur des mondes, Louange à Dieu Seigneur des mondes. La prière est suivie d'un youyou étrange qui déchire pauvrement l'air. On entend des va-et-vient, comme des portes qui s'ouvrent et se ferment. Elle dit : *« Mon fils, mon petit-fils, Amine ! »* Et toujours les commentaires identiques de la télévision : « a*kadet wassaïlou eldjazaïria qtiyel el-aqid Ali Cheklal el-moussemma Samir… »* Et Fadia qui fredonne étrangement : *« kifech n'qol, la vigne a perdu ses feuilles. Kifech n'qol, comment dire que, demain, dire que demain, Houda, demain, toi, demain toi Houda, ton frère Amine, 3023 jours, où est ton frère, toi demain, Houda. Mon petit-fils Amine. La vigne a perdu ses feuilles, elle les retrouvera bientôt. »* Elle semble lire, peut-être improviser, joyeuse. Elle répète *« demain, comment dire que, comment dire, ton frère Houda, 3023, tu es la vigne, ton frère la feuille. Je n'ai pas de haine, non, je suis heureuse, je suis heureuse. Non je n'ai pas de haine. »* Et de nouveau des

portes qui s'ouvrent et qui claquent. Et de nouveaux youyous étranges, de nouveau étranges. Les pas s'éloignent puis reviennent. Fadia semble danser maintenant. On entend *« allô, allô ? »* Et la cadence des pas, le claquement des doigts, des mains, qui marquent le rythme de la chanson. On entend Idir et Fadia qui l'accompagne :

Ayefk agimners isqaâdas afus a lalla
Yebwid asalas sakham ella j'duda
Aya Azwaw sou mendil awragh
La la la lalla la la
Aya Azwaw sou mendil awragh
La la la lalla la la…

———

POSTFACE

Le Collectif des familles de disparus forcés en Algérie et Amnesty International organisèrent le dix décembre dernier à Marseille, un meeting contre l'impunité et l'oubli, pour la vérité et la justice. La rencontre se déroula dans une grande salle donnant sur le Cours Julien. Nous étions plus d'une centaine de personnes, toutes acquises au combat des grands-mères, mères, sœurs et autres parents de disparus forcés en Algérie. A la fin de la manifestation mon amie N.D. me présenta des parents de disparus dont une jeune femme qui avait fait une brillante intervention une heure plus tôt. Nous abordâmes différentes questions liées à la situation politique et sociale en Algérie. Nous échangeâmes également à propos des révoltes qui secouaient plusieurs régions du monde arabo-berbère… Ayant appris que j'écrivais et que j'étais mobilisé pour le même combat qu'elle-même menait, la jeune femme me proposa de nous revoir.

Le samedi 24 nous nous rencontrions à la Brasserie petit Nice, sur la place Jean Jaurès. Je découvrais une jeune femme fière et sûre de la justesse de son combat. Une jeune femme fière surtout de toutes ces mères, qu'elle appelle affectueusement tantôt « mères courage », tantôt « folles d'Alger. » Durant notre rencontre il n'a été question que d'elles, ou presque. Le discours qu'elle avait prononcé le dix décembre remporta un succès tel que la salle lui réserva une standing-ovation de plusieurs minutes. Chacun des participants avait mesuré à leur juste valeur la

détermination et l'abnégation de cette très jeune femme, de toutes ces femmes.

Lorsque vint le moment de quitter la brasserie, Houda, c'est son prénom, ouvrit un grand sac sur lequel était écrit *I am a jute bag*. Elle en retira une volumineuse enveloppe scotchée qu'elle me tendit. L'enveloppe à bulles contenait le récit dont Houda m'avait longuement parlé durant notre rencontre. Elle dit : « le document vous appartient désormais. Si vous pouvez en faire quelque chose, faites-le. Faites-le pour nous tous. » Elle ajouta : « j'y ai consacré de nombreuses nuits blanches. N'hésitez pas à le corriger si toutefois vous le jugez nécessaire ». J'appréciai sa confiance, mais le manuscrit appartient à cette jeune femme, il est le sien pas le mien. Je tins à le lui préciser. Pendant les semaines qui suivirent notre deuxième rencontre, je relus le contenu de nombreuses fois. Nous travaillâmes le manuscrit ensemble dans toutes ses dimensions, tantôt à Paris où elle réside, tantôt à Marseille. Houda eut la gentillesse de me prêter les cassettes audio. A l'origine en effet ce récit avait été enregistré par sa mère, Fadia, sur cassettes magnétiques. C'est elle, Houda, qui en transcrivit le contenu. Cela lui prit plusieurs semaines, car Fadia s'y exprime essentiellement en arabe algérien. Elle lui consacra un temps énorme alors même que son statut d'élève-avocat lui recommande une grande mobilisation. La semaine dernière, d'un commun accord, nous jugeâmes que le témoignage était prêt à être publié, partagé. Mais au-delà du témoignage poignant concernant sa mère, Houda me dévoila une partie de sa propre vie.

En 2005, à 17 ans, Houda entame des démarches auprès du consulat français à Alger pour acquérir une carte d'identité et un passeport français. Elle les obtiendra l'année suivante, assez facilement, car bénéficiant du double droit du sol (Houda est née en France d'un parent Algérien, son père en l'occurrence, né lui-même en territoire français). En juillet 2006 elle obtient le Bac avec mention très bien. Aussitôt, encouragée par sa mère qui a peur pour elle en Algérie, Houda décide de poursuivre ses études universitaires en France. Quelques semaines plus tard, elle quitte Benatallah pour Paris avec l'intense désir de poursuivre le combat de sa mère avec des armes autrement plus puissantes et Fadia le savait.

A son arrivée, Houda est hébergée par Razi qu'elle appelle *khali,* mon oncle. Dès son inscription obtenue à l'Université Descartes, elle se mit à la recherche d'un job à temps partiel. Elle fut employée libre-service dans une grande surface, vendeuse en boulangerie, puis vendeuse et chef d'équipe dans une franchise Macdonald où elle demeura plus de deux ans et demi. En juin 2009 elle obtenait sa licence de Droit. Malgré un emploi du temps fort chargé, elle s'organisait de façon à participer aux différentes manifestations sur les disparitions forcées.

Jusqu'à septembre 2009 Houda a régulièrement envoyé de l'argent à sa mère. Elle remettait des euros à une famille amie qui réside à Paris. A Alger son beau-frère récupérait l'équivalent en dinars.

Depuis la fin de l'année 2006 Hakim avait pris totalement en charge Fadia qui donnait de plus en plus fréquemment des signes évidents de délires

schizophréniques, tenant des propos incohérents. Lorsque lui et son épouse s'étaient installés chez Fadia à Haouch Miloud, Houda et Houria n'en étaient que soulagées. Fadia devenait de plus en plus agressive. Elle continuait de participer aux manifestations des familles de disparus, mais beaucoup moins qu'auparavant. Son médecin traitant finit par lui prescrire un antidépresseur qu'au terme de quelques mois elle décida de ne plus prendre. En été 2007 elle fut internée durant deux mois à l'hôpital psychiatrique Boucebci à Kouba. L'année suivante elle fut de nouveau enfermée, également pendant deux mois. Le mercredi 30 septembre 2009, alors qu'une imposante manifestation des familles de disparus s'ébranlait de la Place de Mai, un déploiement massif des forces de l'ordre les a contraintes à des débordements. Des Ninjas couraient après les mères de disparus qu'ils insultaient et frappaient pour les disperser. Fadia avait réussi à se libérer des mains d'un policier et tentait de s'en éloigner en courant. Elle fut heurtée par une voiture des forces de sécurité qui prenait la Place de Mai à vive allure malgré la foule. Fadia a été transportée à l'hôpital Mustapha dans la voiture responsable de l'accident. Elle décédera le soir même des suites d'un traumatisme crânien.

Le lendemain Houda s'est rendue en Algérie, accompagnée de Razi. A l'aéroport, pour l'intimider, des douaniers ont entièrement fouillé Razi. On lui a posé mille questions : « où tu vas, pour combien de temps, pourquoi… » Razi est demeuré imperturbable. Le vendredi 02 octobre ils assistèrent à l'inhumation de Fadia au cimetière d'Avellaneda d'El-Barki. Razi a passé trois jours chez ses parents avant de prendre le

vol du retour. Ses contraintes professionnelles l'empêchaient de demeurer un jour de plus en Algérie. (Chez sa mère il récupéra une lettre qu'elle pensait avoir égarée. C'est lui qui l'a trouva enfouie dans une armoire parmi ses vieux effets personnels. La lettre est datée du 11 décembre 2008. Une lettre troublante que lui a adressée une suédoise qui le nomme *dad*. Bouleversé par le contenu de ce courrier qui le plongeait de nombreuses années en arrière, Razi décida d'aller à la rencontre de cette femme. L'année suivante, en novembre 2010, il s'envola pour Stockholm quelques mois après qu'il a failli laisser la vie dans un accident de voiture à hauteur d'un passage à niveau.)

Houda est restée plus de trois semaines en Algérie. Elle est retournée à Paris le 17 octobre. Dans l'avion elle ne cessait de se promettre de ne pas interrompre le combat qu'elle a engagé aux côtés de sa mère.

L'année suivante elle obtenait son master en Droit des affaires. Elle a travaillé tout l'été pour achever ses études sans difficulté notable. En octobre de la même année elle s'est inscrite à l'Institut d'études juridiques. C'est dans le cadre de cette formation qu'en ce mois de juillet 2012 elle achève son stage au sein d'un cabinet d'avocats. Si tout va bien « je croise les doigts » dit-elle, si tout se déroule comme souhaité, alors Houda obtiendra son diplôme d'avocate en octobre prochain.

Au mois d'août 2011 elle avait profité de quelques jours de répit dans son cursus pour aller rendre visite à sa famille. Elle est revenue avec les cassettes audio que lui a offertes sa sœur Houria.

Aujourd'hui, l'Algérie fête un demi-siècle de liberté. Houda est plus que jamais convaincue qu'il n'y a de liberté pour elle que dans la poursuite du combat qu'a entamé sa mère Fadia, le combat pour la vérité et la justice pour Amine son frère et par-delà lui pour toutes les victimes des disparitions forcées.

Marseille, le jeudi 5 juillet 2012.

A.H.

Romans et nouvelles d'Europe aux éditions L'Harmattan

ANALPHABÈTE-CONSEIL (L') – Roman
Jakobiak François
Un retraité fort actif, voulant en savoir plus sur le numérique, contacte un brillant ingénieur, spécialiste d'un étrange structuralisme informel à la SERTAZ, Services Tous Azimuts. Mais là, le numérique passe vite à la trappe et le narrateur, poussé par sa curiosité indélébile, se retrouve entraîné dans un tourbillon inattendu...
(22.00 euros, 218 p.) *ISBN : 978-2-296-96726-7*

BIBLIOTHÈQUE (LA) D'IMAGES – Roman
Poncet Patrick
Mattéo est médecin, spécialisé en fin de vie. Clara, sa femme, décède dans un accident. Il tombe en déprime d'amour, en destruction de vie jusqu'au jour où des phrases électroniques s'ajoutent au livre qu'ils avaient débuté ensemble. Des images égarées dans l'espace, stockées dans la grande bibliothèque du ciel, viennent troubler leur écriture... Entre science et poésie, ce roman nous entraîne dans un univers fantastique où la vie et la mort, l'espace et le temps, la lumière et les ténèbres racontent une histoire peu ordinaire.
(22.00 euros, 242 p.) *ISBN : 978-2-296-96691-8*

CLEOPÂTRE – Lot d'utopies emportées par le vent
Roman historique
Sauvy Jean, Turpault Marie-Josèphe
Les yeux fixés sur un avenir qui, sans doute, ne chantera pas, nous avons mis en scène, un peu sur le mode de la Commedia dell'arte, des personnages hétéroclites, « hétéroclites » mais que le sort et leurs préoccupations font se rejoindre sur les chemins de l'utopie bien concoctée. Ici et là, se laissant aller à cent et cent pérégrinations, ils peuvent nourrir leurs illusions et fredonner la saint-glinglin. Avant de se laisser reprendre, ou prendre, par les désillusions du quotidien…
(14.00 euros, 132 p.) *ISBN : 978-2-296-96086-2*

DE LIVRES EN ÎLES – Récit
Guyon Isabelle - Préface de Luc Hazebrouck
Pour ceux qui ont eu la chance de connaître l'ivresse de la lecture depuis l'enfance, aborder *De Livres en îles*, c'est faire naître l'envie de retourner sur le champ dans son grenier personnel, dans sa bibliothèque familiale, ou dans ses cartons de jeunesse. Bâti sur le terrain meuble des souvenirs, ce voyage poétique nous fait toucher du cœur l'importance de cet objet à la fois premier et sensuel, ordinaire et surprenant, essentiel et culturel, que fut, et qu'est sans doute encore, pour la plupart d'entre nous, le livre.
(17.00 euros, 168 p.) *ISBN : 978-2-296-96738-0*

HIVER GREC – Roman
Nissen Patrick
Stan, peintre à succès, s'offre un voilier et part avec Olga, sa compagne, dans les Cyclades. Yannis le skipper grec est aussi du voyage. Expert en cuisine et en mythologie, il est révolté contre l'Europe et peut-être aussi contre les hommes. Pour Stan, la vie à bord est oppressante. Au-delà du récit et des doutes du narrateur, ce roman nous invite à poser le regard sur la Grèce, celle d'aujourd'hui, pathétiquement mise au ban de l'Europe, et celle d'hier et de toujours, à la source de notre culture.
(Coll. Amarante, 13.50 euros, 118 p.) *ISBN : 978-2-296-96616-1*

INSOUMIS (L') OU LE CONTE PURITAIN – Mémoires d'hier et d'aujourd'hui
Parlier Liliane
Disciple de Montaigne, l'auteur observe l'existence. Le lecteur est embarqué dans une expérience ontologique qui le fait naviguer entre les formes brèves à la frontière des haïkus, à des chapitres plus amples, récits d'épisodes de vies, poèmes en vers libres, odes à la nature et au rapport cosmique à la beauté du monde.
(Coll. Écritures, 25.00 euros, 300 p.) *ISBN : 978-2-296-55755-0*

PARTITIONS – Roman
Larking-Coste Denise
Dans ce roman choral, avec précision et concision, Denise Larking-Coste dresse une histoire qui décline la difficulté et l'utopie d'être et d'aimer. Récit intimiste, *Partitions* se construit autour de quatre personnages, dont les fragments de vie se croisent et s'entremêlent. À travers leur voix, elle invoque en filigrane des «livres qui nous accompagnent à un moment précis de la vie, qui lui donnent une coloration particulière...» Car la lecture est au cœur de ce roman.
(Coll. Écritures, 13.50 euros, 126 p.) *ISBN : 978-2-296-56844-0*

PISTE DU KANGOUROU – Roman
Hauter Jean-Michel
Après une carrière de cadre supérieur dans une multinationale, Alex décide de démarrer une nouvelle vie dans l'hémisphère Sud. En Australie, nous découvrons avec lui que les «clichés de cartes postales» sont aux antipodes d'une vérité beaucoup plus cruelle. Fort bien documenté, ce livre est un témoignage objectif et accablant sur la situation de la «plus ancienne civilisation vivante de notre planète», et sur la politique raciale de l'Australie. Un ouvrage indispensable pour comprendre les enjeux de l'Australie moderne.
(20.50 euros, 206 p.) *ISBN : 978-2-296-96839-4*

SUR LA ROUTE DES SENTIMENTS – Roman
Paysan Jacqueline
Cette histoire, aux couleurs autobiographiques, relate la vie mouvementée de Sophie, personnage principal d'une vaste saga familiale. Les circonstances de la vie et l'amour la propulsent dans diverses parties du monde, et au sein de milieux sociaux et culturels parfois très différents. Au travers de ses profonds

remous sentimentaux, une constante, la recherche d'un père à peine connu, puis devenu introuvable ou inaccessible, jusqu'à ce qu'une quête inlassable trouve enfin, brièvement, sa récompense.
(24.00 euros, 244 p.) *ISBN : 978-2-296-96981-0*

VOYAGE (LE) IMPOSSIBLE
Yves Michel
Récit visionnaire où le Québec est devenu un territoire idyllique. Cependant cette prospérité fait des envieux et Mike Liosco va devoir défendre son pays contre ceux qui veulent en saboter l'équilibre. Avec ses amis des villes et des forêts, les Indiens, il tentera de déjouer leurs plans quitte à sacrifier sa vie pour le Québec. Sera-t-il à la hauteur de la tâche ? Quelle machination va-t-il découvrir ?
(11.50 euros, 84 p.) *ISBN : 978-2-296-56988-1*

UN INSTANT D'ÉTERNITÉ – Roman
Haffner Patrice
Un moment hors du temps, est-ce possible ? Comment retenir le temps qui passe ? Un jeune horloger, inspiré par l'amour d'une femme dont la beauté le subjugue, prétend, pour la séduire, pouvoir suspendre le cours du temps, le temps de l'amour, au moyen d'une horloge magique ayant appartenu, deux siècles auparavant, à un haut dignitaire turc. Mais l'objet merveilleux est subtilisé, et le jeu de l'amour devient le jeu de la mort...
(23.00 euros, 226 p.) *ISBN : 978-2-296-96853-0*

UN LIEU À SOI
Beaumont du Gâtinais-Cannes
Toubiana Line, Point Marie-Christine
Préface d'Henri Raczymouv
Un lieu à soi propose une écriture croisée sur deux lieux très différents, Cannes, la ville phare du cinéma, et Beaumont du Gâtinais, petit village ignoré en campagne française. À travers cette ronde toponymique où l'être et le lieu se confondent, les auteurs s'adonnent à un voyage intime et passionné où chaque halte est l'occasion d'un échange. Comment, à travers un jeu d'oppositions et d'échos symboliques, ces deux lieux parviennent-ils à se construire une identité propre et originale ?
(21.00 euros, 198 p.) *ISBN : 978-2-296-96838-7*

24
Thriller
Lecocq Jean-Michel
Nous sommes en 1572, le 24 de chaque mois, le cadavre d'un homme est retrouvé dans une église de Paris. Quand certains accusent la Cour des miracles, d'autres mettent en cause les Réformés, d'autres encore les Catholiques ultras. Vincenzo va mener l'enquête, parviendra-t-il à démasquer celui que l'on appelle le Scarificateur ? En même temps qu'un thriller palpitant, ce livre offre au lecteur un panorama de la capitale à la fin du XVIe siècle ainsi qu'une peinture réaliste de la société à la veille de la Saint-Barthélemy.
(21.00 euros, 206 p.) *ISBN : 978-2-296-97000-7*

DAMNÉS (LES) DE LA RÉPUBLIQUE
Guillaume Gildard
Dans les années 1872 et suivantes, un menuisier-ébéniste du faubourg Saint-Antoine, un journaliste lyonnais et un avocat, sont pris dans la tourmente de la Commune de Paris et déportés, avec des milliers d'autres, en Nouvelle-Calédonie, certains à l'île des Pins, les plus durs au bagne de l'île Nou et les plus chanceux sur la Grande Terre. Ils y connaîtront l'enfer. Quelles forces pourront les sauver ?
(Coll. Roman historique, 30.00 euros, 304 p.) *ISBN : 978-2-296-56951-5*

DESCENTE DE L'ARBRE – Roman
Rouquier André Louis - André Sandral (pseudo)
Charge très délicate, en 2008, pour un «nègre» sans illusions, que la biographie d'un «blouson doré» soixante-huitard qui a lui-même écrit sur le vif le récit de sa vie de renégat. Puisqu'il est mort pourquoi ne pas lui chaparder son texte, le mettre à la sauce du jour ? Trop simple, la supercherie ! Voilà que le présent entraîne le «héros» dans un mystérieux feuilleton. Qui manipule qui ? Pourquoi?
(Coll. Ecritures, 28.50 euros, 288 p.) *ISBN : 978-2-296-96956-8*

FELICITE LANGUISSANTE ET AUTRES FABLES
Souchon Henri
Toute expression est stratégique. Une quête de soi dont l'autre serait le prétexte. Une résonance, inquiète ou confiante mais toujours suggérée en alternant les masques dans une danse des sept voiles jetés sur l'indicible. Ici, ce sera une galérie de portraits traités sur le mode du conte, de la fable, de la légende. S'y reconnaître exige de la lucidité et beaucoup d'humour.
(Coll. Ecritures, 23.00 euros, 238 p.) *ISBN : 978-2-296-56855-6*

HERBE (L') FOLLE DE L'ENVIE – Roman
Ferrandi Jean-Luc
Dix ans après, Julie revient sur son adolescence, une période incertaine de sa vie, jalonnée par la présence intermittente d'un poète dilettante, séducteur hésitant, et celle de ses textes. Malraux et Céline, l'Italie de Léopardi, le Père-Lachaise forment un arrière-plan bigarré à ce récit en forme de long préliminaire amoureux, un brin nostalgique d'un temps où les poèmes s'écrivaient encore sur des bristols.
(16.50 euros, 160 p.) *ISBN : 978-2-296-96699-4*

LEOCADIA ET AUTRES PETITS ÉLOGES DE LA MÉLANCOLIE
Redon Michel
Voici un recueil original de nouvelles parfois graves, parfois grinçantes, qui nous embarquent en douceur pour un voyage étrange depuis l'Amérique du Sud jusqu'aux rives du Tage. On y reconnaîtra à bord quelques écrivains que l'auteur affectionne, comme Jorge Amado et Antonio Tabucchi, ou encore Fernando Pessoa. Voyage à faire, pour ceux qui ont au coeur et au ventre de grands départs inassouvis...
(Coll. Ecritures, 14.50 euros, 140 p.) *ISBN : 978-2-296-56849-5*

L'HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences sociales,
politiques et administratives
BP243, KIN XI
Université de Kinshasa

L'HARMATTAN CONGO
67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamya Rue KA 028, en face du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN
BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31
etien_nda@yahoo.fr

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue du Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN TOGO
1771, Bd du 13 janvier
BP 414 Lomé
Tél : 00 228 2201792
gerry@taama.net